

(1)

(N° 371)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1923.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but de donner au problème de la retraite des ouvriers mineurs une solution définitive.

Ce projet répond à d'impérieuses nécessités.

Les lois coordonnées du 30 août 1920, qui forment actuellement la charte fondamentale des travailleurs de la mine, empruntent à la loi générale du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse les règles relatives à la constitution des rentes de vieillesse à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite; elles comportent en outre des dispositions spéciales formant le régime de la retraite des ouvriers occupés dans l'industrie charbonnière.

L'abrogation de la loi du 10 mai 1900 se trouve inscrite dans le projet de loi déposé par le Gouvernement le 22 novembre 1922 relatif à l'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré, et déjà, deux propositions de loi dues à l'initiative parlementaire tendent à la revision du régime spécial réservé aux ouvriers mineurs.

La première fut déposée à la Chambre des Représentants par MM. De Bruyne et consorts, à la date du 8 juin 1922; la seconde, au Sénat, par MM. Lombard et consorts, le 27 juillet suivant.

Ces deux projets abordent le problème de la retraite dans toute son ampleur; ils préconisent l'un et l'autre la refonte du système en vigueur. Si les dispositions qu'ils proposent procèdent d'une conception différente, leurs revendications sont d'un ordre identique.

Parmi celles-ci, l'amélioration générale du sort des retraités occupe la première place.

Sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920, la retraite des ouvriers mineurs était constituée par les rentes acquises à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite à l'aide des versements exclusifs des ouvriers, ces rentes étant majorées à concurrence de 720 francs par des compléments de pension à charge des Caisses de prévoyance et par une indemnité de 360 francs à tout bénéficiaire d'une pension de retraite, à charge des Pouvoirs Publics.

La combinaison de ces divers éléments, la rente de vieillesse, le complément de pension et cette dernière indemnité procurait de la sorte à tout ouvrier mineur une pension de retraite de 1,080 francs au maximum.

D'après les vues de MM. De Bruyne et Lombard, le montant de cette pension n'est plus suffisant dans les conjonctures économiques actuelles, et il est indispensable de la majorer à un minimum de 1,500 francs.

Indépendamment de la majoration de la pension de retraite, leurs propositions s'accordent pour réclamer la suppression des restrictions que le régime en vigueur apporte à la reconnaissance des droits des intéressés. Elles préconisent enfin, la réorganisation totale des rouages de l'assurance par la création d'une Caisse Autonome de Retraites des ouvriers mineurs.

Le Gouvernement ne s'est pas lassé au cours de ces dernières années de procurer aux travailleurs de la mine des gages nombreux de sa sollicitude.

Depuis la loi du 5 juin 1911, qui constitua en Belgique le premier essai de l'assurance obligatoire, jusqu'à celle du 9 avril 1922 qui, après avoir octroyé la personnalité civile au Fonds National de Retraite, autorisa ce dernier à affecter une partie de ses ressources au profit des ouvriers invalides et des veuves, toutes les mesures légales prises successivement à son initiative, furent autant d'étapes dans la voie du perfectionnement de la législation sociale et de l'amélioration progressive du sort des travailleurs.

Les revendications unanimes et concordantes de la classe ouvrière de la mine, ne se sont point heurtées à l'indifférence du Gouvernement. A maintes reprises, il a annoncé son intention d'apporter au régime de la retraite les améliorations nécessaires.

Cette réforme serait insuffisante ou incomplète si elle se réalisait conformément aux propositions de M. De Bruyne et de MM. Lombard et consorts.

Le projet de MM. De Bruyne et consorts présente en effet au point de vue de son équilibre financier, des lacunes dont il est impossible de dénier l'importance et le danger.

De son côté, le projet de MM. Lombard et consorts, lorsqu'il subordonne la reconnaissance du droit à la pension, à la justification d'une durée maximum de 30 années de services dans les mines, porte atteinte à la liberté professionnelle à laquelle tout ouvrier peut légitimement prétendre; il aboutit en outre à un véritable déni de justice vis-à-vis des ouvriers « intermittents » en les frustrant du fruit légitime des sacrifices qu'ils ont consentis, en vue de leur retraite, au cours des années de travail passées dans la mine.

Suivant les vues du Gouvernement, le problème de la retraite des ouvriers mineurs doit impliquer, en premier lieu, la mise en harmonie du régime avec les règles inscrites dans la loi générale d'assurance dont les Chambres ont abordé l'examen.

De ce chef, l'assurance des ouvriers occupés dans les exploitations des charbonnages sera réalisée par l'acquisition de rentes de vieillesse viagères à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, à leur profit personnel, de rentes de survie au profit des veuves et éventuellement des orphelins, et des rentes de vieillesse au profit de l'épouse.

L'État intervient dans la constitution des rentes de vieillesse et de survie ; il donne également son appui à titre temporaire aux ouvriers incapables à raison de leur âge, de se constituer une pension suffisante, en leur accordant une majoration de rente qui vient s'ajouter aux rentes acquises.

Cette assurance se complète par l'attribution des avantages spéciaux reconnus aux ouvriers mineurs, en vertu du régime d'exception dont ils bénéficient. Ce régime exceptionnel se justifie à la fois par la nature de leur travail et par l'intérêt de l'industrie charbonnière.

Il s'agit, en effet, de récompenser par des avantages particuliers les ouvriers dont la plus grande partie de l'existence a été consacrée au travail dans les entrailles de la terre, nonobstant les difficultés du labeur et le danger permanent qui s'y rattachent.

Ces avantages, le projet de loi les traduit par des suppléments et des compléments de pension qui viendront majorer les rentes acquises à la Caisse Générale de Retraite, ainsi que les contributions financières de l'État.

Grâce à la combinaison des rentes de vieillesse et des diverses majorations qui les complètent, il sera possible de faire droit aux revendications qui ont été formulées et de procurer aux ouvriers mineurs et à leurs familles une retraite convenable et suffisante pour faire face aux nécessités économiques actuelles.

Le champ d'application de ce régime ne peut toutefois se limiter à la couverture des risques de vieillesse des ouvriers occupés à l'heure actuelle dans les exploitations des charbonnages ; il est un devoir sacré qui s'impose aux générations présentes, c'est celui de maintenir, sinon d'augmenter, au profit des ouvriers mineurs frappés par l'âge, le bénéfice des pensions que la législation en vigueur, et avant elle, la généreuse initiative des exploitants, leur avait procurés.

La loi doit, par conséquent, étendre ses effets non seulement aux ouvriers qui sont actuellement occupés dans les charbonnages, mais aussi à tous ceux qui se trouvent en jouissance d'une pension ou d'un avantage conformément à la législation actuelle.

La réalisation de ce programme, par la majoration des pensions et l'extension des droits des intéressés, est de nature à accroître dans des mesures considérables les charges de l'assurance.

Il importe donc d'asseoir le régime sur des bases financières solides, d'adapter à cette fin l'organisation et le fonctionnement des rouages chargés de l'exécution de l'assurance et d'assurer la couverture intégrale des charges de cette importante réforme sociale.

C'est en s'inspirant de ces vues que le Gouvernement à l'honneur de soumettre à l'approbation de la législature le présent projet de loi.

Le plan général du projet de loi comporte cinq titres distincts.

Sous le titre I « Dispositions Générales » se trouvent inscrits les articles synthétisant les divers facteurs qui doivent concourir à la réalisation de l'assurance. Le développement de chacun de ces articles forme l'objet chacun des titres subséquents.

Le titre II renferme les dispositions définissant les objets de l'assurance et réglant le mode de sa réalisation.

Le titre III intéresse les organismes qui doivent constituer les rouages de l'assurance; il trace les directives nécessaires à leur organisation et à leur fonctionnement.

Le titre IV fixe, en harmonie avec la loi générale d'assurance, les sanctions qui garantissent l'obligation de l'assurance.

Le titre V et dernier titre concerne les dispositions finales et détermine notamment l'époque de la mise en vigueur de la loi.

EXAMEN DES ARTICLES.

TITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

Le chapitre premier définit l'objet de l'assurance, il détermine les personnes qui y sont soumises, les organismes chargés de son exécution, ainsi que les ressources qui y sont affectées.

Conformément à l'article premier, tous les ouvriers occupés dans une exploitation houillère belge, sans distinction d'âge et de sexe, sont obligatoirement soumis au régime de l'assurance.

Cette disposition supprime la restriction qui se trouvait inscrite à l'article premier des lois coordonnées, soustrayant à l'application de la loi les ouvriers mineurs âgés de plus de 60 ans. Cette restriction avait pour résultat de détourner du travail de la mine, et souvent d'inciter à un repos prématuré, des ouvriers qui, nonobstant l'âge, possédaient encore la capacité de travail nécessaire pour pourvoir à leur subsistance. En étendant à ces ouvriers le champ d'application de la loi, il devient possible à ceux-ci de trouver une légitime récompense de leur courage, dans les rentes supplémentaires qu'ils pourront acquérir en poursuivant le travail.

Aux termes de l'article 2 sont assimilés aux ouvriers mineurs, les délégués à l'inspection des mines ainsi que les ouvriers occupés dans les mines métalliques concédées.

L'article 3 confie l'exécution de l'assurance :

- 1° A la Caisse générale d'Épargne et de Retraite;
- 2° Au Fonds commun de Retraite des Ouvriers Mineurs;
- 3° Aux Caisses de Prévoyance régionales.

Quant aux ressources nécessaires à la couverture des charges de l'assurance, elles sont puisées dans les versements obligatoires imposés à la fois aux exploitants et aux ouvriers occupés dans les charbonnages et dans l'avoir du Fonds national de Retraite des ouvriers mineurs qui a été créé par la loi du 20 août 1920, article 1^{er}, § 3 (lois coordonnées du 30 août 1920, art. 18, § 3).

Le taux de ces versements est fixé à 5 % du montant des salaires; ils sont supportés par parts égales par les exploitants et les ouvriers (art. 5).

Le caractère obligatoire de l'assurance, de même que l'intervention des patrons et des ouvriers, se trouvent déjà inscrits dans les lois coordonnées du 30 août 1920; le projet de loi ne comporte pas d'innovation à ce point de vue. Il en est autrement de l'uniformité des versements imposés aux uns et aux autres. Cette mesure est imposée par la nécessité de mettre le régime des ouvriers mineurs en harmonie avec les règles inscrites dans la loi générale d'assurance. Elle est conforme en outre aux principes de la prévoyance.

En effet, si l'intervention des exploitants dans la constitution des retraites trouve sa raison d'être dans le devoir moral qui s'impose à tout employeur d'assister ceux qui par leur collaboration ont contribué à la réussite de leurs entreprises, l'État, de son côté, a l'obligation de veiller à ce que l'imprévoyance de quelques-uns ne mette pas en péril les intérêts de la collectivité dont il a la garde. En imposant la prévoyance, il a le droit d'en assurer le contrôle et le devoir de lui donner son appui.

Par contre, c'est en ordre primordial à l'ouvrier lui-même qu'incombe le devoir de veiller à la sécurité de son avoir et de consentir les efforts nécessaires à cet effet. L'assurance doit être un acte de prévoyance personnel; à l'accomplir, l'ouvrier sentira se développer en lui la notion de la dignité personnelle, parce qu'il sera redevable à lui-même des avantages qui lui seront procurés; il verra parallèlement se fortifier son attachement à l'ordre social, parce que c'est dans le maintien de celui-ci qu'il trouvera la garantie de la sécurité de ses droits.

Les salaires envisagés pour le calcul des versements s'entendent de la rémunération payée à l'ouvrier, en espèces; les avantages spéciaux qui seraient attribués à l'ouvrier sous une autre forme, notamment le logement, le charbon gratuit (article 6) n'entrent pas en ligne de compte.

S'inspirant des pratiques en vigueur sous le régime actuel, l'article 7 prescrit que le versement de l'ouvrier fait l'objet d'un prélèvement par l'exploitant à l'occasion de chaque paye; ce dernier est tenu d'effectuer des versements équivalents, pour toute période pendant laquelle un ouvrier a été à son service.

L'article 8 a pour objet de mettre les dispositions de la présente loi en harmonie avec celles de la loi sur les règlements d'atelier.

TITRE II.

Des avantages accordés aux assurés et de l'affectation des ressources.

L'article 9 donne la nomenclature des droits divers conférés aux ouvriers soumis à l'assurance. Ces droits affectent un double caractère, celui de rentes acquises par voie de capitalisation à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite

dans les conditions prévues au chapitre I^{er}, celui de suppléments et de compléments de pension dont le service est assuré, sous le régime de la répartition, par le Fonds commun, suivant les dispositions des chapitres II et III.

La même disposition règle, à son paragraphe 2, la manière dont les ressources de l'assurance sont réparties, suivant le plan général de la loi, à la couverture de l'ensemble de ces charges (article 11).

CHAPITRE PREMIER.

De la constitution des rentes de vieillesse.

La constitution des rentes de vieillesse est réalisée, conformément au chapitre I^{er}, par l'affiliation obligatoire à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite de tous les ouvriers occupés dans les exploitations houillères. En vue de cette affiliation, le projet de loi affecte, pour être attribué au compte individuel de chaque ouvrier intéressé, une somme fixe variable d'après la classe des salariés à laquelle celui-ci appartient, variable aussi suivant qu'il est célibataire, veuf ou divorcé, ou marié art. 12).

On s'est demandé si, conformément aux dispositions de la loi générale, il ne pouvait suffire de fixer les versements affectés à la constitution des rentes viagères d'une manière uniforme pour tous les salariés. Semblable règle était appliquée sous le régime des lois coordonnées actuellement en vigueur; le montant des versements s'élevait respectivement à 24 francs et à 18 francs suivant que les assurés étaient âgés de 24 ans et plus ou de moins de 24 ans. Il est indéniable qu'au point de vue technique, le calcul des rentes se trouve facilité par l'adoption d'un système comportant des versements fixes portant sur des quotités déterminées. Cette pratique cependant doit être condamnée au regard des sains principes de la prévoyance qui exigent d'une part que des versements soient en relation aussi étroite que possible avec les salaires, et d'autre part que la pension de retraite soit proportionnée aux nécessités des intéressés dont la mesure se trouve dans les salaires eux-mêmes. Dans cette occurrence, en vue de réaliser une proportionnalité qui, si elle n'est pas rigoureuse, a le mérite d'assurer à chaque intéressé, des avantages qui sont dans un rapport constant avec les sacrifices qui lui sont imposés, la loi a réparti les ouvriers en six catégories suivant une échelle variable d'après le montant des salaires annuels :

1 ^{re} classe :	salaire de moins de 3,000 francs.
2 ^e id.	id. de 3,001 à 4,500 id.
3 ^e id.	id. de 4,501 à 6,000 id.
4 ^e id.	id. de 6,001 à 7,200 id.
5 ^e id.	id. de 7,201 à 8,400 id.
6 ^e id.	id. de plus de 8,400 id.

Le salaire annuel s'établit en multipliant le salaire quotidien moyen par 300. Pour l'ouvrier qui n'a travaillé que pendant une période d'une durée inférieure à un mois, son classement est effectué sur la base du salaire moyen qu'il a touché pendant cette période.

Dans la situation économique actuelle, la carrière type d'un ouvrier mineur au point de vue de son salaire peut s'établir comme suit :

a) *Au fond :*

De 14 à 16 ans	14 à 15 francs.
De 17 à 19 ans	18 à 19 id.

SERVICE MILITAIRE.

De 21 à 22 ans	24 à 25 francs.
De 23 à 47 ans	25 à 30 id.
De 47 à 50 ans	27 id.
De 50 à 55 ans	25 id.

b) *A la surface :*

De 14 à 16 ans	10 à 12 francs.
De 17 à 19 ans	15 id.

SERVICE MILITAIRE.

De 21 à 22 ans	18 francs.
De 23 à 60 ans	20 id.

L'adoption du système de répartition par classe des ouvriers mineurs a le mérite de proportionner d'une manière constante les sacrifices consentis en vue de la réalisation de la retraite avec la rémunération que les diverses catégories d'ouvriers s'assurent par leur travail dans les différentes étapes de leur carrière. En outre, l'intéressé qui connaît et son salaire et le versement réel effectué chaque année en son nom, est mis à même d'apprécier d'une manière précise la nature et le montant des avantages qu'il peut escompter dans l'avenir.

Le taux des versements effectués au compte de chaque intéressé est fixé d'après la classe des salariés dans laquelle il se trouve rangé. Ce taux est variable suivant que l'intéressé est célibataire, veuf ou divorcé, ou marié (art. 14).

	<i>Versements journaliers.</i>		<i>Versements annuels.</i>	
	Non mariés.	Mariés.	Non mariés.	Mariés.
1 ^{re} classe fr.	0.15	0.20	45	60
2 ^e id. id.	0.25	0.30	75	90
3 ^e id. id.	0.35	0.40	105	120
4 ^e id. id.	0.45	0.50	135	150
5 ^e id. id.	0.55	0.60	165	180
6 ^e id. id.	0.65	0.70	195	210

Les versements équivalent pour les ouvriers non mariés à environ 2 % et pour

les ouvriers mariés à $2\frac{1}{2}$ % des salaires moyens réalisés par la catégorie des salariés à laquelle ils appartiennent : ils sont, en général, inférieurs au montant des versements imposés par l'article 2.

Cette mesure, il faut le reconnaître, peut soulever des objections ; rappelons, cependant, à ce sujet, que la loi nouvelle n'a pas seulement pour objet l'institution pour l'avenir d'un régime de retraite des ouvriers mineurs. Elle se substitue aussi aux lois coordonnées en vigueur ; à ce titre, elle a l'obligation d'assurer la liquidation des droits des ouvriers qui sont titulaires d'une pension sous l'empire de ces lois. Or, bon nombre parmi ces derniers, parce que justifiant d'un âge avancé et d'une durée de service minimum de trente années dans les mines, ont été appelés au bénéfice de la pension, sans avoir réalisé aucun sacrifice personnel pour l'obtenir.

Aussi, les lois coordonnées prévoyaient-elles qu'il existait un devoir de solidarité pour les ouvriers de prendre une part dans les charges qui résultent de l'attribution de ces avantages. C'est la raison pour laquelle les ouvriers avaient le devoir de participer à l'alimentation des Caisses de Prévoyance à raison de 12 francs par an.

Il n'est que juste que, dans le régime nouveau, un sacrifice pécuniaire identique soit exigé des ouvriers de toutes catégories pour faire face à ces dépenses.

L'équilibre financier de la réforme rend d'ailleurs ce sacrifice indispensable : il est à prévoir cependant qu'il ne sera que d'une durée temporaire, car, ainsi que le projet de loi le prévoit, au fur et à mesure de l'extinction des pensions en cours, les disponibilités éventuelles viendront accroître le montant des versements affectés à la constitution des rentes de vieillesse.

* * *

Les versements établis comme il précède sont portés au compte individuel de chaque assuré, leur montant est affecté à la constitution d'une rente de vieillesse, d'une rente de survie de la veuve et d'une rente de vieillesse de l'épouse, suivant les règles et d'après les distinctions qui suivent (art. 28 et suivants) :

S'il s'agit d'un assuré du sexe féminin, les versements sont affectés dans leur entièreté à la constitution d'une rente de vieillesse.

S'il s'agit d'un ouvrier du sexe masculin, célibataire, veuf ou divorcé, les versements sont affectés à concurrence de 50 % à la constitution d'une rente de vieillesse et de 50 % à la constitution d'un capital destiné à être converti en rentes de survie au moment du mariage de l'intéressé. Dès la constitution d'un capital de 1,200 francs, le versement est affecté dans son entièreté à la constitution d'une rente de vieillesse.

Le versement effectué au nom de l'ouvrier marié est affecté à concurrence de 50 % à la constitution d'une rente de vieillesse personnelle et de 50 % à la constitution de la rente de survie, et dès que celle-ci est parfaite, à la constitution de la rente de vieillesse de l'épouse. Du moment que la rente de survie est constituée et que la rente de vieillesse de l'épouse atteint 720 francs, l'entièreté des versements est affecté à la constitution des rentes de vieillesse.

Tous les versements sont effectués à capital abandonné au nom de chaque

intéressé. Les rentes correspondantes sont calculées en raison de son âge aux époques des versements successifs, d'après les tables de la mortalité et sont inscrites à son compte individuel. Les rentes acquises dans ces conditions sont mathématiques, calculées en proportion des versements. Tout assuré, ouvrier, veuve ou épouse, possède donc la garantie d'une sécurité complète et la certitude de recevoir une pension qui sera toujours proportionnée aux années de services au cours desquelles les versements ont été effectués.

* * *

Le présent projet de loi emprunte au projet de loi générale sur les pensions, en y apportant les tempéraments que comporte le régime spécial des ouvriers mineurs, les dispositions réglant l'intervention de l'État dans la constitution des rentes de vieillesse. (art. 15).

La contribution de l'État est fixée :

A 1 » fr.	pour les intéressés nés de 1861 à 1868
A 0,75 fr.	id. id. 1869 à 1874
A 0,60 fr.	id. id. 1875 à 1880
A 0,50 fr.	id. id. après 1880

De ce chef, la contribution est attribuée sans limitation à concurrence de l'entière des versements effectués, au nom de chaque intéressé.

Cette règle se justifie par des raisons techniques pour la simplification de la tenue des comptes ; elle permet aussi la constitution des rentes dans le plus court délai ; elle ne crée aucune charge supplémentaire au détriment du Trésor Public, puisqu'en fin de compte, le montant de la rente à constituer par la contribution de l'État ne pourra dépasser 240 francs pour les ouvriers et 120 francs pour la rente de survie de la femme et la rente de vieillesse de l'épouse (art. 15 § 16).

Cette limitation est d'ordre général et il y a lieu dans ces conditions de faire entrer en ligne de compte les rentes acquises par les primes d'encouragement de l'État sous l'empire de la loi générale du 10 mai 1900, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, de même que les rentes acquises à l'occasion des versements obligatoires, libres et facultatifs qu'effectuerait l'intéressé à la faveur du régime de la loi générale d'assurance.

* * *

Aux termes de l'article 19, l'entrée en jouissance des rentes de vieillesse constituées à l'aide des versements faits au compte de l'assuré et des contributions de l'État y afférentes est fixée à soixante ans accomplis.

Toutefois, l'ouvrier qui justifie d'une durée de service de trente années dans les travaux souterrains, a le droit à la liquidation des rentes acquises, dès qu'il a accompli l'âge de 55 ans.

En vertu de ces règles, tout ouvrier qui a été occupé dans les charbonnages peut prétendre à l'âge de 60 ans aux rentes acquises par les versements qui ont été opérés conformément à la présente loi pendant la durée de ses services dans les mines.

Le droit à la rente n'est subordonné à aucune condition de durée de service; tout ouvrier, par conséquent, qui au cours de son existence a travaillé dans les mines pendant une durée quelconque, peut prétendre à l'âge de 60 ans aux rentes proportionnelles aux versements qui ont été effectués en son nom.

En ce qui concerne l'ouvrier du fond, l'entrée en jouissance d'une pension était subordonnée, sous l'empire des lois coordonnées, à la condition qu'il ait travaillé dans le fond jusqu'à l'âge de 55 ans, qu'il justifie à ce moment de trente ans de services, qu'il cesse tout travail, ou que, s'il reste occupé au charbonnage, il touche un salaire réduit.

Le projet de loi réalise une amélioration considérable en sa faveur; il autorise, en effet, la liquidation des rentes de vieillesse dès l'âge de 55 ans, sans autre condition que de justifier d'une durée de services de trente années dans les travaux souterrains. Le bénéfice de cette dernière disposition est réservé à l'ouvrier qui, à l'âge de 55 ans accomplis, est effectivement occupé dans les charbonnages et n'a donc pas perdu la qualité d'ouvrier mineur.

Ne peut, par conséquent, se prévaloir de cette disposition, l'ouvrier qui, tout en justifiant de la durée de travail dans les travaux souterrains de la mine, a abandonné le travail avant l'âge de 55 ans. Son sort est réglé conformément à la règle générale, c'est-à-dire que l'entrée en jouissance des rentes acquises, en vertu de la présente loi, est reportée à l'âge de 60 ans accomplis.

Par contre, il n'est pas requis que l'ouvrier soit occupé au fond de la mine jusqu'à l'âge de 55 ans; il lui suffit de prouver qu'il a été occupé pendant une durée totale de trente années au fond, alors même qu'il aurait abandonné le travail du fond pour être occupé à la surface.

Le projet de loi de MM. Lombard et consorts subordonnait la reconnaissance du droit à la pension à la condition d'avoir effectué trente années de travail dans la mine, en destituant, par conséquent, de tout droit ceux qui avaient une durée de services moindre. Le projet de loi de MM. De Bruyne et consorts, inspiré de la préoccupation de ménager la liberté de l'ouvrier, proposait par contre de reconnaître à l'ouvrier le droit absolu d'obtenir, en tous cas, une retraite proportionnelle aux sacrifices consentis à cette fin. La disposition adoptée par le Gouvernement est conforme à cette manière de voir.

S'il est juste que des avantages particuliers soient reconnus aux ouvriers qui ont consacré la majeure partie de leur existence au dur labeur de la mine, ces avantages seront un stimulant suffisant pour les attacher de plein gré à leur profession sans conduire pour cela à leur asservissement total.

Le Gouvernement n'a pas voulu anticiper l'entrée en jouissance de la pension, en fixant celle-ci à l'âge de 50 ans, ainsi que le proposaient à la fois MM. Lombard et consorts au Sénat et MM. De Bruyne et consorts à la Chambre. L'intérêt général autant que l'intérêt particulier s'accordent pour condamner cette proposition. Le travail doit être la règle et c'est par lui que l'ouvrier doit se procurer les ressources nécessaires à sa subsistance. La pension de retraite n'a sa raison d'être qu'au moment où il est présumé ne plus avoir les forces suffisantes.

Or, les statistiques tant belges qu'étrangères, ne permettent pas d'établir que dans aucune profession, l'âge de 50 ans marque le terme de l'activité humaine.

Au contraire, les améliorations apportées, au cours des années récentes, aux conditions de l'existence de l'ouvrier mineur, au point de vue de l'hygiène, de l'habitation, de la limitation des heures de travail, de la majoration des salaires, favorisent le maintien des forces humaines et retardent l'usure de l'organisme.

Détourner l'ouvrier de son travail par l'appât d'une pension et l'attrait de l'oisiveté, à l'époque où sa capacité de travail est encore entière, c'est dépouiller le pays du concours des forces qui lui sont nécessaires pour assurer par la production des richesses, le développement de son essor économique; c'est enlever à l'industrie des auxiliaires puissants au moment où leur maturité et leur expérience lui assurent la collaboration la plus féconde; c'est condamner enfin l'individu lui-même, à l'âge où les charges de famille lui pèsent encore, à troquer un salaire rémunérateur contre une pension insuffisante à ses besoins.

Il importe, en outre, en matière de retraite, d'avoir le souci des possibilités financières. La constitution des rentes viagères à l'âge de 50 ans où les chances de vie sont relativement considérables, aurait pour résultat, sous le régime de la capitalisation, d'affecter à leur acquisition des versements considérables sous peine d'aboutir à une réduction notable des rentes acquises. Sous le régime de la répartition, l'adoption du même âge doublerait le nombre des retraités, de telle sorte que les charges imposées aux organismes de retraite ainsi que les ressources correspondantes subiraient une majoration démesurée.

Le projet de loi introduit au Sénat par MM. Lombard et consorts renferme une suggestion intéressante en tant qu'elle propose d'encourager l'ouvrier qui a dépassé l'âge de la pension à poursuivre son travail, si ses forces le lui permettent.

Le Gouvernement la fait sienne. Il estime, en effet, qu'il convient d'encourager les ouvriers valides à poursuivre leur travail au lieu de se réfugier dans l'oisiveté. Dans ce but, la loi autorise les intéressés à proroger, jusqu'à l'âge de 65 ans, la liquidation des rentes acquises à l'âge de 55 ou de 60 ans, en leur reconnaissant, indépendamment des avantages qu'ils auraient obtenu à cet âge, le droit d'acquiescer des rentes supplémentaires (art. 19, § 3).

La loi eut été incomplète si, se bornant à garantir l'ouvrier contre les risques qui peuvent l'atteindre lui-même, elle n'avait envisagé en même temps ceux qui intéressent sa femme et ses enfants. Dans ce but, l'article 13 prévoit que les prélèvements effectués sur les ressources de l'assurance, affectés à la constitution des rentes de vieillesse des intéressés sont variables suivant que ceux-ci sont célibataires, veufs ou divorcés ou bien mariés.

En harmonie avec l'article 12, 2° et 3° de la loi générale d'assurance, il est créé en outre :

- 1° Au profit de la veuve de l'ouvrier : une rente de survie de 360 francs ;
- 2° Au profit de l'épouse : une rente de vieillesse du même import.

En vue de constituer la rente de survie, il est prélevé sur le versement de chaque ouvrier, célibataire ou marié, une quotité de 50 %, destinée à former un capital de 1,200 francs. Si l'ouvrier est célibataire, il aura constitué pour l'époque de son mariage, le capital nécessaire pour assurer l'existence de sa femme dans le cas de décès prématuré. S'il meurt sans avoir contracté mariage, ce capital sera

versé au Fonds Commun de Retraite; de même, si après avoir contracté mariage, il devient veuf ou divorcé, et s'il meurt sans enfants (art. 29 et 30).

En cas de décès prématuré de l'ouvrier marié, sa veuve touche les rentes afférentes au capital constitué à cet effet; il arrivera cependant que la rente totale n'aura pas été entièrement constituée. Dans ce cas, la loi prévoit qu'il sera accordé gratuitement à la veuve une majoration de 120 francs à charge de l'État. Toutefois, le montant total de la rente et de la majoration ne pourra dépasser 360 francs. Lorsque, nonobstant cette majoration, celle-ci et la rente accumulée n'atteint pas 360 francs, une majoration de pension est accordée à concurrence de cette somme à charge du Fonds Commun de Retraite. Ces majorations cessent dans le cas où la veuve se remarie.

Indépendamment de cette majoration éventuelle, la loi accorde, à charge du Fonds Commun, à la veuve une majoration de 60 francs par enfant légitime de moins de 16 ans.

Les orphelins de père et de mère bénéficient également jusqu'à cet âge de la même allocation (art. 23). Ils bénéficient, en outre, après le décès des deux époux, de la rente de survie créée au profit de la veuve à raison de 100 %, s'ils sont trois ou plus de trois enfants de moins de 16 ans, de 80 % s'ils sont deux enfants de moins de 16 ans et de 50 % s'il n'y a qu'un enfant au-dessous de cet âge (art. 20).

Si, dans ce cas, la rente est inférieure à 360 francs, elle sera également portée à ce montant, la différence étant supportée par le Fonds commun (art. 22).

Du moment que la rente de survie aura été constituée à l'aide du prélèvement de 50 % effectué sur le versement de l'ouvrier, la loi dispose que ce même montant sera affecté à la constitution de la rente de vieillesse personnelle de l'épouse. Cette mesure ne trouve pas son application quand l'épouse est titulaire d'une pension personnelle de vieillesse de 720 francs. Tel pourra être le cas pour la femme qui, au moment de son mariage, a été occupée dans le charbonnage et a acquis de la sorte une rente de vieillesse par les versements faits à son compte.

La loi prévoit toutefois, pour l'épouse de l'ouvrier mineur, une situation privilégiée, dans le cas où elle sera devenue veuve avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans. Elle pourra obtenir la liquidation anticipée de sa rente personnelle.

Cette faveur est subordonnée à deux conditions :

1° Que le mari soit mort pensionné ou réunissant les conditions prévues pour obtenir la pension;

2° Qu'elle ait été unie à un ouvrier mineur pendant dix ans au moins, même par des mariages successifs (art. 25).

Il arrivera cependant que la rente de vieillesse n'aura pas atteint 360 francs et même qu'elle n'aura pas été constituée à raison soit du décès prématuré du mari, soit de son âge avancé. Dans ce cas, le montant total de 360 francs, c'est-à-dire la différence entre ce montant total et la rente réellement acquise, est liquidée à charge du Fonds commun.

Ces avantages seront perdus en cas de remariage; ils renaissent en cas de nouveau veuvage (art. 26).

Les avantages prévus au profit de la veuve et des orphelins, en cas d'insuffisance des rentes constituées à leur profit, trouvent leur justification dans la nécessité de leur créer des ressources indispensables à l'existence, dans le cas où le mari ou le père a disparu prématurément.

Dans l'hypothèse, cependant, où le décès prématuré est dû à une cause accidentelle donnant lieu à l'application des dispositions de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, la veuve et les orphelins peuvent avoir obtenu du chef des indemnités servies en vertu de cette loi, les ressources qui leur sont nécessaires. La loi prévoit que, dans ce cas, les allocations soit à charge de l'État, soit à charge du Fonds Commun, sont supprimées ou, le cas échéant, réduites (art. 27).

Pour être complète et garantir l'ouvrier mineur contre tous les risques, l'assurance devrait couvrir les risques de l'invalidité à tous les degrés. Dans l'état actuel des connaissances statistiques, il est impossible cependant de procéder à l'évaluation de la charge financière qui en résulterait. La raison commande donc de n'aborder cette grande réforme que progressivement et de se borner aux solutions susceptibles d'une réalisation immédiate. Inspiré de cette considération, le projet de MM. Lombard et consorts ne prévoit l'intervention de la loi qu'au seul profit des invalides frappés d'incapacité complète de travail pour une cause de maladie et justifiant d'un minimum d'âge et d'années de services.

Le Gouvernement a cru qu'il n'y avait pas lieu d'aller au delà et qu'il appartenait au législateur de l'avenir de réaliser à la faveur des expériences acquises, l'assurance de l'invalidité partielle.

Le projet de loi prévoit, en conséquence, que les ouvriers atteints d'incapacité absolue et permanente pour cause de maladie, à condition de compter trente années d'âge et de justifier de dix années de services au moins dans une exploitation houillère, auront la faculté de demander la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée à leur compte personnel.

Indépendamment de cette rente, il leur sera attribué une pension de 720 francs au maximum, établie à raison de 24 francs par année de services (art 33).

CHAPITRE II.

Des suppléments de pension.

L'adoption du système de la capitalisation pour la constitution simultanée des rentes de vieillesse, des rentes de survie et des rentes de vieillesse de l'épouse n'eut pas permis de faire droit aux revendications des ouvriers, à moins de recourir à un effort financier que la situation, tant des exploitants que des intéressés eux-mêmes, eût été incapable de supporter. Pour suppléer à cet effort et dans la mesure où l'équilibre complet de la réforme l'a permis, le projet de loi prévoit qu'il est attribué à tout ouvrier occupé dans une exploitation houillère, justifiant d'une durée de trente années de service dans les mines, à l'âge de 60 ans et à l'âge de 55 ans à tous ceux qui justifient d'une durée de services de trente années dans les travaux souterrains, un supplément de pension dont le montant, déter-

miné suivant les règles établies par arrêté royal, ne pourra être supérieur à 360 francs ni inférieur à 120 francs (art. 32).

Pour établir ce montant, il sera tenu compte, d'après les vues du Gouvernement, des fluctuations des salaires.

Le service de cette allocation incombe au Fonds Commun de Retraite.

Cette disposition constitue une innovation intéressante dans l'économie de la réforme :

En conditionnant l'importance de la pension par les oscillations des salaires, elle la mesure aux variations du coût de la vie, dont ces oscillations sont le reflet; elle établit par ailleurs un rapport adéquat constant entre les charges financières qui en résultent et les ressources nécessaires pour les couvrir, celles-ci dans le système de la répartition étant proportionnées aux salaires.

Il n'est pas inutile de rappeler les conditions auxquelles l'attribution de ce supplément est subordonnée. Il faut, en premier lieu, que l'ouvrier soit occupé dans une exploitation houillère au moment où il revendique le droit à la pension, c'est-à-dire à 60 ans, s'il est ouvrier de la surface, et à 55 ans, s'il justifie d'un minimum de 30 années de services dans les travaux souterrains. Le supplément de pension ne pourra donc pas être obtenu par un ouvrier qui, soit à 60 ans, soit à 55 ans, aurait abandonné le travail de la mine et aurait perdu la qualité d'ouvrier mineur. Il est exigé, en outre, une durée de travail minimum de 30 années dans les mines.

CHAPITRE III.

Dispositions transitoires.

Le régime futur de la retraite, suivant la conception du projet de loi, est essentiellement basé sur le système de la capitalisation, le supplément de pension à charge du Fonds Commun de Retraite reconnu aux titulaires des rentes de vieillesse n'intervenant qu'à titre accessoire.

La capitalisation des versements à la Caisse Générale de Retraite ne peut toutefois produire ses effets qu'après une période prolongée. Pour assurer, par conséquent, des avantages analogues aux intéressés qui ont dépassé l'âge d'entrée normale de l'assurance, c'est-à-dire l'âge de 18 ans, il est indispensable de prévoir des mesures destinées à garantir, à titre transitoire, les intérêts de la génération présente.

A cette fin, le projet prévoit qu'il sera accordé :

1° A charge de l'État à tout ouvrier né avant 1906, une majoration de rente dont le taux est établi dans le tableau I annexé (article 35).

2° A charge du Fonds Commun, à tout ouvrier né avant 1900, un complément de pension dont le montant est fixé dans le tableau II (article 37).

1. La majoration à charge de l'État est identique quant à son montant, à celle prévue par la loi générale d'assurance. On constatera toutefois que ce montant est déterminé sans égard aux rentes réellement acquises à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite par les versements obligatoires effectués au nom des intéressés.

Il eût été souverainement injuste, en effet, de réduire pour les mineurs la contribution de l'État à une quotité inférieure à celle qui est attribuée aux ouvriers de toutes catégories, pour le motif que les sacrifices personnels des premiers auraient été plus considérables.

L'article 34 prescrit, toutefois, que le montant de la majoration et de la rente constituée par la contribution de l'État ne peut dépasser les sommes limites prévues par le même tableau. Cette disposition était nécessaire pour obvier aux abus possibles au préjudice du Trésor public.

En effet, conformément à l'article 15, la contribution de l'État est fixée par franc versé au compte de chaque intéressé, par conséquent, à un franc par franc versé pour les intéressés nés de 1861 à 1868.

Le montant des versements, d'autre part, peut atteindre, conformément à l'article 14, jusqu'à 210 francs l'an. Il comporte donc des contributions à charge de l'État d'un import équivalent. De ce chef, les rentes produites par celles-ci, auxquelles se joindrait la majoration prévue au présent article, auraient pu conduire à une générosité démesurée, incompatible avec l'économie générale de la loi.

La loi se borne à prescrire un barème identique à celui qui accompagne la loi générale.

Cette majoration appartient de droit à tout ouvrier lors de l'entrée en jouissance des rentes acquises, à l'époque fixée par la loi. Elle n'est donc subordonnée à aucune justification de l'état de besoin; en outre, l'entrée en jouissance étant concomitante avec celle des rentes acquises, l'ouvrier mineur de la surface peut y prétendre à l'âge de 60 ans, l'ouvrier qui justifie de trente années de travail dans les travaux souterrains, dès l'âge de 55 ans.

Ces dernières dispositions créent un sort plus favorable à l'ouvrier des mines vis-à-vis de l'ouvrier assujéti à la loi générale d'assurance. Aussi, importe-t-il de prévoir que l'intéressé justifie de sa qualité d'ouvrier mineur; la nécessité est apparue, dans ces conditions, de subordonner l'attribution de cette majoration à la condition qu'il ait effectué, en qualité d'ouvrier mineur, un nombre déterminé des versements exigés par la présente loi, variable d'après l'âge.

En conséquence, les ouvriers doivent avoir versé au minimum 300 francs en 25 versements annuels, s'ils sont nés postérieurement à l'année 1900 :

240 francs en 20 versements annuels, s'ils sont nés de 1900 à 1891;							
180	id.	15	id.	id.	id.	id.	1890 à 1881;
120	id.	10	id.	id.	id.	id.	1880 à 1875;
60	id.	5	id.	id.	id.	id.	1874 à 1868.

En prescrivant que les versements annuels dépassant 24 francs ne soient comptés que pour ce montant dans le calcul de ce minimum, le projet exige que l'ouvrier fasse montre d'un effort de prévoyance personnel, suffisamment durable, en mettant obstacle à ce que, par un versement unique important et quatre versements d'une quotité dérisoire, il ne puisse se créer un droit injustifié à la majoration.

Les versements annuels effectués en vertu du présent projet, peuvent seuls être pris en considération; les intéressés ne peuvent donc invoquer les versements qu'ils auraient effectués en conformité de la loi générale. Par contre, les versements qu'ils auraient effectués en vertu du présent projet, peuvent entrer en ligne de compte dans le calcul du nombre de versements exigés par la loi générale. Cependant, dans ce cas, l'entrée en jouissance de la majoration ne prend cours qu'au moment où ils ont atteint l'âge de 65 ans accomplis.

La justification du nombre de versements exigés par la présente loi eût été impossible pour les ouvriers âgés, à la veille de réunir les conditions d'âge pour entrer en jouissance de leurs rentes.

En conséquence, le projet prévoit que les intéressés nés avant 1868 ont droit à la majoration, sous la seule condition d'avoir effectué des versements pendant cinq années consécutives, y compris, éventuellement, les versements opérés sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920.

2. Le complément de pension est accordé à tout ouvrier né avant l'année 1900, à l'âge de 60 ans accomplis, s'il justifie de trente années de services dans les mines, et à l'âge de 55 ans, s'il justifie de trente années de services dans les travaux souterrains.

L'ouvrier invalide atteint d'incapacité de travail totale et permanente, né avant 1900, reçoit, en même temps que les avantages prévus à l'article 33, un complément de pension équivalent à un trentième par année de services, du complément de pension reconnu aux ouvriers de son âge et de sa catégorie. Si les dix années de services minimum requises ont été passées dans les travaux souterrains, le calcul de la part qui lui revient, est établi sur la base du complément reconnu au profit des ouvriers du fond; par contre, le complément reconnu au profit des ouvriers de la surface est seul envisagé, s'il a travaillé à la surface de la mine.

Le montant du complément de pension prévu à l'article 36 a été établi de manière à procurer à tout ouvrier, à l'âge de 60 ans, s'il travaille à la surface, à l'âge de 55 ans, s'il a été occupé au fond, une pension de retraite, dont le montant, par la combinaison des divers éléments qui interviennent dans sa constitution, atteindra une moyenne de 1,500 à 1,600 francs l'an.

A cet effet, il a été tenu compte :

1° Des rentes de vieillesse hypothétiques acquises avant l'entrée en vigueur de la présente loi, conformément aux dispositions des lois coordonnées du 30 août 1920.

2° Des rentes de vieillesse qui seront acquises en régime normal, suivant les dispositions de la présente loi, à la Caisse Générale de Retraite;

3° Des suppléments de 360 francs dont il est question à l'article 39;

4° De la majoration de rente accordée à charge de l'Etat, en vertu de l'article 35;

5° Enfin, du complément de pension prévu à l'article 36.

Aux termes de l'article 37, la liquidation des rentes de vieillesse acquises, conformément à la loi, donne ouverture à l'entrée en jouissance des suppléments et compléments de pension à charge du Fonds commun et de la majoration à

charge de l'État ; néanmoins, l'ouvrier qui, atteignant soit l'âge de 60 ans, soit l'âge de 55 ans, désire poursuivre le travail et acquérir une pension de retraite plus élevée, a droit de proroger la liquidation des rentes acquises jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 65 ans accomplis. De ce fait, l'entrée en jouissance des suppléments et compléments de pension et de la majoration est reportée jusqu'au moment de la liquidation des rentes de vieillesse.

Il ne fallait pas, cependant, que par suite de l'acquisition de ces rentes supplémentaires, il puisse être question d'opérer une réduction quelconque sur le montant de la majoration et des compléments de pension prévus aux articles 30 et 34.

L'article 35 dispose à cet effet que ce montant reste celui qui lui est attribué à l'âge normal de 55 ou de 60 ans, conformément aux tableaux annexés, dans le cas où il cesse le travail à cet âge.

*
* * *

Les tableaux ci-après permettent de se rendre compte du mécanisme du présent projet de loi :

Le tableau A établit la manière dont, suivant le salaire journalier réalisé par chaque ouvrier, s'opère son classement et se détermine le montant annuel des versements destinés à la constitution des rentes.

Dans les tableaux B et C ci-après, sont condensés les résultats que le projet de loi permet de réaliser en tenant compte de la situation économique actuelle, par la combinaison des divers facteurs qui interviennent dans la constitution de la retraite. Le tableau B montre pour les ouvriers de divers âges, occupés à la surface, les droits auxquels ils peuvent prétendre à l'âge de 60 ans, suivant qu'ils sont célibataires ou mariés. Le tableau C fournit les renseignements identiques pour les ouvriers du fond, dont les droits s'ouvrent à partir de l'âge de 55 ans.

Le tableau D permet d'évaluer l'importance de l'augmentation des rentes de vieillesse que les intéressés ont la faculté d'acquérir, s'ils prorogent la liquidation de leur retraite au delà de 55 ans pour les ouvriers du fond et de 60 ans pour les ouvriers de la surface.

Un cinquième tableau, le tableau E, donne quelques exemples numériques qui permettent d'apprécier les résultats obtenus en cas de prorogation de la liquidation de la retraite, par des ouvriers appartenant à différentes catégories et à divers âges.

Tableau A. — Résultats acquis au moyen

MINEURS DU FOND.				
AGES.	Salaire journalier moyen.	Classes.	VERSEMENT ANNUEL CONSTITUTIF DE RENTES.	
			Non mariés.	Mariés.
14 à 17	De 14 à 15 francs	II	75	—
18	De 15 à 20 francs	III	105	120
19 à 20	De 15 à 20 francs	id.	id.	id.
21	Service militaire	—	—	—
22	De 24 à 28 francs	V	165	180
23 à 30	De 24 à 28 francs	id.	id.	id.
31 à 46	Plus de 28 francs	VI	195	210
47 à 50	De 24 à 28 francs	V	165	180
51 à 55	De 24 à 28 francs	id.	id.	id.

des versements prévus par la loi.

MINEURS DE LA SURFACE.				
AGES.	Salaire journalier moyen.	Classes.	VERSEMENT ANNUEL CONSTITUTIF DE RENTES.	
			Non mariés.	Mariés.
14 à 17	De 10 à 12 francs	II	75	—
18	De 15 à 20 francs	III	105	120
19 à 20	De 15 à 20 francs	id.	id.	id.
21	Service militaire	—	—	—
22	De 15 à 20 francs	III	105	120
23 à 30	De 15 à 20 francs	id.	id.	id.
31 à 46	De 15 à 20 francs	id.	id.	id.
47 à 50	De 15 à 20 francs	id.	id.	id.
51 à 60	De 15 à 20 francs	id.	id.	id.

Tableau B. — Mineurs de la

ANNÉE DE LA NAISSANCE.	AGE lors de l'affiliation en 1925.	RENTES ACQUISES à 60 ans sous le régime de la loi		Supplément de rente à charge du Fonds commun.	Majoration de rente à charge de l'État.	Complément de pension à charge du Fonds commun.
		nouvelle.	de 1911 (rente moyenne).			
A. — Célibataires						
1910	15	1.352	»	360	»	»
1907	18	1.225	»	360	»	»
1900	25	927	46	360	200	»
1893	30	737	112	360	340	40
1890	35	520	165	360	440	80
1885	40	342	135	360	520	180
1880	45	217	109	360	580	280
1875	50	109	88	360	640	340
1870	55	56	86	360	660	360
1866	59	19	71	360	700	380
B. — Célibataires se mariant						
1910	15 (mariage à 22 ans).	1.370	»	360	»	»
»	15 (mariage à 28 ans).	1.413	»	360	»	»
1907	18 (mariage à 22 ans).	1.228	»	360	»	»
»	18 (mariage à 28 ans).	1.246	»	360	»	»
1900	25 (mariage à 30 ans).	895	46	360	200	»
1890	35 (mariage à 40 ans).	432	165	360	440	80
C. — Mariés dès le						
1900	25	895	46	360	200	»
1895	30	651	112	360	340	40
1890	35	432	165	360	440	80
1885	40	301	135	360	520	180
1880	45	211	109	360	580	280
1875	50	125	88	360	640	340
1870	55	64	86	360	660	360
1866	59	22	71	360	700	380

(*) Non compris la majoration éventuelle (ici 54 fr.) à charge de l'État.

(*) Non compris la majoration éventuelle (ici 120 fr.) à charge de l'État, ni celle (58 fr.) à charge du Fonds commun.

surface. (Retraite à 60 ans.)

TOTAL.	RENTE DE VEUVE.		RENTE DE RETRAITE à 65 ans au profit de la femme.		LIQUIDATION ÉVENTUELLE de la rente précédente à 60 ans, en cas de veuvage de la femme. (Article 24.)	
	Montant.	Acquise à l'âge de	Montant.	Acquise à l'âge de	Rente réduite à	Complément à charge du Fonds commun.

ne se mariant pas.

1.712	—	—	—	—	—	—
1.585	—	—	—	—	—	—
1.533	—	—	—	—	—	—
1.589	—	—	—	—	—	—
1.565	—	—	—	—	—	—
1 537	—	—	—	—	—	—
1 546	—	—	—	—	—	—
1.537	—	—	—	—	—	—
1 522	—	—	—	—	—	—
1.530	—	—	—	—	—	—

après quelques années d'affiliation.

1.730	360	28	360	33	217	143
1.773	360	28	360	31	217	143
1.588	360	30	360	36	217	143
1.606	360	29	360	35	217	143
1.501	360	36	360	45	217	143
1 477	360	47	287	60	173	187

début de l'affiliation.

1.501	360	36	360	45	217	143
1 503	360	42	360	54	217	143
1 477	360	47	287	60	173	187
1.496	360	53	130	60	78	282
1 540	360	57	52	60	31	329
1.553	306 ⁽¹⁾	60	»	»	»	360
1.530	182 ⁽²⁾	60	»	»	»	360
1 533	69 ⁽²⁾	60	»	»	»	360

(2) Non compris la majoration éventuelle (ici 120 fr.) à charge de l'État, ni celle (174 fr.) à charge du Fonds commun.

Tableau C. — Mineurs du

ANNÉE DE LA NAISSANCE.	Age lors de l'affiliation. en 1925.	RENTES ACQUISES à 55 ans sous le régime de la loi		Supplément de rente à charge du Fonds commun.	Majoration de rente à charge de l'État.	Complément de pension à charge du Fonds commun.
		nouvelle.	de 1911 (rente moyenne).			
A. — Célibataires ne						
1910	15	1 387	»	360	»	»
1907	18	1 308	»	360	»	»
1900	25	1.038	29	360	200	»
1895	30	832	71	360	340	40
1890	35	573	106	360	440	140
1885	40	343	86	360	520	280
1880	45	185	70	360	580	380
1875	50	69	56	360	640	400
1871	54	23	47	360	660	420
B. — Célibataires se mariant après						
1910	15 (mariage à 22 ans).	1 396	»	360	»	»
1910	15 (mariage à 28 ans).	1 420	»	360	»	»
1907	18 (mariage à 22 ans).	1 292	»	360	»	»
1907	18 (mariage à 28 ans).	1 318	»	360	»	»
1900	25 (mariage à 30 ans).	1 014	29	360	200	»
1890	35 (mariage à 40 ans).	507	106	360	440	140
C. — Mariés dès le début						
1900	25	1 014	29	360	200	»
1895	30	789	71	360	340	40
1890	35	507	106	360	440	140
1885	40	272	86	360	520	280
1880	45	165	70	360	580	380
1875	50	76	56	360	640	400
1871	54	25	47	360	660	420

(1) Non compris la majoration éventuelle (ici 110 francs) à charge de l'État.

(2) Non compris la majoration éventuelle (ici 120 fr.) à charge de l'État ni celle (149 fr.) à charge du Fonds commun.

fond. (Retraite à 55 ans.)

TOTAL.	RENTE DE VEUVE.		RENTE DE RETRAITE à 65 ans au profit de la femme.		LIQUIDATION ÉVENTUELLE de la rente précédente à 60 ans, en cas de veuvage de la femme (article 24.)	
	Montant.	Acquise à l'âge de	Montant.	Acquise à l'âge de	Rente réduite à	Complément à charge du Fonds commun.

se mariant pas.

1.747	—	—	—	—	—	—
1.668	—	—	—	—	—	—
1.627	—	—	—	—	—	—
1.643	—	—	—	—	—	—
1.619	—	—	—	—	—	—
1.589	—	—	—	—	—	—
1.575	—	—	—	—	—	—
1.525	—	—	—	—	—	—
1.510	—	—	—	—	—	—

quelques années d'affiliation

1.756	360	25	360	29	217	143
1.780	360	28	360	28	217	143
1.632	360	27	360	31	217	143
1.678	360	28	360	30	217	143
1.603	360	32	360	36	217	143
1.553	360	42	360	48	217	143

de l'affiliation.

1.603	360	32	360	36	217	143
1.600	360	36	360	41	217	143
1.553	360	42	360	48	217	143
1.518	360	47	360	55	217	143
1.555	360	52	103	55	62	298
1.532	250 (1)	55	»	»	»	360
1.512	91 (2)	55	»	»	»	360

Tableau D¹. — Augmentation de la rente acquise à 55 ans ou à 60 ans en cas de prorogation de la liquidation de la pension (art. 19 et 37).

(Tarifs actuels de la Caisse générale de Retraite.)

AGE auquel la liquidation de la pen- sion est demandé.	POURCENTAGE DE L'AUGMENTATION DE LA RENTE.	
	Age à partir duquel la rente peut normalement prendre cours.	
	55 ans.	60 ans.
56.	8,39 %	—
57.	17,81 »	—
58.	28,49 »	—
59.	40,45 »	—
60.	53,68 »	—
61.	68,95 »	9,93 %
62.	86,25 »	21,19 »
63.	105,85 »	33,94 »
64.	128,49 »	48,67 »
65.	154,45 »	65,56 »

**Tableau D². — Rente acquise par le versement annuel de 1 franc,
l'entrée en jouissance étant fixée à l'un des âges ci-après.**

(Tarifs actuels de la Caisse générale de Retraite.)

AGE auquel la rente prend cours.	RENTE SUPPLÉMENTAIRE ACQUISE PAR FRANC VERSÉ.	
	Age après lequel il est encore effectué des versements.	
	55 ans.	60 ans.
56.	0,076	—
57.	0,162	—
58.	0,257	—
59.	0,369	—
60.	0,495	—
61.	0,637	0,092
62.	0,797	0,197
63.	0,978	0,315
64.	1,185	0,449
65.	1,420	0,600

Tableau E. — Résultats obtenus en cas de prorogation

Les salaires et les versements constitutifs de rentes considérés jusqu'à 55 ans (fond) ou

I. — Mineurs

ANNÉE DE NAISSANCE.	LIQUIDATION A 55 ANS.		LIQUIDATION A 56 ANS.				LIQUIDATION	
	Rentes acquises à 55 ans sous le régime de la loi nouvelle et de la loi de 1911.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.	Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles.	Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.	Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles
<i>Célibataires ne</i>								
1910	1.387	1.747	116	12	128	1.875	395	42
1890	679	1.619	56	12	68	1.687	193	42
1870	70	1.510	5	6	11	1.521	19	21
<i>Mariés dès le début</i>								
1900	1.043	1.603	87	13	100	1.703	297	46
1880	235	1.555	19	6	25	1.580	66	23

II. — Mineurs

ANNÉE DE NAISSANCE.	LIQUIDATION A 60 ANS.		LIQUIDATION A 61 ANS.				LIQUIDATION	
	Rentes acquises à 60 ans sous le régime de la loi nouvelle et de la loi de 1911.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.	Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles	Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.	Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles
<i>Célibataires ne</i>								
1910	1.352	1.712	134	9	143	1.855	458	33
1890	685	1.565	68	9	77	1.642	232	33
1866	90	1.550	8	4	13	1.563	30	16
<i>Mariés dès le début</i>								
1900	941	1.501	93	11	104	1.605	319	37
1880	320	1.540	31	5	36	1.576	108	18

de la liquidation de la retraite (art. 19 et 37).

60 ans (surface) sont supposés se maintenir jusqu'à l'âge de la liquidation de la pension.

du fond.

A 58 ANS.			LIQUIDATION A 60 ANS.				LIQUIDATION A 62 ANS.			
Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.		Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles.	Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.	Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles.	Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.
<i>se mariant pas.</i>										
437	2.184		744	81	825	2 572	1.196	131	1.327	3 074
235	1.854		364	81	445	2.064	585	131	716	2.335
40	1.550		37	40	77	1 587	60	65	125	1.635
<i>de l'affiliation</i>										
343	1.946		559	89	648	2.251	899	143	1.042	2.645
89	1.644		126	44	170	1.725	202	71	273	1.828

de la surface.

A 63 ANS.		LIQUIDATION A 65 ANS.							
Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.	Augmen- tation des rentes.	Rentes nouvelles.	Total.	Total des rentes, suppléments, majorations et compléments.				
<i>se mariant pas.</i>									
491	2.203	886	63	949	2 661				
265	1.830	449	63	512	2 077				
43	1.576	59	31	90	1.620				
<i>de l'affiliation.</i>									
356	1 857	616	72	688	2.189				
125	1.666	209	36	245	1.785				

Pour établir ces résultats, il a été admis par hypothèse que tout ouvrier parcourrait pendant la durée de son existence les diverses étapes qui caractérisent la carrière type d'un ouvrier mineur, soit qu'il travaille à la surface, soit au fond.

Il a été présumé, en outre, que les salaires restent fixés au taux réalisé dans les circonstances économiques présentes. L'augmentation ou la régression des salaires aurait pour résultat le déclassement des ouvriers intéressés et la modification du taux de leurs versements. Les salaires envisagés dans le calcul des rentes portés aux tableaux B et C sont ceux réalisés à la fin de l'exercice 1922. Depuis cette époque déjà des augmentations de salaires ont été appliquées dans toutes les exploitations des charbonnages du pays. Ces augmentations auraient eu pour conséquence de modifier, en les majorant, les résultats de l'assurance tels qu'ils se trouvent établis.

Sous réserve de ces observations, les résultats accusés par les tableaux se résument de la manière suivante :

En période normale, tout ouvrier mineur né avant 1906, pourra obtenir par un travail régulier et constant dans les mines, une retraite dont le montant s'établira comme suit :

Ouvrier célibataire.

S'il travaille à partir de l'âge de 15 ans au fond :

$$1,387 \text{ (rente de vieillesse)} + 360 \text{ (supplément de pension)} = 1,747 \text{ francs.}$$

S'il travaille à partir de l'âge de 18 ans au fond :

$$1,308 \text{ (rente de vieillesse)} + 360 \text{ (supplément de pension)} = 1,680 \text{ francs.}$$

L'entrée en jouissance de cette retraite prendra cours à 55 ans accomplis.

Ouvrier marié.

S'il travaille à partir de l'âge de 15 ans à la surface :

$$1352 \text{ (R)} + 360 \text{ (s)} = 1,712 \text{ francs.}$$

S'il travaille à partir de l'âge de 18 ans à la surface :

$$1225 \text{ (R)} + 360 \text{ (s)} = 1,585 \text{ francs.}$$

L'entrée en jouissance de cette retraite prendra cours à 60 ans.

En période transitoire.

Ouvrier célibataire.

L'ouvrier âgé de 30 ans, s'il travaille au fond, recevra à 55 ans les rentes de vieillesse acquises sous l'empire de la présente loi, ainsi que les rentes éventuellement acquises sous l'empire des lois coordonnées en vigueur (R'), d'un supplément de pension à charge du Fonds commun de retraite (S), d'une

majoration à charge de l'État (M) ainsi que d'un complément à charge du même fonds (C).

Sa retraite sera égale à $832 (R) + 71 (R') + 360 (S) + 340 (M) + 40 (C) = 1,643$ francs.

L'ouvrier du même âge, s'il a travaillé à la surface, jouira à 60 ans d'une retraite égale à :

$$737 (R) + 112 (R') + 360 (S) + 340 (M) + 40 (C) = 1,589 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 50 ans, s'il a travaillé au fond, jouira à 55 ans d'une retraite égale à :

$$69 (R) + 56 (R') + 360 (S) + 640 (M) + 400 (C) = 1,525 \text{ francs.}$$

Ouvrier marié.

1° Ouvrier qui se marie après quelques années d'affiliation :

L'ouvrier âgé de 15 ans, se mariant à 22 ans, s'il travaille au fond, acquerra, à 55 ans, une retraite de :

$$1,396 (R) + 360 (S) = 1,780 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 35 ans, se mariant à 40 ans, acquerra une retraite de :

$$507 (R) + 106 (R') + 360 (S) + 440 (M) + 140 (C) = 1,553 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 15 ans, se mariant à 22 ans, s'il travaille à la surface, acquerra à 60 ans une retraite de :

$$1,370 (R) + 360 (S) = 1,773 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 35 ans, se mariant à 40 ans, acquerra une retraite de :

$$432 (R) + 165 (R') + 360 (S) + 440 (M) + 80 (C) = 1,477 \text{ francs.}$$

2° Ouvrier marié dès le début de l'affiliation :

L'ouvrier âgé de 25 ans, s'il travaille au fond, acquerra à 55 ans, une retraite équivalente à :

$$1,014 (R) + 21 (R') + 360 (S) + 200 (M) = 1,603 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 45 ans, acquerra à 55 ans, une retraite équivalente à :

$$272 (R) + 86 (R') + 360 (S) + 520 (M) + 280 (C) = 1,518 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 25 ans, s'il travaille à la surface, acquerra à 60 ans une retraite équivalente à :

$$895 (R) + 46 (R') + 360 (S) + 200 (M) = 1,501 \text{ francs.}$$

L'ouvrier âgé de 45 ans, acquerra au même âge une retraite équivalente à :

$$211 (R) + 109 (R') + 360 (S) + 580 (M) + 280 (C) = 1,540 \text{ francs.}$$

Veuve d'ouvrier.

La veuve d'un ouvrier mineur a droit, dès son veuvage et sans autre condition, à une rente de survie du montant de 360 francs constitué par la rente acquise à la Caisse Générale de Retraite, la majoration de l'État, et la majoration éventuelle à charge du Fonds communal.

Si son mari est mort étant pensionné ou dans les conditions pour l'être et si elle a été mariée pendant dix ans au moins avec un ouvrier mineur, elle a droit en outre à l'âge de 60 ans, à la liquidation de sa rente d'épouse complétée, dans le cas où celle-ci n'atteint pas le montant de 360 francs, par une allocation à charge du Fonds Commun.

En dehors de ce cas, la rente d'épouse prend cours à l'âge de 65 ans.

CHAPITRE IV.**Des titulaires de rentes viagères, de pensions et allocations
accordées antérieurement à la présente loi.**

Le régime d'assurance établi par le présent projet n'est pas applicable aux ouvriers qui, au moment de sa mise en vigueur, sont titulaires d'une pension ou d'un complément de pension conformément aux dispositions des lois coordonnées.

Il était indispensable de prévoir des mesures légales leur assurant le maintien des avantages dont ils bénéficient. Indépendamment de ces ouvriers, auxquels il faut joindre les veuves bénéficiaires d'une pension, un grand nombre d'intéressés, sans être titulaires d'une pension, puisent dans la législation en vigueur des droits à une pension dont la liquidation est tenue en suspens jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge requis. Ce sont notamment des veuves d'ouvriers pensionnés ne réunissant pas les conditions pour obtenir la pension, dont le droit est tenu en suspens jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 60 ans. Ce sont en outre les invalides qui, tout en justifiant des années de service requises, doivent attendre, pour entrer en jouissance d'une pension, qu'ils aient atteint l'âge respectif de 55 ou de 60 ans suivant qu'ils ont travaillé au fond ou à la surface.

En outre, conformément à la loi du 9 avril 1922, des allocations sont reconnues au profit de veuves et de certaines catégories d'ouvriers invalides à charge du Fonds National.

Le Gouvernement a reconnu la nécessité d'assurer à ces divers intéressés la plénitude des droits que la législation actuelle leur réserve.

Un arrêté royal coordonnera les règles suivant lesquelles ces pensions et allocations seront accordées, en conformité avec la loi du 20 août 1920 et avec le règlement d'exécution arrêté par le Conseil d'administration du Fonds National, conformément à la loi du 9 avril 1922 (art. 3 § 3).

La loi du 20 août 1920 reconnaissait, à titre temporaire, pendant une durée de trois ans, une indemnité de 360 francs à charge des Pouvoirs Publics à tous les bénéficiaires d'une pension accordée conformément aux dispositions des lois sur les pensions des ouvriers mineurs.

Cette indemnité est maintenue par le présent projet (art. 39-40) jusqu'à extinction des pensions accordées sous l'empire des lois coordonnées.

Alors que les conditions économiques de l'existence pèsent d'une manière plus lourde sur ceux qui n'ont d'autre ressources que la pension de retraite qui leur a été accordée, c'eût été une suprême injustice de réserver les faveurs de la législation nouvelle aux ouvriers occupés dans les mines au moment de la mise en vigueur de la loi. Aussi le projet prévoit-il en faveur des premiers, une majoration de pension analogue à celle prévue à l'article 33, dont le montant, déterminé suivant les règles qui seront établies par arrêté royal, ne pourra être supérieur à 360 francs ni inférieur à 120 francs (art. 41).

Les prescriptions des articles 42 et 43 permettent de faire entrer dans le calcul des années de services, le temps passé, pendant la période comprise entre le 4 août 1914 et le 1^{er} février 1919, soit en exil, soit au service de l'armée belge ou d'une armée alliée.

Ces dispositions s'appliquent à la fois aux ouvriers soumis aux lois coordonnées du 30 août 1920 et à ceux qui sont soumis au présent projet.

TITRE III.

Des organismes de retraite.

Parmi les nombreuses questions qui dans la complexité du régime de retraite des ouvriers mineurs, nécessitent une solution, une des plus importantes, qui a vivement préoccupé les milieux intéressés, est celle de l'organisation technique et administrative de l'assurance.

Suivant les uns, c'est à l'organisation corporative des Caisses de pension que devraient aller les préférences; c'est par cette voie que devrait se réaliser le rapprochement des divers facteurs de la production sur un terrain où les intérêts sociaux sont moins divergents.

La constitution d'une Caisse autonome de Retraite des ouvriers mineurs, prévue dans le projet de M. De Bruyne et dans celui de M. Lombard répond à cette conception. En opposition à celle-ci, d'autres préconisent la constitution combinée de deux caisses, l'une Caisse patronale, l'autre Caisse ouvrière, qui chargées l'une et l'autre des intérêts qui leur sont propres, auraient pour objet d'attribuer à l'ouvrier, soit par la voie de la capitalisation, soit par la voie de la répartition, des avantages divers dont la combinaison constituerait une retraite.

A côté de ces solutions, qui procèdent l'une et l'autre d'une conception différente des nécessités sociales, la question se posait aussi de savoir, si dans le régime futur il importait de maintenir la dualité des institutions chargées de la réalisation de la retraite des ouvriers mineurs dans les formes analogues à celles établies par les lois coordonnées en vigueur.

Réaliser l'unité de ce régime, en substituant la Caisse autonome à la Caisse générale de Retraite pour le service de la constitution des rentes de vieillesse,

ainsi que le prévoient les projets de MM. De Bruyne et Lombard, comporterait, d'après les vues de ces derniers, des avantages dont le plus appréciable serait la réduction des frais généraux de l'assurance; constatons cependant que cette formule aboutit à cet inconvénient majeur de soustraire les ouvriers mineurs à l'application de la loi générale d'assurance et de soumettre à deux régimes différents des ouvriers qui au cours de leur existence, auraient été occupés successivement dans des charbonnages et dans d'autres industries.

Dans cet état de choses, le Gouvernement a cru préférable de maintenir la dualité du régime, de confier d'une part à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite la mission de constituer les rentes de vieillesse et de charger du service des pensions le Fonds Commun de Retraite dont le projet prévoit l'institution.

La création de ce Fonds a pour effet de donner à MM. De Bruyne et Lombard la satisfaction au moins partielle qu'ils réclament. Elle répond en outre à des nécessités financières indiscutables; le système de la répartition qui est à la base du régime ne paraît viable, en effet, dans la situation économique actuelle, qu'à la condition de réaliser un équilibre constant des charges et des ressources par la centralisation des services de l'assurance.

La question ne peut plus se poser à l'heure actuelle de confier la réalisation de l'assurance à des organismes multiples agissant d'une manière indépendante et autonome, chacun dans les limites d'une circonscription déterminée; l'expérience acquise sous le régime de la loi du 5 juin 1911 a démontré combien semblable conception était précaire et comment, au point de vue de l'équilibre financier, les bons risques étaient entièrement acquis aux Caisses qui en bénéficiaient, tandis que les dépenses provenant de mauvais risques exceptionnels, aboutissaient en fin de compte à mettre à charge des Pouvoirs Publics partie des frais de l'assurance.

Pour être conforme au principe de la solidarité qui est à la base de l'assurance, il est indispensable que les charges comme les ressources soient mises en commun, qu'une compensation équitable établie entre les charbonnages des vieux bassins et ceux des nouveaux permette, par le nivellement des risques, d'assurer, en même temps que l'équilibre financier, une juste répartition des charges entre tous les intéressés.

Pour réaliser ces fins, il s'impose qu'un organisme central, unique, soit chargé de l'exécution de l'assurance. De là, la nécessité de l'institution du Fonds commun de Retraite. Ce Fonds est le réservoir dans lequel seront versées les cotisations patronales et ouvrières, après attribution à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite des sommes destinées à la constitution des rentes de vieillesse.

C'est à lui qu'il appartiendra de couvrir toutes les dépenses de l'assurance et de réaliser, dans un esprit d'unité, son fonctionnement régulier. Cette centralisation ne doit pas entraîner cependant, ainsi qu'on le propose, la suppression des institutions régionales. La loi prévoit, sous le nom de Caisses de Prévoyance, l'institution formelle de celles-ci.

Elles seront les organismes d'exécution de l'assurance.

Nul mieux que ces organismes, à raison de leur rapprochement avec les intéressés, n'est capable de remplir les multiples devoirs que comporte le fonction-

nement de l'assurance, recueillir les cotisations, distribuer les pensions et les allocations auxquelles les intéressés ont droit, vider les contestations auxquelles les attributions peuvent donner lieu. Nul n'a plus contribué à la diffusion de l'esprit de solidarité et à l'évolution de l'assurance sociale.

Aussi est-ce à l'amélioration de leur organisation financière, à la faveur des expériences acquises, à leur adaptation aux règles nouvelles définies par le projet, de manière à en faire les auxiliaires utiles autant qu'indispensables du Fonds commun, que doit se limiter l'action législative.

CHAPITRE PREMIER.

De la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite est chargée de la constitution des rentes de vieillesse, des rentes de survie et des rentes de vieillesse de l'épouse (article 43).

Elle a la mission à cet effet de recevoir les sommes qui sont prélevées à cette fin sur les versements patronaux et ouvriers, effectués en vertu de l'article 5 et elle a le devoir d'en assurer la répartition entre les différents comptes des intéressés, de constituer les capitaux constitutifs des rentes et d'en assurer le service.

Le soin qu'elle a apporté à l'accomplissement de cette mission sous l'empire de la législation actuelle, ainsi que l'organisation des services dont elle dispose, sont garants du bon résultat de son intervention.

Comme il est indispensable que les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi soient prises d'accord avec les administrations compétentes, l'article 43 a prévu que les Règlements nécessaires sont approuvés par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

CHAPITRE II.

Du Fonds commun de Retraite.

Le projet de loi institue pour le service des pensions des ouvriers houilleurs, sous la dénomination de « Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs », un Fonds commun sous la garantie de l'État.

Le Fonds commun jouit de la garantie de l'État; c'est au nom de l'intérêt général que la loi intervient dans le domaine de la prévoyance pour établir, pour imposer, même par voie de contrainte, le régime de l'assurance; elle en détermine les principes; elle en règle les modalités et s'attribue le droit de surveillance et de contrôle. Il ne se concevrait pas dans ces conditions que le Gouvernement puisse répudier un jour la responsabilité qu'il a prise de ce chef et que les engagements pris vis-à-vis des intéressés puissent être méconnus. C'est pour quoi la garantie de l'État s'impose.

L'article 47 définit le statut juridique du Fonds commun ainsi que les avantages qui lui sont reconnus.

Conformément à l'article 52, le Fonds commun a l'obligation primordiale de supporter toutes les charges que l'assurance comporte, en dehors de la constitution des rentes de vieillesse.

Ces charges comprennent : 1° les suppléments et compléments de pension au profit des ouvriers mineurs, les majorations et les allocations au profit des veuves, des orphelins et des épouses; 2° les pensions et les compléments de pension et les allocations dont bénéficient les titulaires en vertu des lois du 30 août 1920 et du 9 avril 1922 ainsi que les majorations reconnues par l'article 44 (art. 52).

Le paiement de ces allocations diverses est assuré par l'intermédiaire des Caisses de prévoyance qui en seront couvertes par le Fonds commun. Celui-ci fera, le cas échéant, l'avance de leur montant (art. 50).

Le Fonds commun prend, en outre, à sa charge les avantages reconnus au profit des ouvriers pensionnés et des veuves d'ouvriers pensionnés, ayant appartenu à des charbonnages abandonnés (art. 57).

Il pourvoit aussi à toutes les dépenses de gestion et d'alimentation de l'assurance (art. 49).

L'article 56 lui confère enfin la mission d'assurer, dans les limites déterminées par le Gouvernement, de concert avec les Caisses de prévoyance, l'exécution des conventions conclues avec les pays étrangers relatives au régime de retraite des ouvriers mineurs.

Pour faire face à ces charges financières, le Fonds commun dispose de :

1° De l'avoir du Fonds commun de Retraite créé par la loi du 20 août 1920, tel qu'il est constitué à l'entrée en vigueur de la loi;

2° Des versements des ouvriers et des cotisations des exploitants conformément à l'article 3, après défalcation des sommes affectées à la constitution des rentes de vieillesse. A ces versements s'ajouteront éventuellement les cotisations patronales dont il est question à l'article 2, les capitaux qui lui sont attribués par l'article 30, ainsi que les dons et legs.

L'affectation de ces ressources a lieu d'après les règles qui suivent :

Les ressources ordinaires du Fonds commun, soit les versements des exploitants et des ouvriers à concurrence des sommes disponibles, ainsi que les recettes accessoires, sont destinées à couvrir les charges normales et définitives de l'assurance, ainsi que celles qu'entraîne la liquidation des pensions et allocations prévues par les lois coordonnées en vigueur.

En ce qui concerne les compléments de pension prévus à l'article 36 destinés à assurer à titre transitoire aux assurés nés avant 1900, des avantages analogues à ceux attribués aux autres ouvriers, la loi affecte à leur couverture les capitaux constituant, à l'entrée de la mise en vigueur de la loi, l'avoir du Fonds national de Retraite, d'après le mécanisme dont le développement suit :

Le montant du complément attribué à chaque intéressé est déterminé par le Tableau II annexé à la loi; ce montant, ainsi que l'époque de l'entrée en jouissance, varient d'après la catégorie d'ouvriers à laquelle l'intéressé appartient, ouvrier soit de la surface, soit du fond; il s'élève respectivement à 420 francs

pour l'ouvrier du fond dont le droit à la pension s'ouvre à 55 ans et à 360 francs pour l'ouvrier de la surface dont le droit s'ouvre à 60 ans. Il est en outre dégressif d'après l'âge atteint par les intéressés à l'époque de la mise en vigueur de la loi.

On sait, d'après les tarifs en vigueur à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite (tarif approuvé par arrêté royal du 31 décembre 1920, l'intérêt adopté est de 4 %; les chances de mortalité sont calculées d'après la table belge, et les frais d'administration établis sur le pied de 5 % des versements) qu'une rente immédiate de 12 francs par an à capital abandonné payable en cas de vie — les mois commencés étant payés complètement ou en partie — est acquise par le paiement d'une somme de fr. 156,32 à 55 ans et de fr. 135,88 à 60 ans.

Pour acquérir une rente viagère de 420 francs à l'âge de 55 ans, il y a lieu de déboursier un capital de $\frac{156,32 \times 420}{12} = 5.471,20$ francs.

Pour acquérir une rente viagère de 360 francs, à l'âge de 60 ans, le coût s'élève à un capital de $\frac{135,88 \times 360}{12} = 4.076,40$ francs.

En multipliant ces sommes par le nombre de bénéficiaires qui, la première année, ont droit à un complément de pension de 420 francs ou de 360 francs, on obtient la somme nécessaire pour assurer, jusqu'à extinction, le service de ces compléments.

Pour se rendre compte du mécanisme d'absorption de ce capital, on peut constater qu'un capital de fr. 5.690,04, constitué dès l'année de l'assurance au profit d'un ouvrier âgé de 55 ans, produit au bout de l'année sur le pied de 4 % l'an, une rente de fr. 227,60. Le capital est ainsi porté à fr. 5.690,04 + 227,60 = 5.917,64. Il y a lieu cependant d'en défalquer le complément de 420 francs, de manière à ramener le capital total au bout de l'année à fr. 5.917,64 — 420 = 5.397,64.

Par une opération identique, au cours de la seconde année, le capital de fr. 5.397,64 sera augmenté de fr. 215,90 d'intérêts et diminué du complément de pension de 420 francs. Il se trouve donc ramené à fr. 5.192,64 et ainsi successivement, jusqu'au moment où le complément de pension prendra fin par la mort probable de l'intéressé, soit moins de dix-sept ans après son entrée en jouissance et par l'absorption complète du capital.

L'avoir du Fonds national atteindra à la fin de l'exercice 1923 environ 48 millions; celui-ci sera vraisemblablement suffisant pour assurer la couverture complète des compléments de pension qui devront être accordés. Si le nombre des titulaires est difficile à évaluer d'une manière précise, eu égard à la condition requise de justifier de trente années de services dans les mines, il n'en est pas moins considérable, à raison du droit à la pension ouvert aux ouvriers du fond, dès l'âge de 55 ans.

Dans ces conditions, deux hypothèses peuvent se présenter :

Si l'avoir est insuffisant, cette insuffisance sera comblée par l'excédent annuel des ressources normales de l'assurance sur les dépenses (art. 53).

Si l'avoir est suffisant, l'excédent est versé à un fonds de réserve.

L'article 51 prévoit l'institution d'un fonds de réserve dont la destination est fixée par l'article 54 ; cette réserve a pour but :

1° De couvrir les insuffisances éventuelles dans l'alimentation normale du Fonds spécial des compléments de pension ;

2° De garantir le service régulier des pensions, majorations et allocations ;

3° De faire face aux pertes éventuelles du Fonds commun et de rembourser les avances que l'État pourrait avoir consenties en vertu de la garantie reconnue par le projet.

Ces dispositions prévoient le cas où, par suite d'événements exceptionnels tels une grève, une guerre, etc., les ressources ordinaires de l'assurance seraient insuffisantes pour couvrir les charges normales.

Au fur et à mesure du développement de l'assurance, les sommes nécessaires à la constitution des réserves mathématiques des compléments de pension se réduisent à raison du montant dégressif de ce complément, à raison aussi du caractère temporaire de ces allocations. L'excédent des recettes sur les dépenses dans ce cas étant attribué au Fonds de réserve (art. 53, § 2), il arrivera que ce dernier fonds se trouvera suffisamment alimenté pour satisfaire aux objets auxquels il est destiné. Le projet prévoit que ce résultat sera atteint lorsque le fonds sera susceptible de couvrir, indépendamment des frais d'administration, le double des charges annuelles ordinaires du Fonds commun. Lorsque ce montant sera acquis, le projet prescrit que les ressources disponibles de l'assurance seront affectées suivant les conditions à déterminer par arrêté royal :

1° A majorer le taux des versements effectués à la Caisse générale de Retraite pour l'acquisition des rentes de vieillesse ;

2° A majorer la rente de survie au profit de la veuve ;

3° A améliorer le sort des ouvriers atteints d'invalidité.

Les termes généraux de cette disposition permettent de prévoir l'affectation de ces sommes tant au point de vue de l'invalidité totale que de l'invalidité partielle.

De l'Administration du Fonds commun.

Les Sections II et III du Chapitre II concernent l'Administration du Fonds commun de retraite. Celle-ci est confiée par l'article 58 à un Conseil d'administration, à un Comité technique et au Directeur général.

Le Conseil d'administration est composé indépendamment des délégués des pouvoirs publics, des représentants en nombre égal des exploitants des charbonnages et des ouvriers. C'est à un arrêté royal que la loi réserve de déterminer le mode de désignation des membres du Conseil.

Le Conseil d'administration représente le Fonds commun et fait tous actes d'administration et de disposition qui intéressent celui-ci (art. 62). C'est à lui qu'incombe en conséquence la mission de satisfaire aux devoirs que le projet confie au Fonds commun : centraliser les recettes, pourvoir aux dépenses d'adminis-

tration et de gestion, assurer le paiement effectué par le service de l'assurance, gérer enfin les divers fonds, fonds des compléments de pension et fonds de réserve constitués au sein du Fonds commun.

L'article 64 crée au sein du Conseil d'administration un Comité technique et financier. La composition et le fonctionnement de cet organisme seront réglés par arrêté royal. Ses attributions sont fixées par l'article 65.

Indépendamment de ces rouages, la loi prévoit à son article 66 la nomination d'un Directeur Général, nommé et révocable par le Roi, chargé d'exécuter les décisions du Conseil d'administration et du Comité financier et de prendre charge de la gestion ordinaire du Fonds.

Parmi les principaux devoirs du Conseil d'Administration, figure la gestion des capitaux constituant l'avoir du Fonds Commun de Retraite. Il était indispensable d'édicter les mesures propres à assurer aux intéressés la garantie et la sécurité complète des capitaux constituant l'avoir commun.

S'inspirant des règles adoptées par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, pour le placement de son avoir, le projet de loi a déterminé d'une manière limitative la nature des placements que le Conseil d'Administration est autorisé à effectuer (article 70).

CHAPITRE III.

Des Caisses de Prévoyance.

L'article 76 prévoit l'institution, d'une Caisse de Prévoyance des ouvriers mineurs dans les divers bassins miniers du pays constituant chacun une circonscription territoriale.

Dans le plan général du projet de loi, ces institutions seront des rouages d'exécution de l'assurance, chargés d'assurer avec la collaboration et sous le contrôle du Fonds Commun de Retraite, toutes les opérations nécessaires à son bon fonctionnement. Le champ d'activité de chacune d'elles s'étendra sur une circonscription territoriale déterminée du Royaume, groupant dans son ressort les exploitants et les ouvriers des charbonnages qui s'y trouvent exploités.

Si l'intérêt social autant que la nécessité d'une organisation rationnelle et scientifique de l'assurance imposent la centralisation, au sein d'un organisme unique, du service financier de l'assurance, rien ne s'oppose à ce que les opérations que comporte son fonctionnement soient fractionnées et que leur exécution soit confiée à des organismes régionaux, sous réserve d'exercer sur leur mécanisme, le contrôle technique et financier nécessaire à la sauvegarde des intérêts qui leur sont confiés.

Dans cet esprit, le projet reconnaît en principe aux Caisses de Prévoyance des attributions identiques à celles qu'elles remplissent sous l'empire de la législation en vigueur; il leur confie la mission d'assurer l'encaissement des versements des exploitants et des ouvriers pour le compte du Fonds commun. Il les charge de remplir les formalités nécessaires à l'affiliation à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et d'assurer le service des rentes de vieillesse et de survie pour compte de cette institution.

Il leur attribue enfin le devoir d'instruire les demandes de pension, des compléments, des suppléments, des majorations et des allocations. Le paiement de ceux-ci sera effectué avec les sommes que le Fonds commun mettra à cette fin à la disposition des caisses (art. 73).

Les Caisses de Prévoyances sont administrées par des Commissions administratives composées d'un nombre égal de représentants des exploitants et de représentants des ouvriers, ainsi que de délégués des Pouvoirs publics.

Le projet apporte — on le constate — des modifications essentielles au statut juridique des Caisses de Prévoyance telles qu'elles sont organisées sous l'empire des lois coordonnées.

Dans ce dernier régime, l'organisation de la prévoyance se trouvait confiée à des institutions régionales connues sous le nom de Caisses de Prévoyance, chargées d'assurer chacune dans la circonscription qui lui est dévolue, d'une manière autonome et indépendante, le service des pensions à l'aide de leurs ressources propres.

A l'occasion de la mise en vigueur de la loi du 5 juin 1911, qui constituait le premier essai de l'assurance obligatoire, les Caisses de Prévoyance constituées jusqu'à ce jour sous forme d'associations patronales, décidèrent de mettre fin à leur existence légale ou de limiter désormais leur activité à la liquidation des charges que leur avait léguées le passé, l'arrêté royal du 28 août 1911 qui institua les organismes nouveaux chargés de l'exécution de cette loi, conserva néanmoins à ceux-ci le type et le caractère des Caisses régies par la loi du 28 mars 1868.

Le projet de loi met définitivement fin à ce régime dont le maintien est incompatible avec son économie générale. S'inspirant des principes qui sont à la base de la loi générale d'assurance, le Gouvernement estime que c'est dans l'association des intérêts en cause, dans le rapprochement étroit des employeurs et des ouvriers que se trouve le fondement indispensable de cette importante réforme sociale.

En vue de sa réalisation, le projet de loi impose aux ouvriers des sacrifices équivalents à ceux exigés des exploitants : il leur assure aussi une part d'intervention égale dans les rouages de l'assurance, et une responsabilité identique dans leur fonctionnement.

Inspirée de ces vues, l'œuvre entreprise n'aura pas seulement pour objet la création d'une assurance suivant les fins prévues par la loi, elle sera en outre un instrument de pacification sociale.

CHAPITRE IV.

Des organismes de juridiction.

Malgré le soin qui a été apporté dans le projet de loi à définir d'une manière précise les droits des intéressés, on ne peut s'empêcher de prévoir que des différends peuvent surgir. En ces matières, qui exigent une compétence particulière ainsi

qu'une rapidité exceptionnelle, il a paru désirable de soustraire la connaissance de ces différends à la compétence des juridictions de droit commun et de confier à des organismes spécialisés, jouant plutôt le rôle d'arbitres, la mission de régler les difficultés auxquelles l'application de la loi peut donner naissance.

Sous l'empire de la législation en vigueur, les commissions administratives des Caisses de prévoyance puisent dans le pouvoir d'administration que leur reconnaît la loi, le droit de statuer sur les demandes de pension qui leur sont soumises, le recours contre ces décisions étant porté devant le juge de paix dans le ressort duquel se trouve le siège de la Caisse de prévoyance.

Ces dispositions se sont trouvées insuffisantes pour réaliser le but du législateur, c'est-à-dire la création d'une juridiction d'exception pour les différends nés à l'occasion de l'application de la loi.

Conformément, en effet, à l'article 94 de la constitution, une juridiction contentieuse ne peut être valablement instituée que si elle est établie en vertu d'une loi. Or, la loi du 5 juin 1911, tout en reconnaissant aux commissions administratives les pouvoirs et la responsabilité de l'administration des Caisses de prévoyance, n'indique pas *in terminis* que ces organismes sont dotés en même temps d'un pouvoir de juridiction. D'autre part, le recours prévu devant le juge de paix laisse planer une équivoque sur l'existence d'un droit ordinaire d'appel devant les juridictions de droit commun en vertu des principes généraux du droit (Cour de cassation, 20 juillet 1922).

Il a paru indispensable de combler les lacunes que présente sur ce point la législation en vigueur.

Le projet a créé en conséquence une juridiction spéciale à deux degrés comprenant au premier ressort les Commissions administratives et en second et dernier ressort un Conseil supérieur d'arbitrage.

L'article 76 investit en conséquence les Commissions administratives du pouvoir de statuer sur les demandes de pension, allocations et autres avantages attribués en application de la loi.

Dans le cas où les décisions prises par ces Commissions font l'objet d'un recours de la part des intéressés, ce recours sera porté par voie d'appel devant un Conseil supérieur d'arbitrage dont le siège est à Bruxelles (art. 77). Les décisions de ce Conseil seront définitives et sans appel ultérieur (art. 79).

Les articles 77 et 78 fixent la composition et les attributions de ce Conseil; il appartiendra au Roi chargé de l'exécution des lois, de régler le fonctionnement de cet organisme ainsi que les voies de procédure.

TITRE IV.

Des Pénalités.

Le projet de loi a pour base fondamentale le principe de l'obligation. Celle-ci comporte le contrôle permanent de l'autorité chargée de veiller à l'exécution des prescriptions légales; elle a, en outre, pour corollaire nécessaire l'établissement des sanctions.

Le projet a emprunté à la loi générale d'assurance les diverses dispositions édictant des pénalités vis-à-vis de ceux qui ne se soumettraient pas à ses prescriptions. Ces dispositions sont reprises dans les articles 80 et suivants.

L'article 88 en prescrivant que les recherches et la constatation des infractions auront lieu comme en matière de police des mines, attribue compétence aux officiers des mines pour surveiller l'application de la loi, et poursuivre le cas échéant les délinquants.

TITRE V.

Dispositions finales.

Sous le régime de la législation en vigueur et en conformité avec la loi du 28 mars 1868, les pensions et secours accordés à charge des organismes de retraite, ne sont ni cessibles ni saisissables. Cette prescription trouve sa justification dans le droit supérieur de l'intéressé à l'existence et aux moyens d'y pourvoir et la nécessité de le défendre contre sa propre faiblesse autant que contre les droits des tiers. Le projet en prescrit le maintien. Il laisse toutefois au Gouvernement le soin de régler les conditions dans lesquelles les pensions et autres allocations peuvent être attribuées aux intéressés qui sont hospitalisés dans les établissements publics ou privés aux frais des Pouvoirs publics (art. 90).

Dans l'économie générale du projet, les versements obligatoires des mineurs sont acquis par voie de prélèvement sur les salaires à l'intermédiaire des exploitants de charbonnages; ceux-ci ont de leur côté l'obligation d'effectuer des versements équivalents; c'est à ces derniers cependant qu'incombe l'obligation légale de verser le montant global des versements au Fonds commun par l'intermédiaire des Caisses de prévoyance.

De cette obligation découle un droit de créance des organismes de retraite vis-à-vis des exploitants.

Ce droit, sous le régime en vigueur, ne jouit d'aucune garantie spéciale, dans le cas où un exploitant se trouve, par suite de déconfiture, dans l'incapacité de satisfaire à ses engagements. Semblable garantie serait cependant amplement justifiée, si l'on considère que le Fonds commun est tenu dans tous les cas d'effectuer au nom des intéressés, les versements requis en vue de la constitution des rentes de vieillesse, et de payer éventuellement les pensions auxquelles ils peuvent prétendre du chef des services accomplis dans les charbonnages défaillants.

Pour ce motif, le projet propose d'attribuer un droit de privilège à cette créance, lequel prendra rang immédiatement après le 4° et le 4^{obis} de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur le privilège des hypothèques (art. 90).

Sans préjuger du temps nécessaire pour l'examen et l'adoption d'une loi concernant une réforme sociale aussi importante, il est avéré dès à présent que les mesures d'exécution, qui comportent la mise sur pied complète de l'organisation et du fonctionnement de l'assurance, ne pourront être prises avant le 1^{er} janvier 1925.

C'est à cette date que devra prendre cours la mise en vigueur de la loi.

Eu égard cependant au but poursuivi, qui tend à apporter au régime de la retraite des ouvriers mineurs dans le plus bref délai, les améliorations urgentes que justifient les circonstances économiques actuelles, le projet prévoit que dès sa mise en vigueur, et au plus tôt le 1^{er} janvier 1924, les intéressés seront appelés à bénéficier de ses avantages.

Il devra être sursis toutefois à l'application des dispositions concernant les versements constitutifs des rentes de vieillesse, en ce qui concerne le montant défini par la loi, jusqu'au 1^{er} janvier 1925.

A titre transitoire, ne seront donc affectés à la constitution des rentes de vieillesse, de survie et des rentes de l'épouse que les versements pour un montant équivalent à celui prévu par l'article 2 des lois coordonnées du 30 août 1920 (art. 91).

Le projet opère une refonte totale des dispositions légales réglant le régime de la retraite des ouvriers mineurs; il entraîne par conséquent l'abrogation totale des dispositions légales et réglementaires en vigueur (art. 92).

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,
R. MOYERSOEN.

(42)

(N° 371)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JULI 1923

**Wetsvoorstel omtrent de verzekering tegen de geldelijke gevolgen
van hoogen ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, heeft voor oogmerk eene vaste en blijvende oplossing te geven aan het vraagstuk der ouderdomspensioenen van de mijnwerkers.

De samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, die thans de grondbasis uitmaken voor het vaststellen der pensioenen van de mijnwerkers, ontleenen aan de algemeene wet van 10 Mei 1900, op de ouderdomspensioenen, de regelen tot het samenstellen van ouderdomsrenten bij de Algemeene Spaar- en Lyfrentkas; bovendien houden zij bijzondere bepalingen in tot inrichting van het pensioenstelsel der in de steenkolennijverheid bezigde werklieden.

De afschaffing van de wet van 10 Mei 1900 is voorzien in het op 22 November 1922 door het Gouvernement neergelegd wetsvoorstel op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van hoogen ouderdom en vroegen dood. Twee aan parlementair initiatief toe te schrijven wetsvoorstellen werden reeds tot herziening, van het bijzonder aan de mijnwerkers voorbehouden stelsel, ingediend. Het eerste werd op 8 Juni 1922, op het bureel der Kamers van Volksvertegenwoordigers neergelegd door de III. De Bruyne en consoorten; het tweede in den Senaat, op daaropvolgende 27 Juli, door de HH. Lombard en consoorten.

Deze twee wetsontwerpen stellen het vraagstuk van de ouderdomspensioenen in zij vollen omvang en draagte; zij vragen beide eene gansche omwerking van het in voege zijnde stelsel. Alhoewel de voorgestelde bepalingen uit verschillende opvattingen voortspruiten, stemmen nochtans de eischen gansch overeen.

Eene algemeene lotsverbetering der gepensioneerde komt in voorrang. Door het stelsel der in voege zijnde samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, werden de ouderdomspensioenen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas verworven, uitsluitend samengesteld uit de stortingen der werklieden.

Deze renten werden ten bezware der Voorzorgskassen, aangevuld tot een bedrag van 720 frank, en ten bezware der Openbare Machten door een toelage van 360 frank.

Door deze verscheidene schikkingen, de ouderdomsrente, pensioenaanvullingen en de toelage van 360 frank bekwam de mijnwerker een ouderdomspensioen van ten hoogste 1,080 frank.

De heeren De Bruyne en Lombard zijn van meening dat voorgaand pensioenbedrag in de huidige economische omstandigheden gansch onvoldoend is en dat een verhooging tot 1,500 frank er van uiterst noodig is.

Afgezien de vermeerdering der ouderdomspensioenen stemmen de twee voorstellen nog overeen om de afschaffing te vragen der beperkende bepalingen die het in voege zijnde stelsel aan de erkenning der rechten van de belanghebbende stelt, en zij dragen een gansche herinrichting voor van de werkwijze der verzekeringsdiensten door het inrichten van eene Onafhankelijke Pensioenkas ten behoeve der mijnwerkers.

Gedurende de laatste jaren, heeft het Gouvernement niet opgehouden meerdere blijken van bezorgdheid ten opzichte der mijnwerkers te leveren.

Vanaf de wet van 5 Juni 1911, die voor België de eerste stap in de verplichtende verzekering vormde, tot de wet van 9 April 1922, die, na aan het Nationaal Pensioenfonds de rechtspersoonlijk verleend te hebben, aan dit laatste de toelating gaf om een deel zijner inkomsten aan de gebrekkige werklieden en aan de weduwe te besteden, zijn al de op zijn initiatief genomen wettelijke maatregelen, als zooveel vooruitgangsposten op den weg der verbetering der sociale wetgeving en een trapsgewijze lotsverbetering voor de mijnwerkers.

Het Gouvernement bleef niet onverschillig aan de zoo algemeen overeenstemmende grieven der mijnwerkers. Verscheiden malen reeds heeft het zijn inzichten doen kennen om aan het bestaand ouderdomsrentestelsel de noodige verbeteringen te brengen.

Die hervorming uitgevoerd volgens het stelsel der HH. De Bruyne en Lombard zou onvoldoend en onvolledig zijn.

Onder financieel oogpunt vertoont het stelsel van den heer De Bruyne en consoorten vele leentien waarvan de belangrijkheid en de gevaren niet te loochenen zijn.

Het voorstel van de HH. Lombard en consoorten maakt langs den anderen kant inbreuk op de vakvrijheid op dewelke ieder werkman rechtmatig recht heeft, daar waar dit stelsel het recht op een pensioen afhankelijk maakt van het indienen van een bewijs van minstens dertigjarigen dienst in de mijnen en loopt uit op eene rechtsweigering tegenover de « reizende werklieden » met hun de rechtvaardige vrucht te onttrekken der opofferingen die zij, met het oog op het ouderdomspensioen gedaan hebben, gedurende de in de mijnen doorgebrachte werkjaren.

Volgens de inzichten van het Gouvernement dient het pensioen der mijnwerkers, in de eerste plaats in harmonie gesteld met de regelen van de algemeene verzekeringswet waarvan de Kamers het onderzoek hebben begonnen.

Uit dien hoofde zal de verzekering der in de kolenmijnondernemingen

gebezigde werklieden, bewerkstelligd worden door het aanwerven bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, van persoonlijke ouderdomsrenten, van overlevingsrenten ten bate der weduwe en gebeurlijk der weezen, en van ouderdomsrenten ten bate der echtgenooten.

De samenstelling der ouderdoms- en overlevingsrente wordt bewerkt door tusschenkomst van den Staat.

Tijdelijke steun wordt ook door den Staat verleend met aan werklieden die, wegens ouderdom, onbekwaam zijn om een genoegzaam pensioen samen te stellen een rentetoeslag te verleen en die zich bij de ouderdomsrente voegt.

Deze verzekering wordt volledig met het verleen en, wegens het uitzonderingstelsel hun eigen, van bijzondere aan de mijnwerkers erkende voordeelen. Dat uitzonderingstelsel wordt gerechtigd door den aard van hun werk en door het belang der kolenmijnnijverheid.

Het gaat er inderdaad over om, door bijzondere voordeelen, de werklieden te beloon en die gansch hun levenstijd aan den arbeid in den schoot der aarde hebben gewijd, niettegenstaande de moeilijkheid van dezen arbeid en de daarmede in verband staande gevaren.

Die voordeelen worden in het wetsvoorstel uitgedrukt door pensioenbijslagen en aanvullingen, die de bij de Spaar- en Lijfrentkas verworven rente komen verhoogen, en ook, door de financieele bijdrage van den Staat.

Alzoo, door samenstelling der ouderdomsrente met de er bij aanvullende toelagen, zal het mogelijk zijn aan de voorgestelde grieven recht te laten wedervaren en van aan de mijnwerkers en aan hunne familie een treffelijk en voldoende pensioen te verschaffen, in verband met de huidige oeconomische noodwendigheden.

Het toepassingsgebied van dit stelsel moet nochtans niet beperkt blijven bij het waarborgen tegen ouderdom van de mijnwerkers, die thans in de kolenmijnbedrijven gebezigd zijn, en het is voor het huidig geslacht eene heilige plicht deze pensioenen, welke de tegenwoordige wetgeving en, voor haar, de edelmoe-digheid der kolenmijnondernemers aan de mijnwerkers had verzekerd, te behou-den en zelfs te verhoogen.

De gevolgen van de wet moeten zich uitstrekken, niet alleen aan de thans in de kolenmijnen gebezigde werklieden, maar ook aan degenen die reeds, overeenkomstig de hedendaagsche wetgeving, in bezit zijn van een pensioen.

Het tot stand brengen van dit programma, door pensioenbijslag en uitbreiding van de rechten der belanghebbenden, kan in groote maat de lasten der verzekering vermeerderen.

Het is dus hoogst gewichtig van het stelsel op stevige financieele gronden te bouwen en, te dien einde, de inrichting en de werking van den dienst, met de uitvoering van de verzekering gelast, aan te passen en de integrale dekking te verzekeren der tot deze belangrijke sociale hervorming noodige lasten.

Beziel met die oogmerken heeft het Gouvernement de eer dit wetsvoorstel aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers voor te leggen.

*
* *

Het algemeen plan van het wetsvoorstel beslaat vijf verschillende titels.

Onder titel I « Algemeene bepalingen », worden de artikels omschreven die de verschillende factoren samenvatten die tot uitvoering der verzekering moeten bijdragen. De uiteenzetting van elk dezer artikels vormt het voorwerp der volgende titels.

Titel II houdt de bepalingen in die het voorwerp der verzekering aanduiden en de wijze van uitvoering regelen.

Titel III heeft betrekking op de organismen die den verzekeringsdienst moeten samenstellen; hij wijst den weg aan voor de inrichting en voor de werking er van.

Titel IV, in overeenkomst met de algemeene verzekeringswet, bepaalt de bekrachtigen die de plichten van de verzekering waarborgen.

De vijfde en laatste titel betreft de slotsbepalingen en stelt voornamelijk het tijdstip vast van het in voege treden der wet.

ONDERZOEK DER ARTIKELS.

TITEL I.

HOOFDSTUK I

Algemeene Bepalingen.

Hoofdstuk I stelt het voorwerp der verzekering vast, bepaalt de er aan onderworpen personen, de met zijne uitvoering gelaste organismen alsook de er aan toe te besteden inkomsten.

Overeenkomstig artikel 1 zijn al de werklieden in een Belgische kolenmijn gebezigd, zonder onderscheid van ouderdom noch geslacht, verplichtend aan het verzekeringsstelsel onderworpen.

Deze bepaling heft de beperking op, voorzien bij artikel 1 der samengeordende wetten, die aan de toepassing der wet, de mijnwerkers van meer dan 60 jaar oud onttrok. Deze beperking had voor gevolg den mijnarbeid afkeerig te maken en dikwijls tot een voorbarige rust aan te zetten, deze werklieden die niettegenstaande hunnen ouderdom nog de noodige geschiktheid bezaten om in hun noodwendigheden te voorzien. Met het toepassingsgebied der wet tot die werklieden uit te strekken, is het mogelijk hun voor den betoonden moed de rechtvaardige belooning te geven, door den pensioenbijslag die zij bij voortzetting van den arbeid kunnen verkrijgen.

Als gevolg van artikel II worden aan de mijnwerkers gelijk gesteld de afgevaardigde bij het Mijnopzicht en de werklieden die in de metaalhoudende mijnen werkzaam zijn.

Door artikel III wordt de uitvoering der wet toevertrouwd :

- 1^o Aan de Algemeene Spaar- in Lijfrentkas;
- 2^o Aan het Gemeen Pensioenfonds der mijnwerkers;
- 3^o Aan de gewestelijke voorzorgskassen.

Wat betreft de inkomsten noodig tot dekking der verzekeringslasten, deze worden verzameld door de verplichtende stortingen, terzelfder tijd opgelegd aan de ondernemers en aan de in de kolenmijnen gebezigde werklieden, en door het vermogen van het Nationaal Pensioenfonds ten behoeve der mijnwerkers, ingesteld bij de wet van 30 Augustus 1920, artikel 1, § 5 (samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 art. 18, § 3).

Het beloop der stortingen wordt vastgesteld op 5 t. h. van het bedrag der loonen. Zij worden voor de eene helft gedragen door de ondernemers en, voor de andere helft, door de mijnwerkers.

Het verplichtend karakter der verzekering en de tusschenkomst der werkgevers en der werknemers zijn reeds in de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 omschreven; het wetsvoorstel voert dus onder dat oogpunt geen nieuwheid in. Anders is het met de eenvormigheid der aan de eenen en anderen opgelegde stortingen.

Die maatregel is opgelegd door de noodwendigheid om het aan de mijnwerkers toegepast stelsel in overeenkomst te zetten met de in de algemeene verzekeringswet voorkomende regelen. Zij stemt overeen met de grondregelen der voorziening.

Inderdaad, indien de tusschenkomst der ondernemers in het samenstellen der pensioenen moet gezocht worden in de redelijke plicht van ieder werkgever, diegenen bij te staan die door hunne medewerking tot den voorspoed der ondernemingen hebben bijgedragen, is het, langs een ander kant, de plicht van den Staat, te waken dat door de onvoorzienigheid van eenigen de aan zijne zorgen toevertrouwde belangen der maatschappij niet worden in gevaar gebracht.

Met de voorziening op te leggen eigent de Staat zich het recht van controle toe en de plicht van er bijstand aan te verleen.

Daarentegen behoort het voornamelijk aan den werkman van op zijn vermogen te waken en er de daartoe noodige krachten in te spannen. De verzekering moet zijn een akte van persoonlijke voorziening. Met de vervulling er van zal de werkman de begrippen van persoonlijke waardigheid voelen ontwikkelen omdat hij alzoo aan eigen krachtinspanning de verkregen voordeelen kan toewijten. Evenzeer zal zijne gehechtheid aan het sociaal stelsel versterken omdat in het behoud er van hij de waarborg van de zekerheid zijner rechten zal vinden.

De voor de berekening der stortingen beschouwde loonen zijn degene die aan den werkman in munt worden betaald zonder rekening te houden van bijzondere voordeelen die hem onder een ander vorm zouden worden verleend, voornamelijk de huisvesting, kosteloze kolenuitdeeling (art. 6).

Op voorbeeld der onder het huidig stelsel in voege zijnde gebruiken, schrijft artikel 7 voor dat de storting van den werkman, bij iedere betaling, door den ondernemer dient ingehouden. Deze laatste is verplicht stortingen te doen van gelijke waarde voor gansch het tijdbestek gedurende hetwelk hij den werkman in dienst heeft gehad.

Artikel 8 heeft voor oogmerk de bepalingen der wet in overeenstemming te brengen met de verordeningen op de werkplaatsen.

TITEL II.

Voordeelen aan de verzekerden verleend en bestemming der inkomsten.

Artikel 9 somt de verschillende rechten op, die aan de verzekeringsplichtige werklieden worden verleend. Die rechten hebben een dubbel karakter. Dat van rente, door kapitaalvorming in de voorwaarden door hoofdstuk I aangestipt, bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas verworven, en dat van pensioenbijslag en pensioenaanvulling waarvan, onder het stelsel der verdeeling, de dienst wordt verzekerd door het Gemeen Fonds, zooals voorzien in de bepalingen van hoofdstukken II en III.

Dezelfde bepaling regelt door § 2 de wijze volgens de welke, naar het algemeen plan der wet, de inkomsten der verzekering zijn verdeeld tot dekking van het totaal bedrag der lasten (artikel 11).

HOOFDSTUK I.

Vaststellen der ouderdomsrente.

Het vaststellen der ouderdomspensioenen wordt tot stand gebracht door aansluiting bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas van al de in het kolenmijnbedrijf gebezigde werklieden. Met het oog op die aansluiting, bestemt het wetsvoorstel, om op de persoonlijke rekening van ieder belanghebbende werkmán te worden gebracht, eene vaste som die wordt bepaald overeenkomstig de klas aan dewelke de arbeider behoort en overeenkomstig zijn staat van jonkman, weduwe of gescheiden, of gehuwd.

De vraag wordt gesteld of het niet voldoende was, overeenkomstig de bepalingen der algemeene wet, voor al de arbeiders, op eene gelijkvormige wijze de stortingen te bepalen voor het samenstellen der lijfrente. Deze regel is toegepast onder het huidig stelsel der samengeordende wetten en het bedrag der stortingen beliep respectievelijk 24 en 18 frank, naarmate de verzekerden 21 jaar of meer oud waren of minder dan 21 jaar. Onder technisch oogpunt is het onbetwistbaar dat de berekening der rente vergemakkelijkt wordt door het aannemen van een stelsel met vaste stortingen op een bepaald bedrag.

Tegenover de gezonde begrippen der voorziening dient zulk stelsel afgekeurd. Zij vergen immers van den eenen kant dat de stortingen in zoo nauw mogelijk verband staan met de loonen en dat, van den anderen kant, de ouderdomsrente evenredig weze aan de noodwendigheden der belanghebbenden, noodwendigheden waarvan de loonen de maatstaf zijn.

In die omstandigheid, met het oog op eene evenredigheid vast te stellen die, alhoewel niet gansch onbetwistbaar, nochtans de verdiensten bezit van aan ieder belanghebbende de voordeelen te verzekeren die in vast verband staan met de hem opgelegde opofferingen, heeft de wet de werklieden in zes klassen

ingedeeld, volgens een veranderlijke rooster in verband met hun jaarlijksch loonsbedrag :

1° klas :	loon minder dan 3,000 frank.
2° id.	id. van 3,001 tot 4,500 id.
3° id.	id. van 4,501 tot 6,000 id.
4° id.	id. van 6,001 tot 7,200 id.
5° id.	id. van 7,201 tot 8,400 id.
6° id.	id. van meer dan 8,400 id.

Het jaarlijksch loon wordt vastgesteld door de vermenigvuldiging van het gemiddeld dagloon door 300; voor den werkman die gedurende een tijdbestek van minder dan een maand heeft gewerkt wordt de indeeling gedaan op grond van het middelloon dat hij getrokken heeft gedurende dien tijd.

In den huidige economischen toestand kan, onder oogpunt van loon, de loopbaan van den mijnwerker als volgt ingedeeld worden :

a) *Ondergrondwerker :*

Van 14 tot 16 jaar	14 tot 15 frank.
Van 17 tot 19 jaar	18 tot 19 id.

LEGERDIENST

Van 21 tot 22 jaar	24 tot 25 frank.
Van 23 tot 47 jaar	25 tot 30 id.
Van 47 tot 50 jaar	27 id.
Van 50 tot 55 jaar	25 id.

b) *Bovengrondwerker :*

Van 14 tot 16 jaar	10 tot 12 frank.
Van 17 tot 19 jaar	15 id.

LEGERDIENST

Van 21 tot 22 jaar	18 frank.
Van 23 tot 60 jaar	20 id.

Het invoeren van het stelsel van indeeling der mijnwerkers in klassen, heeft het voordeel van op eene bestendige manier de toegestemde opofferingen in juiste verhouding te brengen, met het oog op de verwezenlijking van het ouderdomspensioen, met den loon dat de verschillende klassen der mijnwerkers verdienen in de verschillende tijdperken van hun loopbaan.

Daarenboven, de belanghebbende, die zijn loon kent en de stortingen ieder jaar op zijn naam gedaan, kan zich op eene juiste wijze rekening geven van de natuur en de waarde der voordeelen waarop hij in de toekomst mag tellen.

Het bedrag der stortingen op naam van ieder belanghebbende gedaan wordt vastgesteld overeenkomstig de klas bij dewelke hij is ingedeeld. Dat bedrag ver-

andert volgens den staat van jonkman, weduwnaar of gescheiden of gehuwd (art. 14).

	<i>Dagelijksche stortingen.</i>		<i>Jaarlijksche stortingen.</i>	
	Niet gehuwde.	Gehuwde.	Niet gehuwde.	Gehuwde.
1 ^{ste} klas fr.	0.15	0.20	45	60
2 ^e id. id.	0.25	0.30	75	90
3 ^e id. id.	0.35	0.40	105	120
4 ^e id. id.	0.45	0.50	135	150
5 ^e id. id.	0.55	0.60	165	180
3 ^e id. id.	0.65	0.70	195	210

De stortingen staan gelijk aan ongeveer 2 t. h. voor de niet gehuwde en aan 2 1/2 t. h. voor de gehuwde van het gemiddelde loon verdiend door de klas van arbeiders tot dewelke zij behooren. In het algemeen zijn de stortingen lager dan het bedrag door artikel 2 bepaald.

Het is waar dat tegen dezen maatregel zekere tegenwerpingen kunnen ingebracht worden; wat dit punt nochtans betreft, heeft de nieuwe wet niet enkel voor oogmerk het instellen voor de toekomst van een ouderdompensioenstelsel ten bate der mijnwerkers. Zij vervangt ook de thans in voege zijnde samengeordende wetten. Uit dien hoofde, heeft zij tot plicht het handhaven der rechten van de mijnwerkers die reeds door de invoege zijnde wetten recht op pensioen hebben. Een groot aantal dezer laatsten, om reden dat zij het bewijs leverden van een gevorderden ouderdom en van minstens dertigjarigen arbeid in de mijn, verkregen hun pensioen zonder er eenige opoffering voor te hebben gedaan.

De samengeordende wetten voorzagen daarom dat het voor de mijnwerkers een gemeenschappelijke plicht is hun deel te dragen in de lasten die voortspruiten uit het toekennen dezer voordeelen. Het is de reden waarom de mijnwerkers verplicht waren bij te dragen tot de voorzorgskassen, voor een jaarlijksch bedrag van 12 frank. Het is met recht dat in het nieuw stelsel een gelijke geldelijke opoffering wordt geveerd van de werklieden van ieder klas om in de uitgaven te voorzien.

Het financieel evenwicht der hervorming maakt ten andere die opoffering noodzakelijk. Het is nochtans te voorzien dat deze maar tijdelijk zal wezen, want zooals het wetsvoorstel voorziet, zal het wegvallen der loopende pensioenen, met de gebeurlijk beschikbare gelden, geleidelijk het bedrag komen vermeerderen der stortingen bestemd tot het vormen der ouderdomsrente.

De, stortuigen als hierboven vastgesteld, worden op de rekening van ieder verzekerde gebracht; hun bedrag is bestemd tot de samenstelling van de ouderdomsrente; van een overlevingsrente voor de weduwe en een ouderdomsrente voor de echtgenoot, volgens de hierna beschreven regelen en onderscheidingen (art. 28 en volgende).

Gaat het om een verzekerde van het vrouwelijk geslacht, dan wordt het volle bedrag bestemd tot samenstelling van een ouderdomsrente.

Is er sprake van een mijnwerker van het mannelijk geslacht, jonkman, weduwnaar of gescheiden dan, worden 50 t. h. van de stortingen besteed aan het samenstellen van de ouderdomsrente en 50 t. h. aan het samenstellen van

het kapitaal, bestemd om bij het huwelijk van den belanghebbende in een overlevingsrente te worden omgezet.

Zoohaast men een kapitaal van 1,200 frank bereikt, wordt het volle bedrag der stortingen besteed tot samenstelling eener ouderdomsrente.

De stortingen op naam van den gehuwden mijnwerker gedaan, worden ten bedrage van 50 t. h. besteed tot samenstellen van een persoonlijke ouderdomsrente en ten bedrage van 50 t. h. aan het samenstellen eener overlevingsrente en, zoo deze volmaakt is, aan het samenstellen eener ouderdomsrente ten bate der echtgenoot. Van af de overlevingsrente is samengesteld en dat het overlevingspensioen der echtgenoot 720 frank bereikt, wordt het volle bedrag der stortingen aan het samenstellen der ouderdomsrente besteed.

Al de stortingen worden met afstand van kapitaal in naam van ieder belanghebbende gedaan.

De renten worden berekend met het oog op den ouderdom van den belanghebbende, op den tijd der achtereenvolgende stortingen, volgens de sterftetabellen en worden op zijn persoonlijke rekening ingeschreven. De renten in die voorwaarden verkregen worden mathematisch in evenredigheid met de storting berekend. Ieder verzekerde werkmán, weduwe of echtgenoot, bezit dus de waarborg van eene volledige veiligheid en de overtuiging van een pensioen te verkrijgen dat altijd in evenredigheid zal staan met de dienstjaren gedurende dewelke de stortingen werden verricht.

Het wetsvoorstel ontleent aan het voorstel der algemeene wet op de pensioenen, met nochtans zekere wijzigingen die het speciaal stelsel der mijnwerkers medebrengt, de bepalingen die de tussehenkomst van den Staat in het samenstellen der pensioenen regelt.

De bijdrage van den Staat is vastgesteld op :

Fr. 1	»	voor de belanghebbende geboren van 1861 tot 1868
0,75	id.	id. id. 1869 tot 1874
0,60	id.	id. id. 1875 tot 1880
0,50	id.	id. id. na 1880.

Dienswege wordt de bijdrage verleend zonder beperking, ten beloope van het volle bedrag der stortingen op naam van ieder belanghebbende gedaan.

Deze regel is gerechtvaardigd door technische reden ter vereenvoudiging van het boekhouden. Hij laat op korten tijd het samenstellen der rente toe, en schept geen bijkomende lasten ten nadeele van den Staat, daer, alles wel beschouwd, het bedrag der rente, door de bijdrage samen te stellen, niet boven 240 frank mag gaan voor de werklieden, en 120 frank voor de overlevingsrente der vrouw en de ouderdomsrente der echtgenoot (art. 15 van de wet).

Die beperking is van algemeen orde en, in die voorwaarden, dient er rekening te worden gehouden met de rente verworven door de aanmoedigingspremiën van den Staat, die voor het in voege stellen dezer wet door de algemeene wet van 5 Mei 1900 werden verleend. Ook met de renten verworven door de verplichte of vrije stortingen door den belanghebbende gedaan onder begunstiging van het stelsel der algemeene verzekeringswet.

*
*
*

Volgens luidt artikel 19 is het in bezit treden der ouderdomsrente, samen-

gesteld door de stortingen op rekening van den verzekerde gedaan en door de er mede in verband staande bijdragen van den Staat, op volledigen zestigjarigen ouderdom vastgesteld.

Nochtans ieder werkman die het bewijs levert gedurende 30 jaren in de ondergrondse werken te hebben gearbeid, heeft recht op uitbetaling van zijn pensioen zoohaast hij den vollen ouderdom van 55 jaar heeft bereikt.

Krachtens deze regelen kan ieder werker die in de koolmijnen werd gebezigd, op zestigjarigen ouderdom zijn rechten doen gelden op het pensioen verworven door de stortingen gedaan overeenkomstig de wet, gedurende zijn dienstjaren in de mijnen.

Het recht op de rente is aan geen enkel voorwaarde van diensttijd onderworpen, zoodat ieder werker die in de mijnen, onverschillig den duur, zou hebben gearbeid, op zestigjarigen ouderdom zijn rechten kan doen gelden op een pensioen evenredig aan de stortingen op zijn naam gedaan.

Wat den ondergrondwerker betreft, was het in bezit treden van een pensioen, onder de samengeordende wetten, onderworpen aan de voorwaarde, tot 55 jaren in de ondergrondse werken te hebben gearbeid, met bewijs van 30 jaar dienst, dat hij zijn werk staakt of voortzet maar dan aan verminderd loon werkt.

Het wetsvoorstel verwezenlijkt eené gewichtige verbetering te zijnen voordeele: Inderdaad, het laat de uitbetaling der ouderdomrente toe van af 55 jaar, zonder ander voorwaarde dan het bewijs van gedurende 30 jaar werkzaam te zijn geweest in de ondergrondse werken. Het voorrecht dezer bepaling is voorbehouden aan den werker die op vollen 55 jarigen ouderdom nog in de mijnen is gebezigd en dus de hoedanigheid van mijnwerker niet heeft verloren. Maar mag op die bepaling geen aanspraak maken de werker, die, alhoewel bij het bewijs der geveerde dienstjaren levert, het werk vóór den 55 jarigen ouderdom heeft gestaakt. Zijn toestand wordt geregeld overeenkomstig den algemeenen regel: t. t. z. dat het in bezit treden der door de wet verworven rente wordt verschoven tot den vollen ouderdom van 60 jaar

Daarentegen is het niet vereischt dat de werker tot den ouderdom van 55 jaar in den ondergrond wordt gebezigd. Hij moet enkel het bewijs leveren dat hij in den ondergrond ten volle dertig jaar werkzaam was, zelfs wanneer hij het ondergronds werk heeft verlaten om bovengronds te werken.

Het wetsvoorstel van de Heeren Lombard en consoorten onderwerpt de erkenning van het recht op een pensioen, aan de voorwaarde van gedurende 30 jaar in de mijn werkzaam te zijn geweest en ontnemt bijgevolg het recht aan degene die minder dienst hebben.

Het wetsvoorstel van de Heeren De Bruyne en consoorten, ingegeven door de bezorgdheid de vrijheid van den werker te vrijwaren, stelt daarentegen voor aan ieder werker een pensioen te erkennen in evenredigheid met de gedane opofferingen. De door het Gouvernement getroffen schikking stemt met deze zienswijze overeen.

Indien, met recht, bijzondere voordeelen erkend worden aan de werkers die het grootste gedeelte van hun levenstijd aan den zwaren mijnarbeid hebben besteed, zullen deze voordeelen een genoegzame aanmoediging zijn om de mijnwerkers in volle overtuiging aan hun ambacht vast te hechten, zonder ze nochtans heelemaal er aan te onderwerpen.

Het Gouvernement heeft het in bezit treden van het pensioen niet willen vroegen met het op den ouderdom van 50 jaar vast te stellen, zooals de Heeren Lombard en consoorten in den Senaat, en de Heeren De Bruyne en consoorten in de Kamers voorstelden. Het algemeen belang, zoowel als het persoolijk belang, stemmen overeen om dit voorstel te verwerpen. De arbeid is de algemeene wet, en het is door hem dat de arbeider zich de noodige inkomsten voor zijn onderhoud moet verschaffen. Het ouderdomspensioen heeft enkel reden van bestaan, wanneer men vermoedt dat de werker geene genoegzame krachten meer bezit. Welnu, de Belgische zoowel als de vreemde statistieken laten niet toe vast te stellen dat, in welk ambacht ook, de ouderdom van 50 jaar het einde van de menschelijke bedrijvigheid uitmaakt.

Integendeel, de verbeteringen in den loop dezer laatste jaren in de levensvoorwaarden van den mijnwerker aangebracht onder oogpunt van gezondheid, van woning, van werkurenbeperking en van loonsverhooging, strekken tot het behoud der menschelijke krachten en vertragen den sleet der organismen.

Door het aanloksel van een pensioen en de aantrekkelijkheid der ledigheid den werkman, nog in volle bekwaamheid, van zijn werk afkeeren, is aan het land de krachten onttrekken die het noodig heeft tot voortbrenging van den rijkdom en tot ontwikkeling van zijn economische vlucht; en aan de nijverheid die machtige medehelpers ontnemen op het oogenblik dat hunne rijpheid en hunne onderinding de vruchtbaarste medewerking verzekert; 't is eindelijk, op een ouderdom, dat de familielasten nog zwaar wegen, den persoon zelfveroordeelen tot het verwisselen van een voordeelig loon met een voor zijn noodwendigheden ongenoegzaam pensioen.

Het is daarenboven van belang, wat betreft de ouderdomspensioenen, zich te bekommeren met de financiële mogelijkheden. Het samenstellen van ouderdomspensioenen op een leeftijd van 50 jaar, waarop de kansen voor 't leven nog betrekkelijk aanzienlijk zijn, zou, onder het stelsel der capitalisatie, voor uitslag hebben van groote stortingen aan hun vorming te besteden om tot eene werkelijke vermindering der verworven rente uit te komen. Onder het stelsel der verdeeling zou het aannemen van denzelfden leeftijd het getal der gepensioneerden verdubbelen en, op die wijze, zouden de aan de verzekeringsorganismen opgelegde lasten en de er mede in verband staande inkomsten eene ongehoorde verhooging ondergaan.

Het wetsvoorstel bij den Senaat door de HH. Lombard en consoorten ingediend houdt eene zeer belangwekkende ingeving in, daar waar het voorstelt van den werkman die den pensioensouderdom heeft overschreden aan te zetten zijn arbeid voort te zetten als zijne krachten het toelaten. Het Gouvernement neemt dat gedacht aan. Het is inderdaad van meening dat het betaamt de gezonde werklieden aan te moedigen hun werkzaamheid voort te zetten, eerder dan zich aan ledigheid over te geven.

Met het oog daarop, laat de wet de belanghebbende toe de op 55 of 60 jaar verworven rente te verlengen tot 65 jaar en erkent hun, onafhankelijk van de voordeelen die zij op dien ouderdom hebben verkregen, het recht om rentetoeslagen te verwerven (art. 19, § 3).

De wet was onvolledig gebleven indien zij zich had vergenoegd met enkel den werkman tegen de mogelijke ongevallen te verzekeren zonder rekening te houden

met deze die de vrouw en kinderen aangaan. Daarom voorziet artikel 13 dat de lichteningen gedaan op de verzekeringsinkomsten bestemd voor het samenstellen der ouderdomsrente van de belanghebbende, veranderlijk zullen zijn volgens dat deze laatste jonkman, weduwnaar of gescheiden of gehuwd zijn.

In overeenkomst met §§ 2 en 3 van artikel 12 der algemeene verzekeringswet wordt bovendien er ingesteld :

a) Ten bate der weduwe van den werker : een overlevingsrente van 360 frank.

b) Ten bate der echtgenoot : een ouderdomsrente van hetzelfde bedrag.

Voor het samenstellen der overlevingsrente wordt er op de stortingen van ieder werker, ongehuwd of gehuwd, een aandeelsbedrag van 50 % ingehouden voor het vormen van een kapitaal van 1,200 frank. De ongehuwde werker zal op die wijze, vóór het tijdstip van zijn huwelijk, een kapitaal vergaderd hebben noodig om, bij voorbarig afsterven, het bestaan zijner vrouw te verzekeren. Sterft hij alvorens in het huwelijk te zijn getreden wordt het kapitaal in het gemeen Rentefonds gestort, alsook indien hij na het huwelijk weduwnaar wordt of scheidt of indien hij kinderloos sterft (art. 19-30).

Bij voorbarig afsterven van den werker wordt aan de weduwe eene rente uitbetaald in verband met het daartoe samengesteld kapitaal. Het kan nochtans voorkomen dat de totale rente niet heel is samengesteld. In dit geval voorziet de wet dat er ten laste van den Staat kosteloos aan de weduwe een toeslag wordt verleend van 120 frank. Nochtans mag het geheel bedrag van de rente en van den toeslag niet boven de 360 frank gaan. Indien niettegenstaande dezen toeslag, deze en de vermeerderde rente geen 360 frank bereikt, wordt er tot het beloop van dit bedrag ten bezware van het Gemeen Rentefonds een bijslag verleend. Die toeslagen nemen een einde bij een nieuw huwelijk der weduwe.

Onafhankelijk van dien gebeurlijken toeslag verleent de wet, ten bezware van het Gemeen Fonds, een toeslag van 60 frank aan de weduwe voor ieder wettig kind onder de zestien jaar.

De ouderlooze kinderen genieten insgelijks, tot op dien ouderdom, van dezelfde vergoeding. Bij het overlijden der twee echtgenooten, genieten zij daarenboven van de ten bate der weduwe ingestelde overlevingsrente ten bedrage van 180 t. h. voor drie of meer kinderen van onder de zestien jaar, van 80 t. h. voor twee kinderen onder de zestien jaar en van 50 t. h. voor één kind onder zestien jaar (art. 20).

Indien bij zulk geval, de rente minder dan 360 frank is, wordt deze op dat bedrag gebracht. Het verschil is ten bezware van het Gemeen Fonds (art. 21).

Van af de overlevingsrente door de afhouding van 50 t. h. der door den werker gedane stortingen is samengesteld, bepaalt de wet dat dit zelfde bedrag wordt besteed tot samenstelling der persoonlijke ouderdomsrente voor de echtgenoot. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de echtgenoot reeds recht heeft op een persoonlijke ouderdomsrente van 720 frank. Zulks kan het geval zijn voor de vrouw die tot bij haar huwelijk in de koolmijn werd gebezigd en alzoo, door de stortingen op haar rekening gedaan, zelf een ouderdomsrente heeft verworven. De wet voorziet nochtans een bevoorrecht toestand voor de weduwe van den mijnwerker, bij geval dat zij weduwe wordt alvorens 65 jaar bereikt

te hebben, deze kan dan de uitbetaling van hare persoonlijke rente bekomen.

Dit voorrecht is afhankelijk van twee voorwaarden :

1^o Dat de afgestorven man gepensionneerd was of de voorziene voorwaarden tot het bekomen van een pensioen bezat ;

2^o Dat de weduwe gedurende minstens tien jaar zelf door opvolgende huwelijken aan een mijnwerker is vereenigd geweest (art. 25).

Het kan nochtans gebeuren dat de ouderdomsrente geen 360 frank zal bereiken, zelfs dat zij niet werd samengesteld, hetzij door voorbarig afsterven van den eehgenoot, hetzij door zijn gevorderden ouderdom. In dit geval wordt het totaal bedrag van 360 frank, 't is te zeggen het verschil tusschen het totaal bedrag en de werkelijke verworven rente, ten bezware van het Gemeen Fonds uitbetaald.

Die voordeelen vervallen bij nieuw huwelijk, maar worden bij een nieuw weduwschap weder gegeven.

In geval van ontoereikendheid der te hunnen behoefte samengestelde rente vinden de voordeelen, voorzien ten bate der weduwe en der weezen, hun rechtvaardiging in de noodwendigheid om, bij voorbarige verdwijning van den echtgenoot of vader, hun de noodige inkomsten tot bestaan te verschaffen.

In de veronderstelling dat het voorbarig afsterven aan een ongeval is toe te schrijven dat toepassing geeft op de bepalingen van de wet van 24 December 1903 op de herstelling der werkongevallen, kunnen de weduwe en weezen, krachtens deze wet, vergoedingen verkregen hebben die hun de noodige inkomsten verschaffen.

De wet voorziet in zulk geval afschaffing of vermindering der toeslagen ten bezware van den Staat of van het Gemeen Fonds (art. 27).

Om gansch volledig te zijn en den mijnwerker tegen alle gevaren te waarborgen, moet de verzekering de gevaren tegen onbekwaamheid in alle graden dekken. In den staat der huidige statistische wetenschap is het nochtans onmogelijk de er uit voortspruitende lasten te schatten. De gezonde reden vergt dus die groote hervorming trapsgewijze in te stellen en enkel die oplossing aan te nemen waarvan de onmiddellijke uitvoering mogelijk is. Het is door deze beweegreden bezielde dat de III. Lombard en Consoorten de tussenkomst der wet voorzien voor de totale onbekwame werkers die door ziekte gansch belet zijn te arbeiden en die aan een minimum van ouderdom en dienstjaren voldoen.

Het Gouvernement is van meening dat het daarin niet verder moest ingaan en dat het aan den toekomstigen wetgever voorbehouden blijft, onder de begunstiging der opgedane ondervinding, de verzekering van gedeeltelijke werkonbekwaamheid in te voeren.

Bijgevolg voorziet het wetsvoorstel dat de mijnwerkers, uit oorzaak van ziekte door eene volledige en blijvende werkonbekwaamheid aangedaan, de vervroegde uitbetaling van de op hun naam samengestelde ouderdomsrente kunnen vragen, mits aan de voorwaarden te voldoen van 30 jaar oud te zijn en gedurende minstens 10 jaar in een kolenmijnbedrijf werkzaam te zijn geweest. Onafhankelijk van deze rente wordt er hun nog een pensioen verleend van ten hoogste 720 frank dat wordt berekend op den voet van 24 frank voor ieder dienstjaar.

HOOFDSTUK II.

Pensioensbijslagen.

De invoering van het kapitalisatiestelsel voor het gelijktijdig samenstellen der ouderdomsrente, der overlevingsrente en der ouderdomsrente van de echtgenoot zou, zonder een financieele krachtingspanning welke de toestand der werkgevers en der belanghebbenden niet kon dragen, niet toegelaten hebben aan de grieven der mijnwerkers recht te laten wedervaren. Om deze inspanning aan te vullen, en in de maat dat het volledig evenwicht het toegelaten heeft, voorziet het wetsvoorstel de toekenning aan ieder werker in het kolenmijnbedrijf gebezigd en die op 60 jarigen ouderdom het bewijs indient van 30 jaar arbeid in de mijnen (en op 55 jarigen ouderdom met bewijs van 30 jaren ondergrondschen arbeid) een pensioensbijslag waarvan het bedrag volgens de regelen van een Koninklijk besluit vastgesteld, niet meer mag beloopten dan 360 frank en niet minder dan 120 frank (art. 30).

Volgens de inzichten van het Gouvernement dient er, voor het vaststellen van dit bedrag, rekening gehouden van de rijzing en daling der loonen.

De dienst dezer toelagen valt in de bevoegdheid van het Gemeen Fonds.

Deze bepaling voert eene belangrijke nieuwigheid in de inrichting van de hervorming.

Met de waarde van het pensioen met de loonschommelingen te doen overeenstemmen houdt ze rekening van de afwisselingen die in de levenskosten voorkomen en waarvan de schommelingen de weerspiegeling zijn; zij stelt daarenboven de er uit voortspruitende financieele lasten in volkomen en vaste verhouding met de tot dekking er van noodige inkomsten, deze laatste bij het verdeelingsstelsel in de evenredigheid zijnde met de loonen.

Het is wel waard de voorwaarden te herhalen onder dewelke het verleenen van dezen bijslag is onderworpen. In de eerste plaats moet de werker, wanneer hij recht op een pensioen doet gelden, in een kolenmijnbedrijf gebezigd zijn, 't is te zeggen op 60 jarigen ouderdom als hij bovengrondwerker is en op 55 jarigen ouderdom met het bewijs van dertig jaar arbeid in de ondergrondsche werken.

Die bijslag kan dus niet worden verkregen door den werker die op 60 of op 55 jaar de mijnarbeid zou hebben verlaten en aldus de hoedanigheid van mijnwerker zou verloren hebben. Een minimum arbeidsduur van dertig jaar in de mijnen wordt daarenboven vereischt.

HOOFDSTUK III.

Overgangsbepalingen.

Het toekomstig verzekeringstelsel is, volgens de opvatting van het wetsvoorstel, volstrekt op het kapitalisatiestelsel gegrond, daar de pensioenbijslag ten bezware van het Gemeen Fonds aan de op rente rechthebbenden erkend er enkel als onderschikking bijkomt.

De kapitalisatie der stortingen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, kan enkel na een langdurig tijdstip zijn werking doen gevoelen. Bijgevolg om dezelfde voordeelen te verzekeren aan de belanghebbenden, die den normalen ouderdom van het in bezit treden der verzekering hebben overschreden, is het een volstreckte

noodzakelijkheid de maatregelen te voorzien om voorloopig de belangen van het tegenwoordige geslachtte waarborgen.

Te dien einde voorziet het voorstel het verleen van :

1^o Ten bezware van den Staat aan ieder werker vóór 1906 geboren, een rente-toeslag waarvan het bedrag in bijgevoegde tabel I wordt vastgesteld (art. 35).

2^o Ten bezware van het Gemeen Fonds, aan ieder werker vóór 1900 geboren een pensioensaanvulling waarvan het bedrag in tabel II wordt vastgesteld (art. 37).

1. De toeslag van den Staat is wat, zijn bedrag betreft, geheel gelijk aan den-gene in de Algemeene Verzekeringswet voorzien. Men zal nochtans bestatigen dat het bedrag is vastgesteld zonder rekening te houden van de wezenlijke renten bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas verworven door de op naam der belanghebbenden gedaan verplichte stortingen.

Het ware in hoogste mate onrechtvaardig de toeslag van den Staat aan de mijnwerkers op een lager bedrag te brengen dan datgene dat aan arbeiders van alle categoriën wordt verleend, onder 't voorwendsel dat de persoonlijke opofferingen der eersten veel aanzienlijker zouden zijn geweest. Nochtans schrijft artikel 34 voor dat het bedrag van den toeslag en van de door de bijdrage van den Staat samengestelde renten de bij tabel I voorziene grenssommen niet mag te boven gaan. Die bepaling is noodig voor het vermijden der ten nadeele van den Staat mogelijke misbruiken.

De bijdrage van den Staat is immers, overeenkomstig artikel 13, vastgesteld per frank op de rekening van ieder belanghebbende gestort, aldus op een frank voor ieder, door de belanghebbende van 1861 tot 1868 geboren, gestorte frank.

Anderzijds kan, overeenkomstig artikel 14, het bedrag der stortingen tot 210 frank s' jaars geraken. Het brengt dus ten bezware van den Staat bijdragen van gelijk bedrag mede. Uit dien hoofde, zouden de renten daardoor voorgebracht en bij dewelke zich de in dit artikel voorziene toeslag komt voegen zouden kunnen leiden tot een bovenmatige mildheid die niet overeenstemt met de algemeene schikkingen der wet.

De wet bepaalt er zich bij een, aan dit bij de algemeene wet gevoegd gelijk barema voor te schrijven.

Die toeslag komt aan ieder werker toe bij het in bezit treden der verworven rente, op het tijdstip door de wet bepaald. Hij wordt dus aan geen enkel bewijs van armoede afhankelijk gemaakt; bovendien, wijl het in bezit treden er van ter gelijker tijd valt met die der verworven renten, kan de bovengrondwerker zijn rechten er op doen gelden van af 60 jarigen leeftijd; de mijnwerker die van dertig jaar ondergrondschen arbeid bewijst, van af den ouderdom van 55 jaar.

Deze laatste bepalingen begunstigen den mijnwerker tegenover den arbeider aan de algemeene verzekeringswet onderworpen.

Daarom is het van belang te voorzien dat de belanghebbende de bewijzen levert van zijne hoedanigheid van mijnwerker; en het is noodig gebleken in die omstandigheden het verleen van den toeslag afhankelijk te maken van de voorwaarde dat de belanghebbende als mijnwerker, zooals voorzien bij de wet, een bepaald getal stortingen, veranderlijk volgens den ouderdom, heeft gedaan.

Bijgevolg moeten de mijnwerkers ten minste 300 frank in 25 jaarlijksche stortingen hebben gedaan indien zij vóór 1900 zijn geboren :

240 frank in 20 jaarlijksche stortingen voor degenen geboren tusschen 1900 en 1891;

- 180 frank in 15 jaarlijksche stortingen voor degenen geboren tusschen 1890 en 1881 ;
120 frank in 10 jaarlijksche stortingen voor degenen geboren tusschen 1880 en 1875 ;
60 frank in 5 jaarlijksche stortingen voor degene geboren tusschen 1874 en 1868.

Met te bepalen dat de jaarlijksche stortingen boven de 24 frank enkel voor het bedrag in het berekenen van dit minimum worden gebracht, eischt het voorstel dat de werker blijk geve van poging van genoegzamen duur, tot persoonlijke voorziening en daarom wordt er een hinderpaal gesteld opdat men door een enkele belangrijke storting en vier stortingen van het kleinste bedrag zich geene te rechtvaardige rechten tot den toeslag zou kunnen verschaffen.

Er zal enkel rekening worden gehouden van de ingevolge dit voorstel gedane stortingen; de belanghebbenden mogen dus niet wijzen op de stortingen die zij overeenkomstig de algemeene wet zouden hebben gedaan. Daarentegen, kan er worden rekening gehouden van de ten gevolge dit voorstel gedane stortingen voor het berekenen van het getal stortingen te doen overeenkomstig de algemeene wet. In dit geval nochtans treedt men enkel in genot van den toeslag wanneer den vollen ouderdom van 65 jaar is bereikt.

De rechtvaardiging van het getal stortingen door de wet vereischt was onmogelijk voor de oude mijnwerkers die op het punt stonden van zich in de voorwaarden te bevinden tot in bezit treden der renten.

Bijgevolg voorziet het voorstel voor diegenen die vóór 1868 geboren zijn het recht op den toeslag onder de eenige voorwaarde van gedurende vijf achtereenvolgende jaren de stortingen gedaan te hebben met eventueel inbegrip der ingevolge de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 gedane stortingen.

2. De pensioenaanvulling wordt op zestigjarigen ouderdom verleend aan ieder mijnwerker vóór 1900 geboren, bij bewijs van 30 jaren dienst in de mijnen, en op 55 jarigen ouderdom, bij bewijs van 30 jaren ondergrondschen dienst.

De mijnwerker vóór 1900 geboren, en die door eene blijvende werkongeschiedheid is aangedaan, krijgt terzelfder tijd met de by artikel 33 voorziene voordeelen, een pensioenaanvulling die overeenkomt met een dertigste per dienstjaar van de aanvulling erkend aan de werklieden van zijn ouderdom en klas.

Indien de vereischte minimum van tienjarigen dienst in den ondergrond werd doorgebracht, wordt het deel dat hem toekomt berekend op grond van de aanvulling aan de ondergrondwerkers erkend; is hy bovengrondwerker, dan wordt enkel van de aanvulling aan de bovengrondwerkers erkend, rekening gehouden.

Het bedrag van de pensioenaanvulling, bij artikel 36 voorzien, werd op een wijze vastgesteld om aan ieder mijnwerker als hy den leeftijd van 60 jaar bereikt en bovengrondwerker was, en op den leeftijd van 55 jaar in geval hij ondergrondwerker was, een ouderdomspensioen te verleen, waarvan het bedrag door samenvoeging der verschillende deelen die in het samenstellen er van tusschenkomen, jaarlijks een middelsom bereikt van 1,500 tot 1,600 frank.

Te dien einde is er rekening gehouden :

1° Van de hypothetische ouderdomsrente vóór het in voege treden dezer wet

verkregen, overeenkomstig de bepalingen der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920;

2° Van de ouderdomsrente die in normaal stelsel, volgens de bepalingen dezer wet, bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt verkregen.

3° Van den pensioenbijslag waarvan sprake in artikel 39;

4° Van den rentetoeslag door den Staat ingevolge artikel 35 verleend;

5° Eindelijk van de pensioenaanvulling zooals voorzien bij artikel 36.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 36 geeft de vereffening der ingevolge der wet verkregen ouderdomsrente recht op het in bezit treden van de bijslagen en pensioenaanvullingen ten bezware van het Gemeen Fonds en van den toeslag ten bezware van den Staat. Nochtans de werker van 60 of 55 jaar, die verlangt zijn arbeid voort te zetten om een hoogere ouderdomsrente te verwerven, heeft het recht de vereffening van de verworven rente uit te stellen tot hij den vollen ouderdom van 65 jaar bereikt. Daardoor wordt het in bezit treden van den bijslag en het aanvullingspensioen en van den Staatstoelage verdaagd tot dat de ouderdomsrente wordt vereffend.

Het betaamt nochtans niet dat door aanwerven dezer bijkomende renten er spraak zou zijn van welke vermindering ook op het bedrag van den toeslag en de pensioenaanvulling bij artikels 30 en 34 voorzien.

Artikel 35 bepaald te dien einde, dat het bedrag hetzelfde blijft als dit aan den rechthebbende op den normalen ouderdom van 55 of 60 jaar overeenkomstig de bijgevoegde tabellen erkend, bij geval hij het werk gestaakt.

* * *

De hierna volgende tabellen laten toe zich van de werking van het wetsvoorstel rekenschap te geven.

Tabel A stelt de wijze voor volgens dewelke, in overeenkomst met het dagloon van ieder werker, zijne indeeling in de klassen en de vaststelling van het jaarlijksch bedrag der stortingen voor de samenstelling der rente bestend plaats heeft.

De tabellen B en C vatten de uitslagen samen die, in verband met de huidige economischen toestand, zouden worden tot stand gebracht, door de verbinding der verscheidene factoren die in de samenstelling der rente tusschenkomen.

Tabel B toont voor de werklieden van verschillende ouderdom en bovengronds gebezigd de rechten aan waarop zij aanspraak kunnen maken op den leeftijd van 60 jaar volgens hun staat van jonkman of gehuwd.

Tabel C geeft dezelfde inlichtingen voor de ondergrondwerker, waarvan de rechten van af den leeftijd van 55 jaar beginnen.

In tabel D wordt de belangrijkheid aangetoond der rentevermeerdering die de belanghebbenden zich kunnen aanschaffen, bij verschuiving der rentevereffening, boven de 55 jaar voor de ondergrondwerkers en boven 60 jaar voor de bovengrondwerkers.

Eindelijk, de vijfde tabel E geeft in cijfers eenige voorbeelden die toelaten de bekomen uitslagen te waardeeren, in geval van verschuiving der rentevereffening door de verschillende klassen van mijnwerkers, op verschillende ouderdom.

Tabel A. — Uitslagen verworven

ONDERGRONDSCH E MIJNWERKER.				
OUDERDOM.	Gemiddeld dagloon.	Klassen.	JAARLIJSCHE STORTING VOOR HET SAMENSTELLEN DER RENTE.	
			Niet gehuwd.	Gehuwd.
14 tot 17	Van 14 tot 15 frank	II	75	—
18	Van 15 tot 20 frank	III	105	120
19 tot 20	Van 15 tot 20 frank	id.	id.	id.
21	Dienst bij het leger	—	—	—
22	Van 24 tot 28 frank	V	165	180
23 tot 30	Van 24 tot 28 frank	id.	id.	id.
31 tot 46	Van meer dan 28 frank	VI	195	210
47 tot 50	Van 24 tot 28 frank	V	165	180
51 tot 55	Van 24 tot 28 frank	id.	id.	id.

door de in de wet voorziene stortingen.

BOVENGRONDSCH E MIJNWERKER.				
OUDERDOM.	Gemiddeld dagloon.	Klassen.	JAARLIJKSCH E STORTINGEN VOOR HET SAMENSTELLEN DER RENTE.	
			Niet gehuwd.	Gehuwd.
14 tot 17	Van 10 tot 12 frank	II	75	—
18	Van 15 tot 20 frank	III	105	120
19 tot 20	Van 15 tot 20 frank	id.	id.	id.
21	Dienst bij het leger	—	—	—
22	Van 15 tot 20 frank	III	105	120
23 tot 30	Van 15 tot 20 frank	id.	id.	id.
31 tot 46	Van 15 tot 20 frank	id.	id.	id.
47 tot 50	Van 15 tot 20 frank	id.	id.	id.
51 tot 60	Van 15 tot 20 frank	id.	id.	id.

Tabel B. — Bovengrondwerkers.

GEBORTE- JAAR.	OUDERDOM bij de aansluiting in 1925.	VERWORVEN RENTE op 60 jaar onder het stelsel der		Rentebijslag ten bezware van het Gemeen Fonds.	Rentetoeslag ten bezware van den Staat.	Pensioenaan- vulling ten bezware van het Gemeen Fonds.
		nieuwe wet.	wet van 1911 (middelrente).			
A. — Jonkmans die niet						
1910	15	1.352	—	360	—	—
1907	18	1.225	—	360	—	—
1900	25	927	46	360	200	—
1895	30	737	112	360	340	40
1890	35	520	165	360	440	80
1885	40	342	135	360	520	180
1880	45	217	109	360	580	280
1875	50	109	88	360	640	340
1870	55	56	86	360	660	360
1866	59	19	71	360	700	380
B. — Jonkmans die in 't huwelijk treden						
1910	15 (huwelijk op 22 ja- rigen ouderdom).	1.370	—	360	—	—
1910	15 (huwelijk op 28 ja- rigen ouderdom).	1.413	—	360	—	—
1907	18 (huwelijk op 22 ja- rigen ouderdom).	1.228	—	360	—	—
1907	18 (huwelijk op 28 ja- rigen ouderdom).	1.246	—	360	—	—
1900	25 (huwelijk op 30 ja- rigen ouderdom).	895	46	360	200	—
1890	35 (huwelijk op 40 ja- rigen ouderdom).	432	165	360	440	80
C. — Gehuwde van af de						
1900	25	895	46	360	200	—
1895	30	651	112	360	340	40
1890	35	432	165	360	440	80
1885	40	301	135	360	520	180
1880	45	211	109	360	580	280
1875	50	125	88	360	640	340
1870	55	64	86	360	660	360
1866	59	22	71	360	700	380

(1) Niet inbegrepen de gebeurlijke toeslag ten bezware van den Staat (hier 54 frank).

(2) Niet inbegrepen de gebeurlijke toeslag ten bezware van den Staat (hier 120 frank) noch den toeslag (van 58 frank) ten bezware van het Gemeen Fonds.

(Ouderdomsrente op 60 jaar.)

TOTAAL.	RENTE DER WEDUWE.		OUDERDOMSRENTE op 65 jaar ten bate van de echtgenoot.		GEBEURLIJKE VEREFFENING der voorbedoelde rente op 60 jaar bij geval van weduwstaat der echtgenoot (artikel 24).	
	Bedrag.	Verworven op den ouderdom van	Bedrag.	Verworven op den ouderdom van	Rente verminderd tot	Aanvulling ten bezware van het Gemeen Fonds.

in 't huwelijk treden.

1.712	—	—	—	—	—	—
1.585	—	—	—	—	—	—
1.533	—	—	—	—	—	—
1.589	—	—	—	—	—	—
1.565	—	—	—	—	—	—
1.537	—	—	—	—	—	—
1.546	—	—	—	—	—	—
1.537	—	—	—	—	—	—
1.522	—	—	—	—	—	—
1.530	—	—	—	—	—	—

na eenige jaren aansluiting.

1.730	360	28	360	33	217	143
1.773	360	28	360	31	217	143
1.588	360	30	360	36	217	143
1.606	360	29	360	35	217	143
1.501	360	36	360	45	217	143
1.477	360	47	287	60	173	187

aansluiting.

1.501	360	36	360	45	217	143
1.503	360	42	360	54	217	143
1.477	360	47	287	60	173	187
1.496	360	53	130	60	78	282
1.540	360	57	52	60	31	329
1.553	306 ⁽¹⁾	60	—	—	—	360
1.530	182 ⁽²⁾	60	—	—	—	360
1.533	69 ⁽²⁾	60	—	—	—	360

(¹) Niet inbegrepen de gebeurlijke toeslag ten bezware van den Staat (hier 120 frank) noch den toeslag (van 171 frank) ten bezware van het Gemeen Fonds.

Tabel C. — Ondergrondwerkers

GEBORTE- JAAR.	Ouderdom bij de aansluiting in 1925.	VERWORVEN RENTE op 55 jaar onder het stelsel.		Rentebijslag ten bezware van het Gemeen Fonds.	Rentetoeslag ten bezware van den Staat.	Pensioen- aanvulling ten bezware van het Gemeen Fonds.
		Nieuwe wet.	Wet van 1911 (middelrente).			
A. — Jonkmans die niet						
1910	15	1.387	—	360	—	—
1907	18	1.308	—	360	—	—
1900	25	1.038	29	360	200	—
1895	30	832	71	360	340	40
1890	35	573	106	360	440	140
1885	40	343	86	360	520	280
1880	45	185	70	360	580	380
1875	50	69	56	360	640	400
1871	54	23	47	360	660	420
B. — Jonkmans die in 't huwelijk						
1910	15 (huwelijk op 22 ja- rigen ouderdom).	1.396	—	360	—	—
1910	15 (huwelijk op 28 ja- rigen ouderdom).	1.420	—	360	—	—
1907	18 (huwelijk op 22 ja- rigen ouderdom).	1.292	—	360	—	—
1907	18 (huwelijk op 28 ja- rigen ouderdom).	1.318	—	360	—	—
1900	25 (huwelijk op 30 ja- rigen ouderdom).	1.014	29	360	200	—
1890	35 (huwelijk op 40 ja- rigen ouderdom).	507	106	360	440	140
C. — Gehuwde van						
1900	25	1.014	29	360	200	—
1895	30	789	71	360	340	40
1890	35	507	106	360	440	140
1885	40	272	86	360	520	280
1880	45	165	70	360	580	380
1875	50	76	56	360	640	400
1871	54	25	47	360	660	420

(¹) Niet inbegrepen de gebeurlijke toeslag (hier van 110 fr.) ten bezware van den Staat.

(²) Niet inbegrepen de gebeurlijke toeslag (hier van 120 fr.) ten bezware van den Staat, noch diegene van (140 fr.) ten bezware van het Gemeen Fonds.

(ouderdomsrente op 55 jaar).

TOTAAL.	RENTE DER WEDUWE.		OUDERDOMSRENTE op 65 jaar ten bate van de echtgenoot.		GEBEURLIJKE VEREFFENIG der voorbedoelte rente op 60 jaar bij geval van weduwstaat der echtgenoot (artikel 24).	
	Bedrag.	Verworven op den ouderdom van	Bedrag.	Verworven op den ouderdom van	Rente verminderd tot	Aanvulling ten bezware van het Gemeen Fonds.

in 't huwelijk treden.

1.747	—	—	—	—	—	—
1.668	—	—	—	—	—	—
1.627	—	—	—	—	—	—
1.643	—	—	—	—	—	—
1.619	—	—	—	—	—	—
1.589	—	—	—	—	—	—
1.575	—	—	—	—	—	—
1.525	—	—	—	—	—	—
1.510	—	—	—	—	—	—

treden na eenige jaren aansluiting.

1.756	360	25	360	29	217	143
1.780	360	28	360	28	217	143
1.652	360	27	360	31	217	143
1.678	360	28	360	30	217	143
1.603	360	32	360	36	217	143
1.553	360	42	360	48	217	143

af de aansluiting.

1.603	360	32	360	36	217	143
1.600	360	36	360	41	217	143
1.553	360	42	360	48	217	143
1.518	360	47	360	55	217	143
1.555	360	52	103	55	62	298
1.532	250 (1)	55	—	—	—	360
1.512	91 (2)	55	—	—	—	360

**Tabel D¹. — Vermeerdering der op 55 of 60 jarigen ouderdom
verworven rente bij verschuiving der rente vereffening (art. 19 en 37).**

(Barema thans in zwang bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.)

OUDERDOM op welken de uitbetaling van het pensioen is gevraagd.	POURCENTAGE DER VERHOOGING VAN DE RENTE.	
	Ouderdom van wanneer de rente haren normalen omloop neemt.	
	55 jaar.	60 jaar.
56.	8,39 %	—
57.	17,81 »	—
58.	28,49 »	—
59.	40,45 »	—
60.	53,58 »	—
61.	68,98 »	9,93 %
62.	86,25 »	21,19 »
63.	105,88 »	33,94 »
64.	128,49 »	48,67 »
65.	154,45 »	65,56 »

**Tabel D². — Rente verworven door de jaarlijksche storting van een frank,
de ingenottreding bepaald zijnde op eenen der hierna bepaalden ouderdom.**

(Barema thans in zwang bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.)

OUDERDOM op welken de rente haren omloop neemt.	BIJGEVOEGDE RENTE BEKOMEN PER GESTORTE FRANK.	
	Ouderdom na dewelken nog stortingen worden gedaan.	
	55 jaar.	60 jaar.
56.	0,076	—
57.	0,162	—
58.	0,257	—
59.	0,369	—
60.	0,495	—
61.	0,637	0,092
62.	0,797	0,197
63.	0,978	0,315
64.	1,185	0,449
65.	1,420	0,600

Tabel E. — Verkregen uitslagen in geval van

De dagloonen en de stortingen die in rekening komen voor het vaststellen der pensioenen zijnde behouden tot op den

I. — Ondergrondse

Geboortejaar.	VEREFFENING OP 55 JAAR.		VEREFFENING OP 56 JAAR				VEREFFENING DER	
	Rente verworven op 55 jaar door toepassing der nieuwe wet en der wet van 1911.	Totaal der rente, pensioen bijslagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.	Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijslagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.
<i>Jonkmans die niet</i>								
1910	1.387	1.747	116	12	128	1.875	395	42
1890	679	1.619	56	12	68	1.687	193	42
1870	70	1.510	5	6	11	1.521	19	21
<i>Gehuwde van af</i>								
1900	1.043	1.603	87	13	100	1.703	297	46
1880	235	1.555	19	6	25	1.580	66	23

II. — Bovengrondse

Geboortejaar.	VEREFFENING OP 60 JAAR.		VEREFFENING OP 61 JAAR.				VEREFFENING	
	Rente verworven op 60 jaar door toepassing der nieuwe wet en der wet van 1911.	Totaal der rente, pensioen bijslagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.	Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijslagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.
<i>Jonkmans die niet</i>								
1910	1.352	1.712	134	9	143	1.855	458	33
1890	685	1.565	68	9	77	1.642	232	33
1866	90	1.550	8	4	13	1.563	30	16
<i>Gehuwde van af</i>								
1900	941	1.501	93	11	104	1.605	319	37
1880	320	1.540	31	5	36	1.576	108	18

verschuiving der rentevereffening (art. 19 en 37).

op 55 jaar (ondergrond) of 60 jaar (bovengrond) worden, veronderstelling, aanzien als ouderdom der rentevereffening.

mijnwerkers.

RENTE OP 55 JAAR.		VEREFFENING DER RENTE OP 60 JAAR.				VEREFFENING DER RENTE OP 62 JAAR.			
Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijlagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.	Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijlagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.	Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijlagen, toeslagen en aanvullingen.
<i>in 't huwelijk treden.</i>									
437	2.184	744	81	825	2.572	1.496	131	1.327	3.074
235	1.854	364	81	445	2.064	585	131	716	2.335
40	1.150	37	40	77	1.587	60	65	125	1.635
<i>de aansluiting.</i>									
343	1.946	559	89	648	2.251	899	143	1.042	2.645
89	1.644	126	44	170	1.725	202	71	273	1.828

mijnwerkers.

OP 63 JAAR.		VEREFFENING OP 63 JAAR.							
Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijlagen, toeslagen en aanvullingen.	Vermeerdering der rente.	Nieuwe rente.	Totaal.	Totaal der rente, pensioen bijlagen, toeslagen en aanvullingen.				
<i>in 't huwelijk treden.</i>									
491	2.203	886	63	949	2.661				
265	1.830	449	63	512	2.077				
43	1.576	59	31	90	1.620				
<i>de aansluiting.</i>									
356	1.857	616	72	688	2.189				
125	1.666	209	36	245	1.785				

Voor het vaststellen dezer uitslagen, wordt bij veronderstelling aangenomen, dat ieder werker gedurende zijn leeftijd werkzaam was in de verschillende klassen die de typischen loopbaan van een mijnwerker kenmerken, hetzij hij boven of onder den grond arbeidde.

Bovendien wordt nog verondersteld dat de dagloonen op het zelfde bedrag, als in den tegenwoordigen oëconomischen toestand, vastgesteld blijven. Verhooging of vermindering van dagloon zou voor gevolg hebben voor de belanghebbende mijnwerker in een ander klas in te deelen en zou een verandering in hun stortingen medebrengen. De loonen die dienen voor het berekenen der renten ingeschreven op tabellen B en C, zijn deze die op het einde van 't jaar 1922 werden gewonnen. Sedert dien werden er in al de kolenmijnbedrijven van het land loonsverhoogingen toegestaan. Deze loonsopslag zou voor gevolg gehad hebben de vastgestelde uitslagen der verzekering in den zin van een vermeerdering te wijzigen.

Onder voorbehoud dezer opmerkingen moeten de door de tabellen voorgestelde uitslagen als volgt worden samengevat :

In normalen tijd, kan ieder vóór 1906 geboren mijnwerker, door een regelmatig en bestendigen arbeid in de mijnen een ouderdomspensioen bekomen waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld.

Jonkman.

Indien hij van af den ouderdom van 15 jaar onder den grond werkt :

$$1.387 \text{ (ouderdomsrente)} + 360 \text{ (pensioenbijslag)} = 1.747 \text{ frank.}$$

Indien hij van af den ouderdom van 18 jaar onder den grond werkt :

$$1.308 \text{ (O. R.)} + 360 \text{ (R. B.)} = 1.680 \text{ frank.}$$

Het in bezit treden dezer rente neemt ingang op den volledigen ouderdom van 55 jaar.

Gehuwde werklieden.

Indien hij van af den ouderdom van 15 jaar boven den grond heeft gewerkt :

$$1.352 \text{ (R.)} + 360 \text{ (P. B.)} = 1.712 \text{ frank.}$$

Indien hij van af den ouderdom van 18 jaar boven den grond heeft gewerkt :

$$1.225 \text{ (R.)} + 360 \text{ (P. B.)} = 1.585 \text{ frank.}$$

Het in bezit treden dezer rente neemt ingang op 60 jarigen ouderdom.

In het overgangstijdperk.

Jonkman.

De werkman van 30 jarigen ouderdom, indien hij onder den grond is werkzaam geweest, ontvangt wanneer hij 55 jaar oud is, de ouderdomsrente die hij door de bepalingen dezer wet heeft verworven met bijvoeging der gebeurlijke renten

verworven door de werking der bepalingen voorzien in de in voege zijnde samengeordende wetten (R'), een pensioenbijslag ten bezware van het Gemeen Rentefonds (P. B.), een toeslag ten bezware van den Staat (T), alsook een pensioensaanvulling ten bezware van hetzelfde Fonds (P. A.).

Zijn ouderdomsrente is gelijk aan $832 (R.) + 71 (R') + 360 (P. B.) + 340 (T.) + 40 (P. A.) = 1.643$ frank.

De bovengrondwerker van gelijken ouderdom zal op zestigjarigen ouderdom eene rente genieten van :

$$737 (R.) + 112 (R') + 360 (P. B.) + 340 (T.) + 40 (P. A.) = 1.589 \text{ frank.}$$

De mijnwerker van 50 jaar indien hij onder den grond werkt zal op 55 jarigen ouderdom een rente genieten van :

$$69 (R.) + 56 (R') + 360 (P. B.) + 640 (T.) + 400 (P. A.) = 1.525 \text{ frank.}$$

Gehuwde werklieden.

1° Mijnwerker die na eenige jaren aansluiting in den echt treedt :

De werker van 15 jaar die huwt op 22 jaar en in den ondergrond heeft gewerkt zal op 55 jaar een ouderdomsrente verwerven van :

$$1.396 (R.) + 360 (P. B.) = 1.756 \text{ frank.}$$

De mijnwerker van 35 jaren, die op 40 jarigen ouderdom in 't huwelijk treedt, zal een ouderdomsrente verwerven van :

$$507 (R.) + 106 (R') + 360 (P. B.) + 440 (T.) + 140 (P. A.) = 1.553 \text{ frank.}$$

De mijnwerker van 15 jaar oud, die op 22 jaar in het huwelijk treedt, indien hij bovengrondwerker is, zal op zestigjarigen ouderdom eene ouderdomsrente hebben verworven van :

$$1.370 \text{ frank } (R.) + 360 (P. B.) = 1.730 \text{ frank.}$$

De werker van 35 jaar, die op 40 jarigen ouderdom in 't huwelijk treedt, zal een ouderdomsrente verwerven van :

$$432 (R.) + 165 (R') + 360 (P. B.) + 440 (T.) + 80 (P. A.) = 1.477 \text{ frank.}$$

2° Werker sinds zijne aansluiting gehuwd :

De werker van 25 jaar oud, indien hij ondergrondwerker is, zal op 55 jarigen ouderdom eene ouderdomsrente hebben verworven gelijk aan :

$$1.014 (R.) + 21 (R') + 360 (P. B.) + 200 (T.) = 1.603 \text{ frank.}$$

De werker van 40 jaar zal op 55 jarigen ouderdom een ouderdomsrente hebben van :

$$272 (R.) + 86 (R') + 360 (P. B.) + 520 (T.) + 280 (P. A.) = 1.518 \text{ frank.}$$

De werker van 25 jaar die bovengronds wordt gebezigd zal op 60 jarigen ouderdom een ouderdomsrente hebben verworven van :

$$895 (R.) + 46 (R') + 360 (P. B.) + 200 (T.) = 1.501 \text{ frank.}$$

De werker van 45 jaar zal op denzelfden ouderdom als hooger een ouderdoms-rente verwerven van :

$$211 (R.) + 109 (R'.) + 360 (P. B.) + 580 (T.) + 280 (P. A.) = 1.540 \text{ frank.}$$

Weduwe van mijnwerker.

De weduwe van een mijnwerker heeft recht, van af haar weduwschap en zonder andere voorwaarden, op een overlevingsrente van 360 frank die wordt samengesteld door de bij de Algemeene Spaar en Lyfrentkas verworven rente, door den toeslag van den Staat en den gebeurlijken toeslag ten bezware van het Gemeen Fonds.

Indien haar echtgenoot bij zijn dood reeds in het bezit was van een pensioen, of in de voorwaarden om het te verkrijgen, en indien zij gedurende ten minste tien jaar met een mijnwerker is gehuwd, heeft zij bovendien recht, op zestig-jarigen leeftijd, op de vereffening van de rente van echtgenoot dat aangevuld wordt door eene ouderdomstoelaag ten bezware van het Gemeen Fonds, bijaldien het pensioen geen 360 frank bereikt.

Buiten dit geval neemt de ouderdomsrente van de echtgenoot ingang op den ouderdom van 65 jaar.

HOODSTUK IV.

Rechthebbenden op lijfrente, pensioenen en toelagen vóór het in voege stellen der wet verleend.

Het verzekeringstelsel door dit wetsvoorstel ingesteld is niet van toepassing op de werkers die, bij het in voege stellen der wet, reeds in het bezit zijn van een overeenkomstig de bepalingen der samengeordende wetten verleend pensioen of pensioenaanvulling.

Het was volstrekt noodzakelijk wettelijke maatregelen te voorzien om hun het bezit der erkende voordeelen te handhaven. Behalve deze werklieden, aan dewelke dienen bijgevoegd de weduwe in bezit van een pensioen, zijn er een groot getal belanghebbenden, die zonder in bezit te zijn van een pensioen nochtans in de huidige wetgeving het recht putten tot een pensioen waarvan de vereffening wordt verschoven tot dat zij den vereischten ouderdom bereiken. Het zijn namelijk de weduwe van gepensioneerde werklieden die de vereischte voorwaarden tot verleening van een pensioen niet bezitten en waarvan het recht geschorst wordt tot zij den leeftijd van 60 jaar hebben bereikt.

Het zijn bovendien ziekelijke werkers die, alhoewel het vereischte getal dienstjaren bezittend, nochtans het in bezit treden van het pensioen moeten afwachten tot zij den ouderdom van 55 of 60 jaar hebben bereikt, volgens zij onder- of bovengronds hebben gearbeid.

Bovendien worden er nog overeenkomstig de wet van 9 April 1922, ten bezware van het Nationaal Fonds, toelagen erkend aan de weduwen en aan zeker categoriën van ziekelijke werklieden.

Het Gouvernement heeft de noodzakelijkheid erkend aan al die belangheb-

benden de volheid te handhaven der door de thans in voege zijnde wetten voorbehouden rechten.

Een koninklijk besluit zal de regelen samenordenen volgens dewelke deze pensioenen en toelagen worden verleend, in overeenkomst met de wet van 20 Augustus 1920 en met het uitvoeringsreglement, overeenkomstig de wet van 9 April 1922, door het Nationaal Fonds vastgesteld (art. 3, § 3.)

De wet van 20 Augustus 1920 erkende, gedurende een tijdbestek van drie jaar, een tijdelijke vergoeding van 360 frank aan als de mijnwerkers in bezit van een pensioen, verleend overeenkomstig de bepalingen van de pensioenen ten behoeve van de mijnwerkers.

Deze vergoeding wordt in de wet behouden (art. 39-40) totdat de delging der onder de bepalingen der samengeordende wetten verleende pensioenen is bewerkstelligd.

Daar de economische toestanden van het bestaan zwaarder wegen op degenen die geen ander inkomsten hebben dan het hun verleend pensioen, zou het in de hoogste mate onrechtvaardig zijn de gunsten der nieuwe wetgeving voor te behouden alleen aan deze mijnwerkers die bij het in voege stellen der wet in de mijnen werkzaam waren. Daarom voorziet de wet ten voordeele der eersten een pensioentoeslag van gelijk bedrag als dit bij artikel 53 voorzien. Dat bedrag, vastgesteld door de bij koninklijk besluit te bepalen regelen, mag niet hooger komen dan 360 frank en niet minder zijn dan 120 frank (art. 41).

De bepalingen van de artikelen 42 en 43 laten toe, in de berekening der dienstjaren, den tijd op te nemen welke is verlopen tusschen den 4 Augustus 1914 en den 1 Februari 1919, in ballingschap of in dienst van het Belgisch leger of in dat der Bondgenooten doorgebracht.

Deze bepalingen zijn van toepassing zoowel op de mijnwerkers aan de samengeordende wetten onderworpen, als aan diegenen onderworpen aan dit wetsvoorstel.

TITEL III.

Renteorganisatie.

Onder de talrijke vraagstukken omtrent het ingewikkeld stelsel der ouderdomspensioenen van de mijnwerkers die eene noodzakelijke oplossing vergen, is een der meest gewichtigste, dat ook aan de belanghebbende middens groote bezorgdheid heeft ingeboezemd, dat van de technische en bestuurlijke inrichting van de verzekering.

Volgens dezen zou de voorkeur moeten worden gegeven aan de corporatieve inrichtingen der voorzorgskassen, en langs dien weg zou de tegemoetkoming moeten worden verzekerd der verschillende factoren der productie, op een terrein waar de sociale belangen minder tegenstrijdig zijn.

De inrichting van een zelfstandige pensioenskas der mijnwerkers, voorzien in het voorstel van M. De Bruyne en in dat van M. Lombard, beantwoordt aan die opvatting. In tegenstelling met deze, prijzen anderen de vereenigde inrichting aan van twee kassen : eene patronale kas en een werkliedenkas, die beide belast met de hun eigen belangen, voor doel zouden hebben aan den mijnwerker, hetzij onder

vorm van kapitalisatie, hetzij onder vorm van verdeling, de verschillende voordeelen te verleenen waarvan de samenvoeging een ouderdomsrente zou vormen.

Nevens deze oplossingen, die beide uit verschillende opvattingen der sociale noodwendigheden voortspruiten, stelde zich ook het vraagstuk om te weten, of onder het toekomstige stelsel, het van belang was de tweevoudige inrichting te behouden belast met de verwezenlijking der ouderdomsrente van de mijnwerkers, in dezelfde vormen als deze door de samengeordende wetten vastgesteld.

Het tot stand brengen der éénheid, met de zelfstandige kas in de plaats te stellen van de algemeene Spaar- en Lijfrentkas voor den dienst der samenstelling der ouderdomsrente, zooals de voorstellen van de HH. De Bruyne en Lombard het voorzien, zou, volgens de inzichten dezer laatsten, zekere voordeelen medebrengen, waarvan de waardeerbaarste zou zijn een vermindering in de algemeene kosten van de verzekering. Doen wij opmerken dat deze formule een grooten hinder zou veroorzaken met de mijnwerkers aan de toepassing der algemeene verzekeringswet te onttrekken en diegene aan twee verschillende stelsels te onderwerpen, die gedurende hun bestaan opvolgentlijk in de koolmijnen en in een andere nijverheid werden gebezigd.

In dezen staat van zaken, heeft het Gouvernement het voordeelijker geacht deze dualiteit te behouden met, langs eenen kant, aan de Algemeene Lijfrentekas de opdracht toe te vertrouwen van de samenstelling der ouderdomsrente en van het Gemeen Fonds, waarvan de instelling in het wetsvoorstel is voorzien, te gelasten met den dienst der pensioenen.

Het inrichten van dat Fonds geeft gedeeltelijk aan de Heeren De Bruyne en Lombard de gevraagde voldoening. Het beantwoordt ook aan onbetwistbare finantieele noodzakelijkheden; het verdeelingsstelsel, dat de basis vormt van het Rentewezen, schijnt, in den tegenwoordigen oeconomischen toestand, enkel leefbaar op voorwaarde van een vast evenwicht tusschen de lasten en de inkomsten in te voeren door de vereeniging der verzekeringsdiensten.

Het vraagstuk is op dit oogenblik niet meer te stellen van het tot stand brengen der verzekering aan verscheidene organismen toe te vertrouwen, die elk onafhankelijk van elkander optreden en in de grenzen van een bepaalden kring; de ondervinding, onder de wet van 5 Juni 1911 opgedaan, heeft klaar de onstandvastigheid van zulke opvatting bewezen en ook hoe, met het oog op het financieel evenwicht, de goede gevaren ten bate van de kassen verworven werden die er de voordeelen uittrokken, terwijl de onkosten die uit de uitzonderlijke slechte gevaren voortkwamen er toe strekten een deel der verzekeringskosten ten bezware van den Staat te stellen.

Om overeen te komen met de beginselen der solidariteit die de basis uitmaakt der verzekering, is het volstrekt noodzakelijk dat de lasten en de inkomsten worden bijeengevoegd, en dat de billijke vereffening overeengekomen tusschen de mijnbedrijven der oude kolenbekken en deze der nieuwe, door het gelijkmaken der gevaren, toelaat om, met een financieel evenwicht, eene juiste verdeling der lasten te bewerkstelligen.

Om dit doel te bereiken, is het noodig een enkel centraal organisme met de uitvoering der verzekering te gelasten. Daaruit spruit de noodzakelijkheid van de inrichting van een Gemeen Rentefonds. Dat Fonds zal de vergaarbak zijn waarin,

na afhouding voor de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas der sommen tot samenstelling der ouderdomsrente bestemd, de bijdrage der werkgevers en die der werknemers zullen worden gestort.

't Is ook het Gemeen Fonds dat zal gelast zijn met de onkosten der verzekering te dekken en zijne regelmatige werking, in eenheid van handeling, te verzekeren. Deze centralisatie moet nochtans niet, zooals wordt voorgesteld, de afschaffing der gewestelijke inrichtingen met zich medeslepen. Het wetsvoorstel voorziet, onder naam van Voorzorgskassen, de uitdrukkelijke inrichting van deze laatste. Zij zullen de uitvoerende organismen der verzekering uitmaken. Niemand, dan deze organismen, door hunne toenadering met de belanghebbenden, is beter geschikt om de menigvuldige plichten te vervullen die de uitvoering van de verzekering medebrengt : het inzamelen der bijdragen, het verleenen van pensioenen en toeslagen waarop de belanghebbenden recht hebben en de geschillen slechten waaraan de toekenning kan aanleiding geven. Niets heeft meer bijgedragen tot verspreiding van het gemeenschappelijk gevoel en tot de ontwikkeling der sociale verzekering.

De wetgevende actie moet zich enkel door de opgedane ondervinding bepalen tot verbetering van hun financieel stelsel, tot hun aanpassing aan de door het voorstel vastgestelde nieuwe regelen om er alzoo tevens de nuttige en noodzakelijke helpers van het Gemeen Fonds van te maken.

HOOFDSTUK I.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt er mede belast de ouderdomsrente, de overlevingsrente en de ouderdomsrente der echtgenooten vast te stellen (art. 43). Zij dient de sommen te ontvangen die tot dat einde worden afgehouden van de stortingen door de werkgevers en de werknemers gedaan in overeenkomst met artikel 5; zij heeft voor plicht er de verdeeling van te verzekeren op de verschillende rekeningen der belanghebbenden en de noodige kapitalen voor het samenstellen der rente te vormen en den dienst er van te verzekeren.

De zorgen die zij onder de huidige wetgeving heeft besteed aan het vervullen dezer zending en de inrichting harer diensten zijn een zekere waarborg voor den goeden uitslag van haren tusschenkomst.

Daar het noodzakelijk is dat de maatregelen tot de uitvoering der wet in overeenkomst met de bevoegde besturen worden getroffen, heeft artikel 43 voorzien dat de daartoe noodige reglementen door den Minister van Nijverheid en Arbeid worden goedgekeurd.

HOOFDSTUK II.

Gemeen Rentefonds.

Het voorstel stelt, voor den dienst van de pensioenen der mijnwerkers, onder benaming van Nationaal Rentefonds der Mijnwerkers, een gemeen Fonds in, onder den waarborg van den Staat.

Het gemeen Fonds bezit den waarborg van den Staat; het is in naam van het algemeen belang dat de wet in het domein der voorziening ingrijpt om het verzekeringstelsel in te richten en zelfs door verplichting op te leggen; zij bepaalt er de grondbeginselen van; zij regelt er de modaliteiten van en eigent zich het recht toe van toezicht en van controle.

In die voorwaarden is het niet aannembaar dat het Gouvernement de uit dien hoofde aanvaarde verantwoordelijkheid zou kunnen verstooten en dat de tegenover de belanghebbende aangegane verbintenissen zouden worden verloochend. Uit die reden, moet men tot den waarborg van den Staat overgaan.

Artikel 47 bepaalt de rechtelijke grondregel van het Gemeen Fonds en de er aan erkende voordeelen.

Overeenkomstig artikel 52 heeft het Gemeen Fonds voor hoofdverbintenis al de lasten te dragen die de verzekering medebrengt, buiten de samenstelling der ouderdomsrente.

Deze lasten bestaan uit :

1^o De pensioensbijslag en de pensioensaanvulling ten laste der mijnwerkers, de toeslag en de toelage ten voordeele der weduwen, weezen en echtgenooten;

2^o De pensioen en de pensioensaanvulling en de toeslag ten voordeele der rechthebbenden krachtens de wetten van 30 Augustus 1920 en 9 April 1922 en ook de toeslag erkend door artikel 41 (art. 52).

De uitbetaling dezer verschillende bedragen wordt verzekerd door de Voorzorgskassen die er de dekking van vinden bij het Gemeen Fonds. Bij aangelegenheid voorschiet het zelfs deze bedragen.

Het Gemeen Fonds neemt nog tot zijnen last de voordeelen erkend aan de gepensionneerde mijnwerkers, aan de weduwen van gepensionneerde mijnwerkers die aan verlaten kolenmijnen hebben toegehoord. Het voorziet in al de uitgaven van bestuur en van stijving der verzekering.

Artikel 56 vertrouwt eindelijk aan het Gemeen Fonds de uitvoering, in gemeen overleg met de Voorzorgskassen, van de met vreemde landen gesloten overeenkomsten in betrek met de ouderdomsrenten.

Om in deze financieele uitgaven te voorzien beschikt het Gemeen Fonds over :

1^o Het vermogen van het Gemeen Pensioenfonds ingesteld door de wet van 20 Augustus 1920, zooals het gevestigd is bij het in voege treden der wet.

2^o De stortingen der mijnwerkers en de bijdragen van de kolenmijnondernemers overeenkomstig artikel 5 en na afhouding der sommen voor het samenstellen der pensioenen bestemd. Bij deze stortingen worden nog gebeurlijk de bijdragen gevoegd van de mijnondernemers, waarvan spraak in artikel 2, de kapitalen die het worden toebedeeld bij artikel 30 en de giften en legaten.

De bestemming dezer sommen gebeurt volgens de hiernastaaende regelen.

De gewone inkomsten van het gemeen Fonds, 't is te zeggen, de stortingen der werkgevers en der werknemers, tot het beloop der beschikbare sommen, alsook de bijkomende inkomsten worden besteed tot dekking der normale en vaste lasten der verzekering en aan degene die voortspruiten uit de uitbetaling

der pensioenen en toeslagen, in de in voege zijnde samengeordende wetten voorzien.

Wat betreft de pensioensaanvullingen voorzien bij artikel 36 en die moeten dienen om tijdelijk aan de verzekerde, vóór 1900 geboren, dezelfde voordeelen te verleenen als deze die worden aan de andere werkers erkend, besteedt de wet tot hun dekking, volgens hierna vermeld stelsel, de kapitalen die bij het in voege treden der wet, het vermogen uitmaken van het Nationaal Pensioenfonds.

Het bedrag der aanvulling aan ieder belanghebbende verleend wordt door de aan de wet gevoegde tabel II bepaald; dat bedrag, alsook het tijdperk van in genottreding ervan, verandert volgens de klas der mijnwerkers aan dewelke de belanghebbende toebehoort, hetzij ondergrond- of bovengrondwerker; het beloopt respectievelijk 420 frank voor den ondergrondwerker wiens recht op pensioen openvalt op 55 jaar en op 360 frank voor den bovengrondwerker, waarvan de recht op 60 jaar openvalt. Bovendien is afnemend volgens den leeftijd der belanghebbenden, bij het in werking stellen der wet.

Men weet dat, volgens de bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas in gebruik zijnde tarieven (door Koninklijk besluit van 31 December 1920 goedgekeurd, bedraagt de aangenomen intrest 4 %, de sterftemogelijkheid wordt volgens de Belgische tabel berekend en de bestuurskosten vastgesteld op den voet van 5 t. h. der inkomsten) eene onmiddellijke rente van 12 frank per jaar, bij afstand van kapitaal en betaalbaar bij het in leven zijn (de begonnen maanden worden betaald in het geheel of in deel) verkregen wordt voor het storten van eene som van fr. 156,32 op 55 jaar en van fr. 135,88 op 60 jaar.

Om op den ouderdom van 55 jaar eene jaarlijksche lijfrente van 420 frank te verwerven dient er een kapitaal te worden uitgegeven van $\frac{156.32 \times 420}{12}$
= 5.471.20 frank.

Om op den ouderdom van 60 jaar eene jaarlijksche lijfrente van 360 frank te verwerven zal het kapitaal bedragen $\frac{135.88 \times 360}{12}$ = 4.076.40 frank.

Met deze sommen te vermenigvuldigen met het getal dergene die, van af het eerste jaar, recht hebben op een pensioensaanvulling van 420 frank of 360 frank, bekomt men de sommen noodig om, tot bij uitsterving, den dienst der aanvullingen te verzekeren.

Om zich van het opslorplingsstelsel van het kapitaal rekening te geven, kan men bestatigen dat een kapitaal van fr. 5.690.14, het eerste jaar der verzekering ten bate van een mijnwerker van 55 jaar samengesteld, op het einde van 't jaar en op den voet van 4 t. h. 's jaars eene rente voortbrengt van fr. 227.60. Dat kapitaal wordt alzoo gebracht op 5.690.04 + 227.60 = 5.917.64. Daar moet men nochtans het bedrag der aanvulling van aftrekken om, op het einde van het jaar, het totale kapitaal op 5.917.64 - 420 = 5.397.64 frank terug te brengen.

Door eene gelijksoortige berekening wordt in den loop van het tweede jaar het kapitaal van fr. 5.397.64 vermeerderd met fr. 215.90 interest, maar weer verminderd voor de pensioensaanvulling van 420 frank. Het wordt dus op fr. 5.192.64 teruggebracht, en zoo voort tot op den oogenblik dat de aanvulling

van pensioen einde neemt door het waarschijnlijk afsterven van den belanghebbende, hetzij minder dan 17 jaren na de in genottreding ervan en door volledige opslorping van het kapitaal.

Het vermogen van het Nationaal Fonds zal op het einde van het dienstjaar ongeveer 48 miljoen bereiken. Deze som zal waarschijnlijk toereikend zijn om de pensioensaanvullingen volledig te dekken.

Indien het getal der rechthebbenden op eene nauwkeurige wijze moeilijk te bepalen is, gezien de vereischte voorwaarden van het bewijs te leveren gedurende dertig jaar in de kolenmijnen werkzaam te zijn geweest, is bovenbedoeld getal nochtans aanzienlijk met het oog op de rechten op een pensioen dat van af 55 jaar aan de ondergrondsche werken wordt geopend.

In die voorwaarden komen er twee veronderstellingen voor :

Indien dit vermogen ontoereikend is, wordt het aangevuld door het jaarlijksch overschot der gewone inkomsten op de uitgaven (art. 53).

Indien het vermogen toereikend is, wordt het overschot gestort in het reservefonds.

Artikel 51 voorziet inderdaad de instelling van een reservefonds.

De bestemming er van wordt door artikel 54 bepaald en deze reserve heeft voor doel :

1° De dekking der eventueele ontoereikendheid van de gewone stijving van het bijzonder Fonds voor pensioensaanvulling;

2° Den regelmatigigen dienst der pensioenentoeslagen en toelagen te waarborgen;

3° Om te voorzien in de eventueels verliezen van het Gemeen Fonds en de voorschotten weer te geven die de Staat zou toegekend hebben, krachtens den waarborg door het voorstel erkend.

Deze bepalingen voorzien het geval, waarbij door buitengewone voorvallen, zooals staking, oorlog, enz., de gewone inkomsten van de verzekering ontoereikend zouden zijn om de normale lasten te dekken.

Naarmate de verzekering zich uitbreidt, verminderen ook de sommen noodig tot het samenstellen der mathematische reserves der pensioensaanvullingen, uit hoofde van het afnemend bedrag dezer aanvullingen en van hun tijdelijk karakter.

Het overschot der inkomsten op de uitgaven wordt alsdan aan het reservefonds toegekend artikel 53, § 2, en alzoo zal dit laatste genoegzaam gestijfd zijn om aan het doel, tot hetwelk het is aangewezen, te voldoen. Het voorstel voorziet dat dit doel is bereikt zoodra het fonds bij machte is, om, boven de bestuurskosten, het dubbel der gewone jaarlijksche lasten van het Gemeen Fonds te dekken. Wanneer dit bedrag is bereikt, bepaalt het voorstel dat de beschikbare inkomsten der verzekering, volgens door Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, zullen worden bestemd :

1° Tot verhooging van het bedrag der bij de Algemeene Lijfrentekas gedane stortingen voor het aanwerven van ouderdomsrente ;

2° Tot verhooging van de overlevingsrente ten bate der echtgenooten ;

3° Tot lotsverbetering van de werkers door onbekwaamheid getroffen. De

algemeenne termen dezer bepalingen laten toe de bestemming dezer sommen te voorzien, zoowel voor geheele als voor gedeeltelijke onbekwaamheid.

Beheer van het Gemeen Fonds.

De afdeelingen II en III van hoofdstuk II handelen over het Beheer van het Gemeen Pensioenfonds dat, door artikel 58 wordt toevertrouwd aan een Beheerraad, een technisch Comité en een algemeene bestuurder.

De Beheerraad wordt, boven de afgevaardigde der publieke machten, samengesteld uit een gelijk getal afgevaardigden der kolenmijnondernemers en der mijnwerkers. De wet behoudt aan een koninklijk besluit de wijze van benoeming der leden van den Raad te bepalen.

De Beheerraad vertegenwoordigt het Gemeen Fonds en is gerechtigd tot alle akten van Beheer en van beschikking die het aanbelangen. (Art. 62).

't Is aan hem dat de zending wordt opgelegd van te voldoen in al de verplichtingen door het voorstel aan het Gemeen Fonds opgelegd : de vereeniging der inkomsten, het voorzien in de beheers- en bestuursraden, dekking der uitbetalingen door den verzekeringsdienst gedaan en eindelijk het beheer der verschillende fondsen, fonds tot aanvulling der pensioenen en reserve fonds bij het Gemeen Fonds ingesteld.

Door artikel 14 wordt er bij den Beheerraad een technisch en een financieel Comité ingesteld. De samenstelling en de werkwijze ervan worden door een Koninklijk besluit vastgesteld. De ambtsbevoegdheid wordt door artikel 65 bepaald.

Onafhankelijk van deze instellingen, voorziet de wet in artikel 65 de benoeming van een Algemeenen Bestuurder. Deze wordt benoemd en afgezet door den Koning. Hij is met de uitvoering der beslissingen van den Beheerraad en van het Financieel Comité belast, alsook met het waarnemen van het gewoon bestuur van het Fonds.

Het beheer der kapitalen die het vermogen van het Algemeen Pensioenfonds uitmaken is een der bijzonderste plichten van den Beheerraad. Het was hoogst noodzakelijk maatregelen uit te vaardigen om aan de belanghebbenden den waarborg en de volledige zekerheid te verschaffen van het gemeenschappelijk kapitaal.

Naar voorbeeld van de regelen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas voor het plaatsen van haar vermogen aangenomen, heeft het voorstel op eene beperken de wijze, den aard der aan den Beheerraad toegelaten uitzettingen aangeduid (art. 70.)

HOOFDSTUK III.

De Voorzorgskassen.

Artikel 76 voorziet in elk der verschillende kolenbekken van het land, die een gewestelijke kring uitmaken, de instelling van een voorzorgskas ten behoeve der mijnwerkers.

In het algemeen plan der wet worden deze instellingen aanzien als uitvoerings-

instellingen der Verzekering, die in samenwerking en onder het toezicht van het Gemeen Pensioenfonds gelast zijn met tot eene goede werking noodige handelingen. De werkkruiger dezer kassen strekt zich op een bepaalde gewestelijke omschrijving van het land uit, en vereenigt in zijn ressort de ondernemers en de mijnwerkers der kolenmijnen die er worden ontgonnen.

Indien het sociaal belang zoowel als een verstandige en wetenschappelijke inrichting van de Verzekering de centralisatie van den financieelen dienst der verzekering in een enkel organisme vereischen, bestaat er geen belet de tot zijne goede werking noodige verrichtingen te splitsen en hunne uitvoering aan gewestelijke organismen toe te vertrouwen, onder voorbehoud van op hun mechanisme het noodig financieel en technisch toezicht uit te oefenen voor den waarborg der hun toevertrouwde belangen.

Met dien verstande erkent het voorstel aan de Voorzorgskassen eene gelijke bevoegdheid als degene die hun werd erkend onder de invoege zijnde wetgeving.

Zij geeft aan de Voorzorgskassen de opdracht voor rekening van het Gemeen Fonds de stortingen van de ondernemers en van de mijnwerkers in te zamelen. Zij worden gelast met het vervullen der tot aansluiting bij de Algemeene Spaaren en Lijfrentekas noodige pleegvormen en voor rekening dezer laatste instellingen met het waarnemen van den dienst der ouderdoms- en overlevingsrenten.

Eindelijk worden zij nog gelast met het onderzoek der aanvragen om pensioen, aanvullingen, bijslagen, toeslagen en toelagen. De uitbetaling er van wordt gedaan door de tot dien einde door het Gemeen Fonds ter hunner beschikking gestelde sommen (art. 73).

De Voorzorgskassen worden beheerd door Beheerraden die worden samengesteld door afgevaardigden van de ondernemers en van de mijnwerkers in gelijk getal en door afgevaardigden van de Openbare Besturen.

Zooals men ziet brengt het voorstel bijzondere wijzigingen in de rechterlijke statuten der Voorzorgskassen, zooals zij door de in voege zijnde samengeordende wetten werden ingericht.

Onder dit laatste stelsel was de inrichting der voorziening toevertrouwd aan gewestelijke instellingen, onder den naam van Voorzorgskassen bekend. In ieder der omschrijvingen die hun werden toegckend verzekerden zij, op eene zelfstandige en onafhankelijke wijze, bij behulp van eigen inkomsten, den dienst der pensioenen.

Ter gelegenheid van het in voege stellen der wet van 5 Juni 1911, die een eerste proef der verplichte verzekering was, en dat in vorm van patronale vereenigingen ingerichte Voorzorgskassen besloten hadden een einde aan hun wettelijk bestaan te stellen of hunne werkzaamheden in 't vervolg aan de vereffening der door het verleden nagelaten lasten te besteden, had het Koninklijk besluit van 28 Augustus 1911, genomen tot instelling van nieuwe organismen met de uitvoering der wet belast, nochtans aan deze laatste den grondvorm en het karakter te behouden, der door de wet van 28 Maart 1868 beheerschte kassen.

Het voorstel stelt voor goed einde aan dit stelsel waarvan het behoud in tegenstelling is met zijn algemeene richting. Voorbeeld scheppend in de grondbeginselen die de basis van de Algemeene Verzekeringswet uitmaken, is het

Gouvernement van meening dat de grondslag dezer belangrijke sociale hervorming ligt in de vereeniging der in spel zijnde belangen, en in eene nauwe toenadering tusschen de werkgevers en de werknemers.

Met het oog op de verwezenlijking ervan, legt de wet aan de werklieden dezelfde opoffering op als deze die van de werknemers worden vereischt; zij verleent eene gelijke tusschenkomst in de diensten der verzekering en eene gelijke verantwoordelijkheid voor hunne werking.

Van dit standpunt zal het aangenomen werk niet enkel voor doel hebben het inrichten volgens de oogmerken der wet van een verzekering, maar zal bovendien een werktuig zijn voor sociale bevrediging.

HOOFDSTUK IV.

Organismen van Rechtsmacht.

Niettegenstaande de zorg die in het voorstel werd aangebracht voor de stipte bepaling der rechten van de belanghebbenden, dient er te voorzien dat er geschillen kunnen voorkomen. Deze zaken eischen eene bijzondere bevoegdheid om eene snelle oplossing te verkrijgen. Daarom schijnt het verkieslijk, deze zaken aan de kennisneming der gewone rechtsmachten te onttrekken, en van aan bijzondere organismen, die eerder den rol van scheidsrechter uitoefenen, de zending toe te vertrouwen, de moeilijkheden die bij toepassing der wet kunnen voorkomen op te lossen.

Onder de in voege zijn de wetgeving, trekken de bestuurlijke Commissies der Voorzorgskassen uit de bestuursmacht hun door de wet erkend, het recht om over de pensioensaanvragen die zijn overgelegd beslissing te nemen; het beroep tegen deze beslissingen werd aan den vrederechter onderworpen van het canton waarin zich den zetel der Voorzorgskas bevindt.

Deze beschikking is onvoldoende om het doel van den wetgever te bereiken, 't is te zeggen het instellen van eene Uitzonderlijke Rechtsmacht voor de geschillen door toepassing der wet gerezen.

Overeenkomstig artikel 94 van de Belgische Grondwet kan er enkel door eene wet, eene geldige rechtsmacht in betwiste zaken worden ingesteld.

Maar de wet van 5 Juni 1911, alhoewel zij aan de bestuurlijke Commissie de macht en de verantwoordelijkheid van het bestuur der Voorzorgskassen erkende, bepaalde evenwel niet « in terminis » dat ook deze organismen met rechtsmacht waren bekleed. Daarenboven, liet het voorziene verhaal voor den vrederechter eene dubbelzinnigheid rusten op het bestaan van het recht van beroep bij de gewone rechtsmachten krachtens de Algemeene Rechtsbegrippen (Verbrekingshof van 20 Juli 1920).

Daaruit heeft het noodzakelijk gebleken de in de huidige wetgeving bestaande leemten aan te vullen.

Het voorstel stelt bijgevolg eene bijzondere rechtsmacht in twee graden in. Zij bevat in eersten aanleg de Bestuurlijke Commissies en in tweeden en laatsten aanleg een Hooger Raad van Scheidsgerecht.

Artikel 76 bekleedt dus tengevolge de Bestuurlijke Commissie met de macht

van beslissing over de aanvragen om pensioen, toelagen, en andere door de wet erkende voordeelen.

Bij geval dat de door de Commissies genomen beslissing van wege de belanghebbende het voorwerp is van verhaal, wordt dit verhaal langs den weg van beroep aan een Hoogeren Raad van Scheidsgerecht voorgelegd. De zetel er van is te Brussel. De beslissingen van dien raad zijn afdoend en verder onherroepelijk (art. 79).

Bij artikelen 77 en 78 worden de samenstelling en de bevoegdheid van dien Raad bepaald. Het behoort aan den Koning, met de uitvoering der wetten belast, de regelen voor te schrijven tot werking van dit organisme alsook de wegen tot rechtspleging.

TITEL IV.

De Straffen.

Het voorstel heeft als grondbasis het begrip der verplichting. Deze brengt met zich mede een bestendig toezicht vanwege de overheid gelast met op de uitvoering der wettelijke bepalingen te letten; zij heeft bovendien voor gevolg het opleggen van bekrachtigingen.

Het voorstel ontleent aan de Algemeene Wet op de Verzekering de verschillende schikkingen die de strafbepalingen vaststellen tegen degenen die zich aan de voorschriften niet zouden onderwerpen. Deze schikkingen zijn in artikels 80 en volgende overgenomen.

De bepaling door artikel 88 dat het nazoeken en het vaststellen der inbreuken zullen gedaan worden als in zaken van politie op de mijnen, verleent aan de officieren van den Mijndienst de bevoegdheid om op de toepassing der wet te letten en den overtreder te vervolgen.

TITEL V.

Eindbepalingen.

Onder het stelsel der in voege zijnde wetgeving en overeenkomstig de wet van 28 Maart 1868, zijn de pensioenen en de hulpelden, ten bezware der pensioenorganismen verleend, vatbaar noch voor overdracht, noch voor beslag. Dit voorschrift vond zijne rechtvaardiging in het hooger recht op bestaan van den belanghebbende en op de middelen om er in te voorzien en in de noodwendigheid om hem zelf tegen eigen zwakheid, zoowel als tegen rechten van derden, te beschermen. Het voorstel schrijft het behoud er van voor. Maar het laat aan het Gouvernement de zorg om de voorwaarden te bepalen onder welke de pensioenen en andere toelagen kunnen verleend worden aan de belanghebbenden, die in openbare of vrije gestichten ten bezware der Openbare Machten worden verpleegd. Volgens de algemeene inrichting van het voorstel, worden de stortingen der mijnwerkers verkregen bij afhouding van de loonen door de tusschenkomst der mijnondernemers. Deze hebben van hunnen kant de verplichting van gelijke stor-

tingen te doen ; deze laatste zijn nochtans verplicht, door tusschenkomst der Voorzorgskassen, het totaal bedrag der stortingen te doen bij het Gemeen Fonds.

Uit deze verplichting spruit het schuldvorderingsrecht voort der verzekerings-organismen tegenover de ondernemers. Onder het huidig in voege zijnde stelsel is dit recht geenerlei gewaarborgd in het geval dat de ondernemer kennelijk onvermogen is om zijne verplichtingen na te komen.

Deze waarborg is nochtans ruimschoots gerechtvaardigd indien men overweegt dat het Gemeen Fonds gebonden is, in naam der belanghebbende, de tot samenstelling der ouderdomsrente noodige stortingen te doen, en gebeurlijk de pensioenen te betalen, waarop de mijnwerkers kunnen aanspraak maken, uit hoofde van de diensten die zij in de tekortkomende mijnen hebben vervuld.

Om die reden stelt het voorstel voor een voorrecht te verleen aan die schuldvordering die onmiddellijk rang neemt na de 4^e en de 4^e bis van artikel 19 der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en grondpanden (art. 90).

Zonder voorloopig te oordeelen over den tijd noodig tot onderzoek en aanneming eener wet van zulke belangrijke sociale hervorming, is het van nu af erkend, dat de uitvoeringsmaatregelen der wet die de op voetstelling medebrengt der inrichting en der werking van de verzekering niet voor den 1^o Januari 1925 kunnen worden genomen.

Op dit tijdstip zal de wet moeten in voege worden gesteld.

Met het oog op het nagestreven doel, dat strekt om in den kortst mogelijken tijd aan het stelsel der ouderdomspensioenen ten behoeve der mijnwerkers de dringende door den tegenwoordigen economischen toestand vereischte verbeteringen te brengen, voorziet de wet dat van af de invoegestelling er van en op zijn vroegst den 1^o Januari 1924, de belanghebbenden in aanmerking zullen komen om van de voordeelen te genieten.

Nochtans moeten de schikkingen omtrent de stortingen voor het samenstellen der ouderdomsrenten uitgesteld worden tot 1 Januari 1925, in wat betreft het bedrag door de wet vastgesteld.

Tot het samenstellen der ouderdoms- en overlevingsrente en de rente van de echtgenooten worden, als overgangsmaatregel, de stortingen aangewend voor een gelijk bedrag als dit voorzien bij artikel 2 der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920.

Het voorstel brengt eene geheele omwerking te weeg van het stelsel der ouderdomspensioenen ten behoeve der mijnwerkers. Zij sleept met zich de totale afschaffing der in voege zijnde wettelijke bepalingen en reglementen.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,
R. MOYERSOEN.

49)

ANNEXE AU N° 371.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Industrie et du Travail sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Des dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Tous les ouvriers occupés dans une exploitation houillère belge sont obligatoirement soumis à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré réalisée conformément aux dispositions de la présente loi.

Sont assimilés aux ouvriers houillers, les délégués ouvriers à l'inspection des Mines et les ouvriers occupés dans les mines métalliques concédées.

BIJLAGE VAN N° 371.

Wetsontwerp omtrent de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de gemeenschappelijke voordracht van Onzen Eerste Ministre, Minister van Financiën en Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën en Onze Minister van Nijverheid en Arbeid worden er mee belast in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp, waarvan den inhoud volgt, in te dienen :

EERSTE TITEL.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Al de arbeiders in eene Belgische kolenmijnonderneming werkzaam zijn er toe verplicht zich tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood te verzekeren, overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

De afgevaardigde bij het Mijnopzicht en de werklieden arbeidende in de concessie gegeven metaalhoudende mijnen worden met de kolenmijnwerkers gelijkgesteld.

ART. 2.

Les ouvriers de nationalité étrangère sont soumis au même régime que les ouvriers belges. Toutefois, ils ne pourront bénéficier des cotisations patronales, ainsi que des avantages dus à l'intervention de l'État que si les pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents. Lorsqu'ils n'ont pas droit à la cotisation patronale, celle-ci est versée au Fonds Commun de Retraite prévu à l'article 47.

ART. 3.

Le service de l'assurance est confié :

- a) A des institutions régionales dénommées Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs;
- b) A la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'État;
- c) Au Fonds Commun de Retraite des Ouvriers mineurs.

ART. 4.

Les ressources nécessaires à la couverture des charges de l'assurance sont constituées :

- a) Par les versements obligatoires des assurés et par les cotisations obligatoires des exploitants de charbonnages;
- b) Par la contribution de l'État;
- c) Par l'avoir du Fonds commun de retraite créé par la loi du 20 août 1920.

CHAPITRE II.

Des versements.

ART. 5.

Le montant des versements des ou-

ART. 2.

De mijnwerkers die tot een vreemd land behooren vallen onder dezelfde regeling als de Belgische arbeiders. Nochtans hebben zij geen recht op de werkgeversbijdrage, alsook op de voordeelen van Staatstusschenkomst, tenzij de landen waaruit zij herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verschaffen. Wanneer zij op de werkgeversbijdrage geen recht hebben, dan wordt deze in het bij artikel 47 voorzien gemeen Lijfrentfonds gestort.

ART. 3.

De verzekeringsdienst wordt toevertrouwd :

- a) Aan de gewestelijke instellingen genoemd Voorzorgskassen ten behoeve van de mijnwerkers;
- b) Aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas onder waarborg van den Staat;
- c) Aan het gemeen Lijfrentfonds der mijnwerkers.

ART. 3.

De inkomsten noodig tot de dekking der Verzekeringsskassen worden gevormd :

- a) Door de verplichte stortingen van de verzekerde en door de verplichte bijdrage der kolenmijnondernemers;
- b) Door de bijdrage van den Staat;
- c) Door het vermogen van het gemeen Lijfrentfonds ingesteld bij de wet* van 20 Augustus 1920.

HOOFDSTUK II.

Stortingen.

ART. 5.

Het bedrag der stortingen van de

vriers et des cotisations des exploitants est fixé à 5 % des salaires payés aux ouvriers mineurs occupés, supportés par parts égales par les exploitants et les ouvriers.

ART. 6.

N'entrent pas en ligne de compte pour l'évaluation des salaires, les avantages en nature que les ouvriers reçoivent éventuellement de l'exploitant.

ART. 7.

Tout exploitant de charbonnage qui a occupé un ouvrier pendant une période de durée quelconque est tenu d'acquitter les versements afférents à cette époque.

Le versement de l'ouvrier est prélevé sur son salaire au moment de chaque paye par l'exploitant qui l'occupe.

ART. 8.

En vue de ce prélèvement, tout exploitant est tenu d'insérer dans le règlement d'atelier de son exploitation une stipulation additionnelle au contrat de travail déterminant les conditions dans lesquelles celui-ci sera opéré en conformité des dispositions de la présente loi.

TITRE II

DES AVANTAGES ACCORDÉS AUX ASSURÉS ET DE L'AFFECTATION DES RESSOURCES.

ART. 9.

L'assurance réalisée conformément

mijnwerkers en der bijdragen van de ondernemers wordt bepaald op 5 t. h. der aan de in dienst zijnde mijnwerkers betaalde loonen, voor de helft ten bezware van de mijnwerkers en de wederhelft ten bezware van de ondernemers.

ART. 6.

De mogelijke voordeelen in natura die de mijnwerkers van den ondernemer zouden verkrijgen worden niet in rekening genomen voor het schatten der loonen.

ART. 7.

Ieder kolenmijnondernemer die een mijnwerker gedurende een tijd, onverschillig den duur, heeft te werk gesteld, is verplicht de stortingen voor dat tijdsbestek te betalen.

De storting van den mijnwerker wordt op dezes loon, bij ieder betaling, door den ondernemer afgehouden.

ART. 8.

Voor deze afhouding is ieder werk-ondernemer verplicht in de werkplaats-verordening van zijne onderneming een aanvullende bepaling in het arbeidcontract te lasschen, die de voorwaarden bepaalt waarin die afhouding overeenkomstig de bepalingen dezer wet zal geschieden.

TITEL II.

VOORDEELEN AAN DE VERZEKERDEN VERLEEND EN BESTEMMING DER INKOMSTEN.

ART. 9.

De verzekering overeenkomstig de

aux dispositions de la présente loi, donne droit :

1° Pour tout ouvrier qui y est assujetti :

a) A une rente de vieillesse annuelle et viagère à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ;

b) A un supplément de pension à charge du Fonds commun de Retraite ;

c) A une rente de survie au profit de la veuve et éventuellement des orphelins ;

d) A une rente de vieillesse à l'épouse.

2° A titre transitoire pour tout ouvrier réunissant les conditions d'âge déterminées :

a) A une majoration de rente à charge de l'État ;

b) A un complément de pension à charge du Fonds commun de Retraite.

ART. 10.

Sur le montant global des versements effectués conformément à l'article 5, il est prélevé suivant le mode et les conditions déterminées par le présent titre, les sommes destinées à la constitution des rentes de vieillesse et de survie à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

L'excédent des versements est affecté concurremment avec les autres ressources prévues à l'article 4, à l'alimentation du Fonds commun de Retraite, en vue du service des suppléments et compléments de pension et allocations au profit des ouvriers mineurs, des veuves, des orphelins et des invalides, ainsi qu'à la liquidation des pensions et allocations aux titulaires dont les

bepalingen van deze wet ingericht geeft recht :

1° Voor ieder mijnwerker die er aan onderworpen is :

a) Aan eene jaarlijksche ouderdomsrente bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas ;

b) Aan een pensioenbijslag ten laste van het gemeen Lijfrentefonds ;

c) Aan een overlevingsrente ten behoeve van de echtgenoot en desgevallend van de weezen ;

d) Aan een ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot.

2° Voorloopig voor ieder mijnwerker die de bepaalde ouderdomsvereischte vereenigd :

a) Aan een rentetoeslag ten bezware van de Staat ;

b) Aan een pensioenaanvulling ten bezware van het gemeen Lijfrentefonds.

ART. 10.

Volgens het stelsel en de voorwaarden in huidigen titel vastgesteld, wordt er op algemeen bedrag der volgens artikel 5 gedane stortingen, eene som voor het samenstellen der ouderdoms- en overlevingsrente bij de Algemeene Spaar- kas, afgenomen.

Het overschot der stortingen wordt te samen met de bij artikel 4 voorziene andere inkomsten, besteed tot stijving van het gemeen Lijfrentefonds met het oog op den dienst van de pensioenbijslag en aanvulling en de toelagen ten behoeve der mijnwerkers, der weduwen en weezen en der gebrekkigen, alsook voor het uitbetalen der pensioenen en toelagen waarop de titularissen recht

droits étaient reconnus avant la mise en vigueur de la présente loi.

hadden alvorens het in voege stellen dezer wet.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

SECTION I. — *De la constitution des rentes de vieillesse et de survie.*

AFDEELING I. — *Samenstellen der ouderdoms- en overlevingsrente.*

ART. 11.

ART. 11.

Tout ouvrier soumis à l'assurance conformément à la présente loi est affilié à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Il est porté annuellement à son compte un versement dont le montant est fixé d'après la catégorie des salariés à laquelle il appartient.

Ieder mijnwerker overeenkomstig deze wet aan de verzekering onderworpen, wordt aangesloten bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.

Jaarlijks wordt er op zijn rekening een som gestort waarvan het bedrag wordt bepaald volgens de categorie der arbeiders aan welke hij toebehoort.

ART. 12.

ART. 12.

Chaque ouvrier est placé, d'après l'importance de son salaire réel, dans l'une des classes suivantes :

Ieder mijnwerker wordt, naar waarde van zijn echten loon, ingedeeld in een der volgende klassen :

Classes	Salaire journalier	Salaire annuel
1 ^{re} .	moins de 10 frs	moins de 3,000
2 ^e . .	de 10 à 15 »	de 3,001 à 4,500
3 ^e . .	de 15 à 20 »	de 4,501 à 6,000
4 ^e . .	de 20 à 24 »	de 6,001 à 7,200
5 ^e . .	de 24 à 28 »	de 7,201 à 8,400
6 ^e . .	plus de 28 »	plus de 8,400

Klassen	Dagloon	Jaarloon
1 ^e . .	minder dan 10 frank	minder dan 3,000
2 ^e . .	van 10 tot 15 »	van 3,001 tot 4,500
3 ^e . .	van 15 tot 20 »	van 4,501 tot 6,000
4 ^e . .	van 20 tot 24 »	van 6,001 tot 7,200
5 ^e . .	van 24 tot 28 »	van 7,201 tot 8,400
6 ^e . .	van meer dan 28 frank	meer dan 8,400

ART. 13.

ART. 13.

La classification des ouvriers s'opère d'après le montant du salaire par année; si au cours de l'année, un ouvrier a appartenu à des classes différentes de salariés, la classification sera déterminée sur la base d'un salaire quotidien moyen multiplié par 300.

De indeeling der mijnwerkers geschiedt volgens het jaarloon. Wijn in den loop van 't jaar een arbeider tot verschillende klassen heeft toebehoort, wordt zijn indeeling vastgesteld op den grond van het gemiddeld dagloon, vermenigvuldigd met 300.

ART. 14.

Le montant des versements est fixé respectivement aux chiffres suivants :

CLASSES	Versements journaliers		Versements annuels	
	non mariés	mariés	non mariés	mariés
1 ^{re} . . .	0,15	0,20	45 »	60 »
2 ^e . . .	0,25	0,30	75 »	90 »
3 ^e . . .	0,35	0,40	105 »	120 »
4 ^e . . .	0,45	0,50	135 »	150 »
5 ^e . . .	0,55	0,60	155 »	180 »
6 ^e . . .	0,65	0,70	195 »	210 »

ART. 15.

La contribution annuelle de l'État est fixée par franc versé au compte de chaque intéressé à :

1 franc pour les intéressés nés de 1861 à 1868 ;

Fr. 0,75 pour les intéressés nés de 1869 à 1874 ;

Fr. 0,60 pour les intéressés nés de 1875 à 1880 ;

Fr. 0,50 pour les intéressés nés après 1880.

La contribution annuelle de l'État est acquise définitivement à l'assuré sous réserve de la disposition inscrite à l'article 30 ; elle est liquidée au profit des intéressés sous forme de rente dont la prise de cours a lieu aux époques fixées aux articles 19, 20 et 24.

ART. 16.

La contribution de l'État cesse d'être

ART. 14.

Het bedrag der stortingen wordt respectievelijk vastgesteld als volgt :

KLASSEN	Dagelijksche stortingen		Jaarlijksche stortingen	
	ongehuwde	gehuwde	ongehuwde	gehuwde
1 ^{ste} . . .	0,15	0,20	45 »	60 »
2 ^e	0,25	0,30	75 »	90 »
3 ^e	0,35	0,40	105 »	120 »
4 ^e	0,45	0,50	135 »	150 »
5 ^e	0,55	0,60	155 »	180 »
6 ^e	0,65	0,70	195 »	210 »

ART. 15.

De jaarlijksche Rijksbijdrage wordt vastgesteld per frank op rekening van ieder belanghebbende gestort :

Op 1 frank voor de belanghebbende geboren binnen de jaren 1861-1868 ;

Op fr. 0,75 voor de belanghebbende geboren binnen de jaren 1869-1874 ;

Op fr. 0,60 voor de belanghebbende geboren binnen de jaren 1875-1880 ;

Op fr. 0,50 voor de belanghebbende geboren na 1880.

Onder voorbehoud der bij artikel 28 voorziene bepaling, wordt de Rijksbijdrage onherroepelijk door de verzekerde verworven. Zij wordt onder vorm van rente aan de belanghebbende uitbetaald. Deze rente neemt aanvang op de bij artikelen 18, 19 tot 23 vastgestelde tijdsbestekken.

ART. 16.

De Rijksbijdrage wordt niet meer

accordée lorsque la rente produite par cette contribution s'élève à :

240 francs en ce qui concerne les rentes de retraite personnelles ;

120 francs en ce qui concerne les rentes de retraite des veuves et les rentes de retraite des épouses.

Entrent à la fois en ligne de compte les contributions correspondant à des versements obligatoires effectués sous le régime de la présente loi qu'à des versements obligatoires, facultatifs ou libres, effectués sous le régime de la loi générale.

ART. 17.

Les versements prévus aux articles 14 en 15 sont faits à capital abandonné.

SECTION II. — *Destination des versements.*

ART. 18.

Les versements effectués à la Caisse Générale de Retraite conformément aux dispositions qui précèdent sont destinés à constituer :

1^o Une rente de vieillesse au profit de l'ouvrier assuré ;

2^o Une rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'ouvrier assuré et de ses enfants légitimes.

3^o Une rente de vieillesse de 360 francs au profit de l'épouse.

ART. 19.

La rente de vieillesse au profit de l'assuré prend cours à partir du trimestre suivant celui pendant lequel l'intéressé a accompli sa soixantième année.

verleend zoodra de door deze bijdrage verworven rente de som bedraagt van :

240 frank voor de persoonlijke rente ;

120 frank voor de rente der weduwe en de rente der echtgenoot.

Worden te zamen in rekening gebracht, zoowel de bijdrage voor verplichte stortingen gedaan onder de regeling der huidige wet, als de bijdrage voor verplichte en vrijwillige stortingen gedaan onder de regeling der algemeene wet.

ART. 17.

De bij artikel 13 en 14 voorziene stortingen worden gedaan met afstand van kapitaal.

AFDEELING II. — *Bestemming der stortingen.*

ART. 18.

De bij de Algemeene Lijfrentkas, overeenkomstig de voorgaande bepalingen, gedane stortingen worden bestemd voor het vestigen van :

1^o Een ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerden arbeider ;

2^o een overlevingsrente van 360 frank ten behoeve van de weduwe van den verzekerden arbeider en ten behoeve van zijn wettige kinderen ;

3^o een ouderdomsrente van 360 frank ten behoeve van de echtgenoot.

ART. 19.

De ouderdomsrente ten behoeve van den verzekerden neemt aanvang bij het ingaan van den trimester die volgt op dengene waarin de belanghebbende den ouderdom van 60 jaar heeft bereikt.

L'ouvrier qui a été occupé dans les travaux souterrains de la mine, pendant au moins trente ans, a droit à la liquidation de la rente de vieillesse acquise, à partir du trimestre suivant celui pendant lequel il a accompli sa cinquante-cinquième année.

Néanmoins, tout ouvrier occupé à la surface, soit dans les travaux souterrains, lorsqu'il atteint respectivement l'âge de 60 et de 55 ans accomplis, a la faculté de proroger jusqu'à l'âge de 65 ans la liquidation de la rente afférente à ses versements, en vue de l'acquisition de rentes supplémentaires. Son compte ne sera arrêté et la liquidation de la rente effectuée que sur sa demande.

ART. 20.

La rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'assuré et de ses enfants légitimes est payable après le décès du mari. Elle est payable après le décès des deux époux aux enfants légitimes nés de leur union et âgés de moins de 16 ans, à raison de :

100 % lorsqu'il y a 3 enfants ou plus de 3 enfants de moins de 16 ans ;

80 % lorsqu'il y a deux enfants de moins de 16 ans, et de

50 % lorsqu'il y a 1 enfant de moins de 16 ans.

ART. 21.

Dans le cas où la rente de survie n'aura pas été complètement constituée, il est accordé à la veuve, à charge de l'État, une majoration de 120 francs par an, sans que le total de la majoration et de la rente acquise puisse dépasser 360 francs.

De mijnwerker die ten minste dertig jaar werkzaam was in de ondergrondse werken der kolenmijn heeft het recht op de uitbetaling zijner verworven ouderdomsrente vanaf den trimester die volgt op dengenen waarin hij den ouderdom van 55 jaar ten volle bereikt.

Nochtans, met het oog op het verkrijgen van rentebijslag mag ieder mijnwerker werkzaam, hetzij bovengrondsch of ondergrondsch, wanneer hij den vollen ouderdom van 60 of 55 jaar bereikt, de uitbetaling van de rente aanhangig met de gedane stortingen, doen uitstellen tot 65 jaar. Enkel op zijn aanvraag zal zijn rekening worden gesloten en zijn rente uitbetaald.

ART. 20.

De overlevingsrente van 360 frank ten behoeve der weduwe en der wettige kinderen van den verzekerden is betaalbaar na het afsterven van den echtgenoot. Zij is betaalbaar na het afsterven der twee echtgenooten, aan de uit hun huwelijk ontsproten wettige kinderen van minder dan 16 jaar, tegen :

100 t. h. wanneer er drie of meer dan drie kinderen zijn van minder dan 16 jaar ;

80 t. h. wanneer er twee kinderen zijn van minder dan 16 jaar en

50 t. h. wanneer er één kind is van minder dan 16 jaar.

ART. 21.

Indien de overlevingsrente niet ten volle is gevestigd wordt er, ten laste van den Staat, aan de weduwe een toeslag toegekend van 120 frank met dien vertande dat het totaal van den toeslag en de verworven rente 360 frank niet mag overschrijden.

Lorsque la somme globale formée par la rente de survie et la majoration de l'État, est inférieure à 360 francs, la différence est liquidée à charge du Fonds commun.

Ces majorations cessent d'être payées dans le cas où la bénéficiaire se remarie.

ART. 22.

Dans le même cas, lorsque la rente de survie doit être répartie entre les orphelins, elle est portée au maximum de 360 francs indiqué ci-dessus.

La différence entre la rente réellement constituée et ce maximum est liquidée à charge du Fonds commun.

ART. 23.

Il est accordé annuellement à la veuve à charge du Fonds commun une majoration de 60 francs par enfant légitime de moins de 16 ans.

Les orphelins de père et de mère bénéficient jusqu'à l'âge de 16 ans de cette majoration.

Elle est payée concurremment avec la rente de survie répartie comme il est dit à l'article 19 à la personne ou à l'institution qui a éventuellement la charge des enfants.

ART. 24.

La rente de vieillesse au profit de l'épouse de l'assuré est payable à partir du trimestre suivant celui au cours duquel l'intéressé a accompli sa soixante-cinquième année.

L'assuré est dispensé de constituer cette rente, lorsque son épouse est titu-

Wanneer de geheele som samengesteld uit de overlevingsrente en den Rijkstoelage geen 360 frank bedraagt wordt het verschil uitbetaald ten laste van het gemeen Fonds.

Die toelagen worden niet meer verleend wanneer de toelaggenietende opnieuw in het huwelijk treedt.

ART. 22.

In hetzelfde geval wanneer de overlevingsrente onder weezen moet worden verdeeld wordt zij op het hierboven bedoeld maximum van 360 frank gebracht.

Het verschil tusschen de eigenlijke gevestigde rente en bedoeld maximum wordt uitbetaald ten bezware van het gemeen Fonds.

ART. 23.

Er wordt jaarlijks, ten laste van het gemeen Fonds, aan de weduwe voor elk wettig kind van minder dan 16 jaar, een toeslag van 60 frank verleend.

De weezen die beide ouders hebben verloren genieten bedoelden toeslag tot den leeftijd van 16 jaar.

Hij wordt gelijktijdig met de overlevingsrente, verdeeld zooals bij artikel 19 bepaald, aan den persoon of aan de instelling die de kinderen ten laste heeft, uitgekeerd.

ART. 24.

De ouderdomsrente ten behoeve der echtgenoot van den verzekerden is betaalbaar vanaf het kwartaal volgende op dat, in den loop waarvan de belanghebbende het vijf-en-zestigste jaar heeft bereikt.

De verzekerde wordt van de vaststelling dezer rente ontslagen, als zijn

laire d'une rente personnelle de vieillesse de 720 francs.

ART. 25.

L'épouse d'un ouvrier mineur devenue veuve après la mise en vigueur de la présente loi, obtient, lorsqu'elle atteint l'âge de 60 ans accomplis, la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée par l'époux à son profit à condition :

1° Que le mari soit mort pensionné ou réunissant les conditions pour obtenir la pension.

2° Qu'elle ait été unie à un ouvrier mineur pendant dix ans, même par des mariages successifs.

ART. 26.

Dans le cas où la rente de vieillesse acquise dans les conditions prévues à l'article précédent n'aurait pas atteint le montant de 360 francs, elle est complétée à concurrence de ce maximum et la différence est liquidée à charge du Fonds commun.

Dans le cas où une rente de vieillesse n'a pas été constituée, le montant total de 360 francs est liquidé à charge de ce dernier.

La veuve qui se remarie perd son droit à ces avantages; son droit est toutefois recouvré en cas de nouveau veuvage.

ART. 27.

Les avantages reconnus aux veuves et aux orphelins à charge soit de l'État, soit du Fonds commun de Retraite par les articles 21, 22, 23 et 26, sont sup-

echtgenoot op een persoonlijke ouderdomsrente van 720 frank recht heeft.

ART. 25.

De echtgenoot van een mijnwerker, weduwe geworden na het in voegetreden dezer wet, bekomt, wanneer zij ten volle den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, het vervroegd uitbetalen van het ten haren behoefte door haar echtgenoot gevestigd pensioen op voorwaarde :

1° Dat bij zijn afsterven, de echtgenoot in bezit was van het pensioen of de voorwaarde om het te verkrijgen vereenigde;

2° Dat zij, zelfs door opvolgende huwelijken, gedurende tien jaar met een mijnwerker gehuwd is geweest.

ART. 26.

Wanneer de, onder 't bij voorgaande artikel voorziene voorwaarde, verworven ouderdomsrente geen 360 frank bereikt, wordt ze aangevuld tot dat bedrag en het verschil uitbetaald ten bezware van het gemeen Fonds.

Wanneer de ouderdomsrente niet is gevestigd, wordt het geheel bedrag van 360 frank uitbetaald ten laste van bedoeld gemeen Fonds.

De weduwe die opnieuw in huwelijk treedt verliest haar recht op deze voordeelen; bij nieuwe weduwstaat wordt het recht herkegen.

ART. 27.

De bij artikelen 21, 22, 23 en 26 aan weduwe en weezen verleende voordeelen ten laste van den Staat of van het gemeen Fonds worden ingetrokken, in geval bij

primés ou éventuellement réduits dans les cas où, par suite du décès accidentel de l'époux ou du père, des indemnités au moins équivalentes leur ont été attribuées, en vertu de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

SECTION III. — Répartition des versements effectués.

ART. 28.

Les versements effectués au nom des assurés du sexe féminin, avec la contribution de l'État y afférente, sont affectés à la constitution de la rente de vieillesse.

ART. 29.

Les versements effectués au nom des assurés célibataires du sexe masculin, et des assurés veufs et divorcés, ainsi que la contribution de l'État y afférente, sont affectés à concurrence de 50 % à la constitution de la rente de vieillesse et de 50 % à la constitution d'un capital destiné à être converti en rente de survie au moment du mariage de l'assuré.

Dès qu'un capital de 1,200 francs a été constitué, l'entièreté des versements est affectée à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé.

ART. 30.

Si l'assuré célibataire vient à décéder avant d'avoir contracté mariage ou si, étant veuf ou divorcé, il vient à décéder avant d'avoir contracté un nouveau mariage, le capital constitué au moyen des versements effectués conformément

afsterven door ongeval van den echtgenoot of van den vader hun een vergoeding wordt uitgekeerd tengevolge de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

AFDEELING III. — Omslag der gedane stortingén.

ART. 28.

De in naam der vrouwelijke verzekerde gedane stortingén, alsmede de daarmee in verband staande Rijksbijdrage worden bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente.

ART. 29.

De in naam der verzekerde jonkmans van 18 jaar en der verzekerde weduwnaars of gedivorceerde gedane stortingén en de daarmee in verband staande Rijksbijdrage worden bestemd ten bedrage van 50 t. h. tot het vestigen van de ouderdomsrente en ten bedrage van 50 t. h. tot het vormen van een kapitaal bestemd om in overlevingsrente te worden omgezet bij het in huwelijk treden van den verzekerde.

Zoodra er een kapitaal van 1,200 frank is gevormd wordt het totaal des stortingén bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den belanghebbende.

ART. 30.

Indien de verzekerde jonkman komt te sterven alvorens een huwelijk te hebben aangegaan, of indien de verzekerde weduwnaar of gedivorceerde sterft alvorens opnieuw in het huwelijk te zijn getreden, dan wordt het kapitaal,

à l'article 29 pour la création de la rente de survie, est versé au Fonds Commun de retraite.

ART. 31.

Les versements effectués au nom des ouvriers mariés avec la contribution de l'État y afférente, sont affectés à concurrence de 50 % à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé et de 50 % à la constitution de la rente de survie et dès que celle-ci est parfaite, à la constitution de la rente de vieillesse de l'épouse.

Lorsque la rente de vieillesse de l'épouse est constituée ou lorsque l'épouse est titulaire d'une rente de vieillesse de 720 francs, l'ensemble des versements avec la contribution de l'État, est affecté à la constitution de la rente de vieillesse de l'assuré.

CHAPITRE II.

Des suppléments de pension au profit des ouvriers vieux et invalides.

ART. 32.

Indépendamment d'une rente de vieillesse, tout ouvrier occupé dans une exploitation houillère a droit à charge du Fonds commun, à partir de l'âge de 60 ans accomplis, s'il justifie d'une durée de trente années de service dans les mines, à un supplément de pension annuel et viager dont le montant déterminé d'après les fluctuations des salaires, suivant les règles établies par arrêté royal, ne pourra être supérieur à 360 francs, ni inférieur à 120 francs.

door middel der overeenkomstig artikel 29 gedane stortingén gevormd om de overlevingsrente te vormen, in het gemeen Lijfrentfonds gestort.

ART. 31.

De in naam der gehuwde mijnwerkers gedane stortingén in de daarmee in verband staande Rijkstoelage worden bestemd ten bedrage van 50 t. h. om de ouderdomsrente van den belanghebbende en ten bedrage van 50 t. h. om de overlevingsrente te vestigen en zoodra deze haar volle bedrag heeft bereikt om de ouderdomsrente van de echtgenoot te vestigen.

Wanneer de ouderdomsrente der echtgenoot is gevestigd of wanneer de echtgenoot gerechtigd is op een ouderdomsrente van 720 frank, wordt het totaal der stortingén met inbegrip van de Rijksbijdrage bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekerde.

HOOFDSTUK II.

Pensioenaanvullingen ten behoeve der oude en gebrekkige mijnwerkers.

ART. 32.

Onafhankelijk van de ouderdomsrente heeft ieder mijnwerker in een kolenmijn-bedrijfwerkzaam, wanneer hij den ouderdom van zestig jaar heeft bereikt en het bewijs levert van gedurende dertig jaar in een kolenmijn werkzaam te zijn geweest, recht ten laste van het gemeen Fonds op een jaarlijksche levenslange pensioenbijslag. Het bedrag er van vastgesteld volgens de afwisseling der loonen en volgens door een Koninklijk besluit vastgestelde regelen mag niet meer dan 360 frank en niet minder dan 120 frank bedragen.

S'il justifie d'une durée de trente années de service dans les travaux souterrains, la limite d'âge est réduite à 55 ans.

ART. 33.

Tout ouvrier atteint, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, d'une incapacité de travail absolue et permanente pour cause de maladie, s'il compte 30 années d'âge et s'il justifie d'une durée de services de dix années au moins dans une exploitation houillère, a la faculté de demander la liquidation anticipée de la rente de vieillesse constituée à son compte personnel à la Caisse Général d'Épargne et de Retraite par les versements effectués en son nom.

Il lui est attribué, en outre, un supplément de pension dont le montant est déterminé par la durée de ses services, à raison de 24 francs par année, avec un maximum de 720 francs.

CHAPITRE III.

Dispositions transitoires.

ART. 34.

Il est accordé à charge de l'État, à tout ouvrier assuré, conformément aux dispositions qui précèdent, né avant l'année 1906, une majoration de rente dont le montant est indiqué dans le tableau annexé à la présente loi (annexe I).

Toutefois, le montant de la majoration et de la rente constituée par la contribution de l'État, ne peut dépasser les sommes limites prévues par le même tableau.

De ouderdomgrens wordt gebracht op 55 jaar indien hij het bewijs levert gedurende 30 jaar in de ondergrondse werken te werden gebezigd.

ART. 33.

Ieder mijnwerker die, bij het in voege treden der wet, wegens ziekte door een volledige en blijvende werkonbekwaamheid getroffen is, indien hij den ouderdom van 30 jaar heeft bereikt en het bewijs levert van ten minste tien jaar werkzaam te zijn geweest in een kolenmijnonderneming, heeft recht van aanvraag op het vervroegd uitbetalen der ouderdomsrente die voor de in zijn naam gedane stortingen op zijn persoonlijke rekening bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas werd gevestigd.

Bovendien wordt er hem een pensioenbijslag toegekend waarvan het bedrag wordt bepaald naar mate den duur zijner dienstjaren in verhouding van 24 frank per jaar, met een maximum van 720 frank.

HOOFDSTUK III.

Overgangsbepalingen.

ART. 34.

Aan ieder mijnwerker, verzekerd overeenkomstig de bepalingen der huidige wet, en die vóór 1906 geboren is, wordt er, ten laste van den Staat, een rentetoeslag verleend waarvan het bedrag op de bij deze wet gevoegde tabel is vastgesteld.

Het bedrag van den toeslag gevoegd bij de door de Rijksbijdrage gevestigde renten mag de grenssommen voorzien bij die tabel niet overschrijden.

ART. 35.

Cette majoration prend cours en même temps que sera liquidée la rente de vieillesse acquise dans les conditions prévues par l'article 19, à partir de l'âge de 60 ans pour les ouvriers de la surface et à partir de l'âge de 55 ans pour les ouvriers occupés dans les travaux souterrains.

Les intéressés doivent, en outre, avoir versé pour la constitution de la rente de vieillesse, au minimum :

300 francs en 25 versements annuels, s'ils sont nés postérieurement à l'année 1900 ;

240 francs en 20 versements annuels s'ils sont nés de 1891 à 1900 ;

180 francs en 15 versements annuels s'ils sont nés de 1881 à 1890 ;

120 francs en 10 versements annuels s'ils sont nés de 1875 à 1880 ;

60 francs en 5 versements annuels s'ils sont nés de 1868 à 1874.

Les versements annuels dépassant 24 francs ne sont comptés que pour ce montant dans le calcul du minimum ci-dessus.

Les versements annuels effectués par les intéressés, en vertu de la loi générale sur les pensions, n'entrent pas en ligne de compte pour la fixation de ce minimum.

Les intéressés, nés avant 1868, auront droit à la majoration, à condition d'avoir effectué des versements pendant cinq années consécutives, y compris éventuellement les versements opérés sous l'empire des lois coordonnées du 30 août 1920.

ART. 35.

Die toeslag neemt aanvang terzelfder tijd als de uitbetaling der tengevolge der bij artikel 18 voorziene voorwaarden verworven ouderdomsrente, van af den leeftijd van 60 jaar voor de bovengrondsche mijnwerkers en van af 55 jaar voor de mijnwerkers in de ondergrondse werken gebezigd.

Daarenboven dienen de belanghebbende voor het vestigen der ouderdomsrente minstens te hebben gestort :

300 frank in 25 jaarlijksche stortingen indien zij na het jaar 1900 geboren zijn ;

240 frank in 20 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1900-1891 ;

180 frank in 15 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1890-1881 ;

120 frank in 10 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1880-1875 ;

60 frank in 5 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1874-1868.

De jaarlijksche stortingen die 24 frank overschrijden worden enkel voor dit bedrag in het berekenen van bovenstaand minimum in aanmerking genomen.

De jaarlijksche stortingen die de belanghebbende ingevolge de algemeene Pensioenwet gedaan hebben worden enkel voor dit bedrag in acht genomen.

De belanghebbende vóór 1868 geboren en in den loop van vijf achtereenvolgende jaren de stortingen gedaan hebben met inbegrip der stortingen ingevolge de bepalingen van de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 gedaan, zullen den toeslag verkrijgen.

ART. 36.

A titre transitoire, il est accordé à charge du Fonds commun à tout ouvrier né avant l'année 1900, réunissant les conditions prévues par l'article 32, un complément de pension dont le montant est fixé par le tableau annexé à la présente loi (annexe II).

De même, tout ouvrier invalide réunissant les conditions prévues par l'article 33, né avant l'année 1900, recevra un complément de pension équivalant à un trentième par année de service du complément reconnu aux ouvriers de son âge et de sa catégorie, conformément aux distinctions établies par le tableau précité, suivant que les dix années de travail minimum ont été accomplies à la surface ou dans les travaux souterrains.

ART. 37.

Les pensions et compléments de pension prévus aux articles 32 et 36 prennent cours en même temps que les rentes viagères constituées conformément aux dispositions du Titre II, Chapitre I^{er}. En cas de prorogation de la liquidation des rentes viagères dans l'hypothèse prévue à l'article 19, celle-ci entraîne la prorogation simultanée des suppléments et des compléments de pension. Le montant de la majoration prévue à l'article 32 et du complément de pension prévu à l'article 34 auquel l'intéressé a droit, reste néanmoins celui qui lui aurait été attribué à l'âge normal de 60 ou de 55 ans, conformément aux tableaux annexés à la présente loi.

ART. 36.

Als overgangsmaatregel, wordt er aan ieder mijnwerker vóór 1900 geboren en die de bij artikel 32 voorziene voorwaarde vereenigt, een pensioenaanvulling verleend waarvan het bedrag op de bij deze wet gevoegde tabel is vastgesteld (bijvoegsel II).

Alsook zal ieder gebrekkig mijnwerker die de bij artikel 33 voorziene voorwaarden vereenigt en vóór 1900 geboren, een pensioenaanvulling verkrijgen gelijk aan een dertigste per dienstjaar van de aanvulling verleend aan de mijnwerkers van gelijken leeftijd en van zijn klas, overeenkomstig de bij voornoemde tabel vastgestelde indeelingen en volgens dat het minimum van tien jaren arbeid plaats had in de boven of ondergrondsche werken.

ART. 37.

De pensioenen en de pensioenaanvulling voorzien bij artikelen 32 tot 36 nemen terzelfder tijd aanvang als de bij de bepalingen van Titel II, Hoofdstuk I, gevestigde lijfrente.

In geval van verlenging der uitbetaling van de lijfrente zooals bij veronderstelling bij artikel 19 voorzien wordt, trekt deze insgelijks de verlenging mede voor de pensioenbijslagen en aanvullingen. Het bedrag van den bij artikel 32 voorzienen toeslag en de pensioenaanvulling bij artikel 34 voorzien op dewelke de belanghebbende recht heeft blijft niettemin gelijk aan dezen die hem op normalen leeftijd zou worden toegekend overeenkomstig de tabellen aan deze wet gevoegd.

CHAPITRE IV.

Des titulaires de rentes viagères, de pensions et allocations accordées antérieurement à la présente loi.

ART. 38.

Les rentes viagères acquises à la Caisse générale de retraite, ainsi que les pensions et les compléments de pension liquidés avant la mise en vigueur de la présente loi au profit d'ouvriers ou d'anciens ouvriers mineurs, continuent à être servis aux titulaires dans les conditions prévues par les lois coordonnées du 30 août 1920.

De même, le bénéfice des dispositions des dites lois, ainsi que celles prises en exécution de la loi du 9 avril 1922, est maintenu au profit des veuves et des ouvriers invalides.

Un arrêté royal coordonnera les règles suivant lesquelles ces pensions et allocations seront accordées.

ART. 39.

Il est accordé à charge de l'État une indemnité annuelle de 360 francs à tout ouvrier ou veuve d'ouvrier titulaire d'une pension ou d'un complément de pension par application des lois coordonnées du 30 août 1920.

ART. 40.

Les dépenses nécessaires pour le paiement des allocations précédentes, à charge des pouvoirs publics, sont supportées pour les $\frac{5}{8}$ par l'État, $\frac{1}{8}$ par les provinces et $\frac{2}{8}$ par les communes où les intéressés ont leur résidence.

HOOFDSTUK IV.

Rechthebbende op lijfrente, pensioenen en toelagen vóór het in voege treden dezer wet verleend.

ART. 38.

De lijfrente bij de Algemeene Lijfrentkas verworven, alsmede de pensioenen en pensioenaanvullingen aan de mijnwerkers of oud-mijnwerkers uitbetaald vóór het in voege stellen dezer wet, blijven aan de rechthebbende toegekend in de voorwaarden voorzien bij de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920.

Het voordeel der bepalingen van gezegde wetten en ook van degene genomen ter uitvoering van de wet van 9 April 1922 blijft behouden ten behoeve der weduwen en gebrekkige arbeiders.

De regelingen volgens dewelke deze pensioenen zullen worden verleend zullen bij koninklijk besluit samengeordend worden.

ART. 39.

Een jaarlijksche vergoeding van 360 frank wordt ten bezware van den Staat toegekend aan ieder mijnwerker of mijnwerkersweduwe die bij toepassing van de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 recht had op een pensioen of een pensioenaanvulling.

ART. 40.

De onkosten van het uithetalen der voorgaande toelagen ten bezware der Openbare Machten worden gedragen, voor vijf achtsten door den Staat, voor één achtste door de provinciën en voor twee achtsten door de gemeente waar de belanghebbenden verblijven.

ART. 41.

Les ouvriers mineurs, titulaires d'une pension à l'entrée en vigueur de la présente loi, et les ouvriers invalides, lorsqu'ils entrent en jouissance de celle-ci, conformément aux dispositions des lois coordonnées, reçoivent, en outre, à charge du Fonds commun, une majoration de pension dont le montant, déterminé suivant les règles établies par arrêté royal, ne peut être supérieur à 360 francs ni inférieur à 120 francs.

ART. 42.

Pour tout ouvrier houilleur qui, pendant la période comprise entre le 4 août 1914 et le 1^{er} février 1919, s'est trouvé en pays allié ou déporté, soit en Allemagne, soit vers les lignes de feu, le temps passé en exil, au point de vue de l'application des lois coordonnées du 30 août 1920 et de la présente loi, est considéré comme ayant été consacré au travail dans les houillères belges, dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

Il appartient à l'intéressé d'indiquer la durée de cet exil et d'en fournir la preuve.

ART. 43.

Pour tout ouvrier houilleur qui, pendant toute ou partie de la durée de la guerre, s'est trouvé au service de l'armée belge ou d'une armée alliée, le temps passé au service, au point de vue de l'application des lois coordonnées du 30 août 1920 et de la présente loi, est considéré comme ayant été consacré au travail dans les houillères belges, dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

ART. 41.

De mijnwerkers die bij het in voege treden dezer wet recht hebben op een pensioen en de gebrekkige mijnwerkers wanneer zij overeenkomstig de bepalingen der samengeordende wetten, in genot treden van dit pensioen, krijgen bovendien, ten bezware van het gemeen Fonds, een pensioentoeslag vastgesteld bij Koninklijk besluit en dat niet meer mag bedragen dan 360 frank en niet minder dan 120 frank.

ART. 42.

Voor elken mijnwerker die gedurende het tijdperk, verlopen tusschen 4 Augustus 1914 en 1 Februari 1919, in een der geallieerde landen heeft verbleven of, 't zij naar Duitschland, 't zij naar de vuurlijn werd gevoerd, wordt de in ballingschap doorgebrachte tijd met het oog op de toepassing der samengeordende wetten en dezer wet, beschouwd als zijnde besteed geweest aan den arbeid in de Belgische steenkoolmijnen, onder dezelfde voorwaarden als vóór den oorlog.

De belanghebbende moet den duur van zijn ballingschap aangeven en er het bewijs van leveren.

ART. 43.

Voor elken mijnwerker die gedurende den geheelen oorlog of een gedeelte er van in den dienst van het Belgisch of van een der geallieerde legers is geweest, zal de in dien dienst doorgebrachte tijd met het oog op de toepassing van de samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 en van deze wet, beschouwd worden als zijnde besteed aan den arbeid in de Belgische steenkoolmijnen onder dezelfde voorwaarden als vóór den oorlog.

Il appartient à l'intéressé d'indiquer la durée de ce service et d'en fournir la preuve.

TITRE III.

DES ORGANISATIONS DE RETRAITE.

CHAPITRE PREMIER.

De la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 44.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'État est chargée de la constitution des rentes de vieillesse à l'aide de sommes prélevées sur le montant des versements des ouvriers et des cotisations patronales avec la contribution de l'État y afférente et inscrites sur le livret individuel de chaque intéressé, conformément aux articles 10, 14 et 15.

ART. 45.

Il est fait usage, pour le calcul des rentes, des tables de mortalité utilisées pour l'application de la loi générale sur les pensions.

Une table spéciale aux ouvriers mineurs pourra être dressée ultérieurement pour l'exécution de la présente loi; elle devra être approuvée par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 46.

Les règlements nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront approuvés par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

De belanghebbende moet den duur van dezen dienst aangeven en er het bewijs van leveren.

TITEL III.

RENTEORGANISMEN.

EERSTE HOOFDSTUK.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.

ART. 44.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, onder waarborg van den Staat, wordt met de vestiging der ouderdomsrente belast. Daartoe worden gebruikt de sommen afgehouden op het bedrag der door de mijnwerkers gedane stortingen met de bijdrage der ondernemers en der erin verband medestaande Rijksbijdrage en die overeenkomstig art. 10, 14 en 15 op het persoonlijk boekje van ieder belanghebbende zijn ingeschreven.

ART. 45.

Voor het berekenen der renten zal men zich bedienen van de voor de toepassing der Algemeene Pensioenwet gebruikte sterftetabellen.

Eene, enkel aan de mijnwerkers toepasselijk tabel, kan later ter uitvoering dezer wet worden opgemaakt. Deze tabel dient door den Minister van Nijverheid en Arbeid goedgekeurd.

ART. 46.

De voor de uitvoering dezer wet noodige regeling zal worden goedgekeurd door den Minister van Nijverheid en Arbeid.

CHAPITRE II.

Du Fonds commun de Retraite.

SECTION I. — Organisation et attributions.

ART. 47.

Il est créé, pour le Service des pensions des ouvriers houilleurs, un Fonds commun sous la garantie de l'État sous la dénomination de « Fonds national de Retraite des ouvriers mineurs ».

Le siège de cette institution est à Bruxelles. Le Fonds jouit de la personnalité civile. Il peut, moyennant l'autorisation du Roi, recevoir des donations et des legs.

Il jouit de l'exemption des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, pour tous les actes et toutes pièces nécessaires à l'exécution de sa mission. Il est placé au point de vue financier sous le contrôle du Ministre des Finances; il est soumis au point de vue actuariel à la surveillance du Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 48.

Les ressources du Fonds commun de Retraite sont constituées :

1° Par l'avoir du Fonds commun de Retraite créé par la loi du 20 août 1920;

2° Par les versements des ouvriers et les cotisations des exploitants effectués conformément à l'article 5, défalcation étant faite des sommes effectuées à la constitution des rentes de vieillesse et de survie, en conformité des dispositions du Titre II.

3° Par les cotisations patronales en conformité de l'article 2.

HOOFDSTUK II.

Algemeen lijfrentefonds.

AFDEELING I. — Instelling en Bevoegdheid.

ART. 47.

Onder de benaming van « Nationaal Pensioenfonds voor de mijnwerkers » wordt er onder den waarborg van den Staat voor den dienst der pensioenen der mijnwerkers een gemeen Fonds ingesteld.

De zetel dier instelling is te Brussel. Het gemeen Fonds wordt met rechtspersoonlijkheid bekleed. Het mag, met toelating van den Koning, giften en legaten ontvangen.

Voor al de akten en stukken noodig tot het uitvoeren van zijn zending is het vrij van de rechten van Registratie, van zegel en griffie. Onder finantieel oogpunt is het aan de controle van den Minister van Financiën onderworpen en op het verzekeringsoogpunt aan den Minister van Nijverheid en Arbeid.

ART. 48.

De inkomsten van het Algemeen Pensioenfonds worden gevormd door :

1° Het vermogen van de bij artikel 18 der wet van 20 Augustus 1920 ingesteld Algemeen Pensioenfonds;

2° Door de stortingen der mijnwerkers en de bijdrage der ondernemers gedaan overeenkomstig artikel 18 met aftrekking der sommen bestemd, overeenkomstig de bepalingen van Titel II, tot het vestigen der ouderdomsrente;

3° Door de bijdrage der ondernemers overeenkomstig artikel 2;

4° Par l'attribution des capitaux en application de l'article 30.

5° Par les dons et les legs.

ART. 49.

Le Fonds Commun de Retraite pourvoit aux dépenses de gestion et d'administration de l'assurance.

ART. 50.

Il couvre les Caisses de Prévoyance des paiements effectués pour le service de l'assurance et leur procure éventuellement les avances nécessaires à cet effet.

Il constitue les réserves mathématiques des compléments de pension prévues à l'article 36.

Le calcul du capital constitutif de ces compléments est établi conformément au barème en vigueur à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Les capitaux représentatifs des compléments sont prélevés, lors de la mise en vigueur de la présente loi, à concurrence de leur montant, sur l'avoir du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs, créé par la loi du 20 août 1920.

L'ensemble de ces sommes forme un fonds spécial dit « Fonds des Compléments de pension » et fait l'objet d'une comptabilité distincte.

ART. 51.

L'excédent de l'avoir du Fond National précité après constitution des capitaux de couverture dans les conditions prévues à l'article précédent, constitue un fonds de réserve dont l'affectation est déterminée à l'article 54.

4° Door de kapitalen voorzien bij artikel 30;

5° Door de giften en legaten.

ART. 49.

Het Algemeen Pensioenfonds voorziet in de heer- en administratiekosten van de verzekering.

ART. 50.

Tegenover de voorzorgskassen staat het borg voor de betalingen gedaan voor den dienst der verzekering en verschaft hun gebeurlijk de daartoe noodige voorschotten.

Het stelt de voor de pensioenaanvulling de bij artikel 36 voorziene noodige mathematische voorraad samen.

Het berekenen van het oprichtingskapitaal dezer aanvullingen wordt vastgesteld overeenkomstig het barema in voege bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.

De kapitalen die deze aanvullingen vertegenwoordigen worden, bij het in voege stellen dezer wet, voor het totaal bedrag op het vermogen van het door de wet van 20 Augustus 1920 ingesteld Nationaal Pensioenfonds ten behoeve van mijnwerkers afgehouden.

Deze sommen te zamen vormen een speciaal fonds genaamd : « Fonds voor pensioenaanvulling » en er wordt afzonderlijk boek van gehouden.

ART. 51.

Na vaststelling der in voorgaande artikel voorziene borgkapitalen vormt het saldo van het vermogen van het Nationaal fonds, een reservefonds waarvan de bestemming bij artikel 54 bepaald wordt.

ART. 52.

Le Fonds commun impute sur ses ressources ordinaires les sommes nécessaires pour couvrir :

1^o Les pensions et compléments de pension ainsi que les allocations dont bénéficient les titulaires en application des lois coordonnées du 30 août 1920 et de la loi du 9 avril 1922 ainsi que les majorations de pension qui leur sont reconnues par la présente loi.

2^o Les suppléments de pension au profit des ouvriers, les majorations et allocations au profit des veuves et orphelins.

3^o Les dépenses mises à sa charge par l'article 57.

ART. 53.

Lorsque les ressources du Fonds commun dépassent les dépenses et au fur et à mesure de l'extinction des pensions en cours, l'excédent est versé au Fonds spécial des compléments de pension, en vue de la couverture des compléments de pension qui auront été accordés dans le courant de l'exercice.

S'il y a un surplus, celui-ci est versé au Fonds de réserve.

ART. 54.

Le Fonds de réserve est destiné :

1^o A couvrir les insuffisances éventuelles dans l'alimentation annuelle normale du Fonds spécial des compléments de pension.

2^o A garantir le service régulier des pensions, des majorations et allocations.

3^o A faire face aux pertes éventuelles du Fonds commun et à rembourser les

ART. 52.

Op de gewone inkomsten licht het Gemeen Fonds de noodige sommen voor het dekken :

1^o Der pensioenen en pensioenaanvullingen en toelagen ten voordeele der rechthebbende bij toepassing der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920 en van de wet van 4 April 1922 alsook de door deze wet erkende pensioentolagen ;

2^o De pensioenbijslagen ten voordeele der mijnwerkers, de toeslagen en de toelagen ten voordeele der weduwe en weezen ;

3^o De door artikel 57 ten zijnen laste gelegde uitgaven.

ART. 53.

Wanneer de inkomsten van het Gemeen Fonds de uitgaven overschrijden en naarmate der delging van de ingang zijnde pensioenen, wordt het saldo in het Speciaal Fonds voor pensioenaanvullingen gestort met het oog op de dekking van de pensioenaanvullingen die gedurende het rekenjaar werden verleend.

Het gebeurlijk overschot wordt in het Voorraadsfonds gestort.

ART. 54.

Het Voorraadsfonds is bestemd :

1^o Om het gebeurlijk tekort in de normale jaarlijksche stijving te dekken van het speciaal Fonds van pensioenaanvullingen ;

2^o Als borg voor den regelmatigigen dienst der pensioenen der toeslagen en toelagen ;

3^o Om te voorzien in gebeurlijke verliezen van het Fonds en tot terug-

avances que l'État pourrait avoir consenties en vertu de la garantie prêtée par lui.

ART. 55.

Lorsque la constitution des réserves mathématiques nécessaires à la couverture des compléments de pension sera accomplie et que le fonds de réserve aura atteint un montant suffisant pour couvrir, indépendamment des frais d'administration, le double des charges ordinaires annuelles du Fonds commun, des prélèvements seront effectués sur ses ressources ordinaires dans les formes et conditions à déterminer par arrêté royal en vue :

1° De majorer le taux des versements effectués à la Caisse générale de Retraite, pour l'acquisition des rentes de vieillesse;

2° D'augmenter les rentes de survie au profit des veuves ;

3° D'améliorer le sort des ouvriers atteints d'invalidité.

ART. 56.

Le Fonds commun de Retraite est chargé, dans les limites déterminées par le Gouvernement, d'assurer, de concert avec les Caisses de prévoyance, l'exécution des conventions conclues avec les pays étrangers relatives au régime de retraite des ouvriers mineurs.

ART. 57.

Le Fonds commun prend à sa charge les avantages reconnus au profit d'ouvriers pensionnés et de veuves d'ouvriers pensionnés et ayant appartenus à des charbonnages abandonnés.

betaling dergene die de Staat zou kunnen hebben te dragen uit hoofde van de gegunden borg.

ART. 55.

Nadat de samenstelling der mathematische voorraden noodig tot het dekken voor de aanvulling der pensioenen is voltooid en dat het voorraadfonds een voldoende bedrag heeft bereikt om, boven de administratiekosten, het dubbel der gewone jaarlijksche lasten van het gemeen fonds te dekken, zullen er op de gewone inkomsten lichten worden gedaan volgens door koninklijk besluit bepaalde regels en voorwaarden, met het oog op :

1° Voor vermeerdering van het bedrag der voor het verkrijgen van de ouderdomsrente bij de Algemeen Spaarkas gedane stortingen;

2° Voor opslag van de overlevingsrente ten behoeve der weduwe;

3° Voor lotsverbetering der gebrekkige mijnwerkers.

ART. 56.

In de door het Gouvernement vastgestelde grenzen wordt het Algemeen Pensioenfonds, in gemeen overleg, met de voorzorgskassen, belast met de uitvoering te verzekeren der met vreemde landen gesloten verdragen omtrent het ouderdomspensioenstelsel der mijnwerkers.

ART. 57.

Het Gemeen Fonds neemt ten zijnen laste de voordeelen erkend aan de gepensioneerde mijnwerkers en weduwe van gepensioneerde mijnwerkers die aan verlaten koolmijnen hebben toebehoord.

SECTION II. — *De l'Administration
du Fonds commun.*

ART. 58.

La gestion du Fonds commun est confiée à un Conseil d'administration, à un Comité technique et financier et au Directeur général.

ART. 59.

Le Conseil d'administration est composé de six représentants des exploitants des circonscriptions régionales, de six représentants des ouvriers des mêmes circonscriptions, de délégués du Ministre de l'Industrie et du Travail et du Ministre des Finances.

Le Président est nommé et peut être révoqué par le Roi.

ART. 60.

Les membres composant le Conseil d'administration sont nommés pour un terme de six ans. Ils peuvent être nommés ou désignés à nouveau à l'expiration de leur mandat.

Les mandats sont renouvelables par moitié tous les trois ans.

Un tirage au sort désigne les membres, patrons et ouvriers, dont le mandat est renouvelable au bout de la troisième année de fonctionnement.

ART. 61.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de membres du Conseil d'administration du Fonds commun et celles de membres du Conseil supérieur d'arbitrage.

AFDEELING II. — *Bestuur van het Gemeen
Fonds.*

ART. 58.

Het Beheer van het Gemeen Fonds wordt toevertrouwd aan een Beheerraad, aan een technische en financiële commissie en aan den Algemeenen Bestuurder.

ART. 59.

De Beheerraad is samengesteld uit zes vertegenwoordigers der ondernemers van de gewestelijke kringen, zes vertegenwoordigers der arbeiders van dezelfde kringen, twee afgevaardigden van den Minister van Nijverheid en Arbeid en een afgevaardigde van den Minister van Financiën.

De voorzitter wordt genoemd en kan worden afgezet door den Koning.

ART. 60.

De leden die den Beheerraad samenstellen worden voor een termijn van zes jaar genoemd. Bij het eindigen van hun mandaat kunnen zij opnieuw benoemd worden.

De helft wordt alle drie jaar hernieuwd.

Het lot duidt de leden aan, werknemers en werkgevers, waarvan het mandaat op het einde van hun driejaarlijks lidmaatschap moet worden hernieuwd.

ART. 61.

De functie van lid van den Beheerraad en die van lid van den Hooger en Scheidsraad zijn onverenigbaar.

ART. 62.

Le Conseil d'administration représente le Fonds commun de Retraite et fait tous actes d'administration et de disposition qui intéressent celui-ci.

Il fixe les traitements, allocations et indemnités.

A l'expiration de chaque année, il adresse au Gouvernement un rapport sur les opérations et la situation du Fonds commun pendant l'exercice écoulé.

ART. 63.

Les fonctions de membres du Conseil d'administration sont gratuites. Toutefois, il leur est alloué, indépendamment des frais de séjour et de déplacement, des jetons de présence.

ART. 64.

Un Comité technique et financier est constitué au sein du Conseil d'administration, dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par arrêté royal.

ART. 65.

Ce Comité a notamment pour mission :

1° D'élaborer le budget annuel et de présenter au Conseil d'administration le projet de rapport sur la gestion et les opérations du Fonds commun;

2° De donner avis sur les propositions qui rentrent dans la compétence du Conseil d'administration;

3° De statuer sur les placements des fonds.

ART. 62.

De Beheerraad vertegenwoordigt het Algemeen Pensioenfonds en is gerechtigd tot alle akten van beheer en beschikking die het aanbelangen.

Het stelt de jaarwedden, toelagen en vergoedingen vast.

Bij het einde van het jaar dient het bij het Gouvernement verslag in omtrent de handelingen en den toestand van het Gemeen Fonds gedurende het verlopen rekenjaar.

ART. 63.

De functie der leden van den Beheerraad is kosteloos. Nochtans, onafhankelijk van de verblijf- en reiskosten wordt er hun een zitpenning verleend.

ART. 64.

In het midden van den Beheerraad wordt er een technisch en finantieel comité samengesteld.

De samenstelling en de werking er van worden door Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 65.

Het comité heeft bijzonderlijk voor taak :

1° Het opmaken van het jaarlijks budget en dient bij den Beheerraad het ontwerp van verslag in over het beheer en de verhandelingen van het Gemeen Fonds;

2° Van advies uit te brengen over de voorstellen die onder de bevoegdheid van den Beheerraad vallen;

3° Het beraadslaagd over het plaatsen van fondsen.

ART. 66.

Le Directeur général est nommé et peut être révoqué par le Roi.

Il fait partie de droit, avec voix délibérative, du Conseil d'administration et du Comité technique et financier.

Il fait exécuter les décisions du Conseil d'administration et du Comité financier; il est chargé de la gestion ordinaire du Fonds et représente celui-ci dans tous les actes relatifs à cette gestion. Il dirige et surveille le travail des bureaux. Les actions judiciaires sont exercées à sa poursuite et diligence.

ART. 67.

Un Fonds de prévoyance est constitué en faveur du personnel du Fonds commun et des Caisses régionales, suivant les règles et les modalités définies par un règlement général.

SECTION III — *Des placements.*

ART. 68.

L'avoir du Fonds commun est divisé en deux catégories :

1° Le Fonds de roulement et les fonds destinés à des placements provisoires;

2° Les fonds destinés à des placements définitifs.

ART. 69.

Le Fonds de roulement peut être placé temporairement en dépôt ou en compte courant dans les établissements financiers dont la désignation appartient au Conseil d'administration.

ART. 66.

De Algemeene Bestuurder wordt door den Koning benoemd en kan er door afgezet worden.

Hij maakt van rechtswege deel van den Beheerraad en van het technisch en finantieel committee met recht van stemming.

Hij is gelast met de door den Beheerraad en het finantieel committee genomen beslissingen; hij voert het gewoon bestuur van het Fonds en vertegenwoordigt het in alle de akten in verband met het beheer; hij bestuurt de bureelen en houdt er toezicht op. De rechtvorderingen worden gedaan op zijn vervolging en benaarstiging.

ART. 67.

Ten behoeve van het personeel van het Gemeen Fonds en van de gewestelijke Voorzorgskassen wordt er, volgens door eene algemeene verordening te bepalen regeling, een Voorzorgskas ingericht.

AFDEELING III. — *Uitzettingen.*

ART. 68.

Het vermogen van het Gemeen Fonds wordt in twee klassen verdeeld :

1° Het bedrijfskapitaal en het kapitaal bestemd voor tijdelijke uitzettingen;

2° Het kapitaal bestemd voor bestendige uitzettingen.

ART. 69.

Het bedrijfskapitaal mag voorloopig in deposito of in loopende rekening geplaatst worden in financieële inrichtingen die door den Beheerraad worden aangeduid.

Les fonds destinés à des placements provisoires sont déposés à la Banque Nationale qui en fait emploi suivant les ordres d'achat, de vente ou de virement adressés par le Fonds commun.

ART. 70.

Le Fonds commun de Retraite peut effectuer ses placements :

1° En valeurs d'État ou jouissant de la garantie de l'État.

2° En obligations des provinces, villes et communes de Belgique ;

3° En cédules ou prêts hypothécaires ;

4° En obligations de sociétés belges qui, depuis cinq années consécutives au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires.

Il peut également acquérir des immeubles dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à la réalisation de son objet social.

CHAPITRE III.

Des Caisses de Prévoyance.

ART. 71.

Les exploitations houillères du royaume ainsi que les mines métalliques assimilées sont réparties en circonscriptions territoriales formant chacune le ressort d'une Caisse de Prévoyance des ouvriers mineurs.

ART. 72.

Ressortissent obligatoirement à une Caisse de Prévoyance, les exploitants des charbonnages de la circonscription, ainsi que les ouvriers qui y sont occupés.

Het kapitaal voor tijdelijke uitzettingen wordt in de Nationale Bank geplaatst die er volgens de bevelen van aankoop, verkoop of verzekering gebruik van maakt.

ART. 70.

Het Algemeen Pensioenfonds mag uitzettingen doen :

1° In Staatsfondsen of fondsen onder waarborg van den Staat ;

2° In Belgische provinciën, steden en gemeenten obligatiën ;

3° In schuldbekentenissen of leeningen op hypotheek ;

4° In obligatiën van Belgische vennootschappen die minstens sedert vijf opvolgende jaren met hunne gewone inkomsten alle hunne verbintenissen hebben nagekomen.

Het mag ook, naarmate ze tot de verwezenlijking van zijn sociaal doel noodig zijn, onroerende goederen aankopen.

HOOFDSTUK III.

Voorzorgskassen.

ART. 71.

De Belgische kolenmijnondernemingen en de er medegelijkgestelde metaalmijnen worden in gewestelijke kringen verdeeld die elk een ressort uitmaken van een voorzorgskas ten behoeve der mijnwerkers.

ART. 72.

De kolenmijnondernemers van een kring met de er in gebezigde mijnwerkers behooren verplichtend tot eene voorzorgskas.

Le ressort des Caisses de Prévoyance ainsi que leur siège sont déterminés par arrêté royal.

ART. 73.

Les Caisses de Prévoyance assurent l'encaissement des versements des ouvriers et des cotisations des exploitants.

Elles accomplissent les formalités nécessaires à l'affiliation des ouvriers à la Caisse générale de Retraite, dans les conditions prévues à l'article 9. Elles font l'instruction des demandes de pension, des compléments de pension, des majorations et des allocations.

Elles assurent le service des rentes de vieillesse et de survie acquises à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite en application de la présente loi.

Elles effectuent les paiements des pensions, compléments, majorations de pension et allocations aux divers ayants-droit.

Le paiement a lieu dans les conditions à fixer par arrêté royal.

ART. 74.

Les Caisses de Prévoyance sont administrées par des Commissions administratives, composées de représentants des exploitants des charbonnages, de représentants des ouvriers en nombre égal et de représentants des pouvoirs publics.

ART. 75.

Les Commissions administratives arrêtent le règlement d'ordre intérieur. Elles préparent, à la fin de chaque année, un budget de prévision pour la couverture des frais généraux de l'exercice suivant. A l'expiration de celui-ci, elles dressent le compte des dépenses effectuées.

Het ressort der voorzorgskassen en de zetel er van worden door koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 73.

De voorzorgskas verzekert het innen der stortingen van de mijnwerkers en der bijdragen van de ondernemers.

Zij vervult de, voor de opneming der mijnwerkers in de Algemeene Lijfrentkas, vereischte pleegvormen in de bij artikel 9 voorziene voorwaarden. Zij leidt het onderzoek der aanvragen voor pensioenen, pensioenaanvullingen, toeslagen en toelagen.

Zij zorgt voor den dienst der ouderdoms- en overlevingsrente bij toepassing dezer wet bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas aangeworven.

Zij doet aan de rechthebbenden de betalingen der pensioenen, aanvullingspensioenen, pensioentoeslagen en toelagen.

Die betalingen geschieden volgens bij koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

ART. 74.

De voorzorgskassen worden bestuurd door bestuursraden die samengesteld zijn uit vertegenwoordigers der kolenmijnondernemers en der mijnwerkers, in gelijk getal en uit vertegenwoordigers der openbare machten.

ART. 75.

De Bestuursraden stellen de reglementen van inwendige orde op. Op het einde van ieder jaar maken zij een begrootingsontwerp op, voor de dekking der algemeene onkosten van het volgende rekenjaar. Bij het afloop er van stellen zij de rekening op der gedane uitgaven.

CHAPITRE IV.

Des organes de juridiction.

ART. 76.

Les Commissions administratives des Caisses de Prévoyance statuent en premier ressort sur les demandes de pension, majorations et allocations à charge du Fonds commun.

ART. 77.

Les décisions des Commissions administratives peuvent être soumises à l'appel devant un Conseil supérieur d'arbitrage dont le siège est à Bruxelles. Ce Conseil supérieur se compose d'un magistrat de l'ordre judiciaire en qualité de président, assisté d'un greffier-secrétaire, de deux membres patronaux, de deux membres ouvriers et de deux délégués du Ministère de l'Industrie et du Travail.

La durée de leur mandat est de six ans.

Le Directeur général peut assister avec voix consultative aux réunions du Conseil.

Le président et le greffier-secrétaire sont désignés par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 78.

Le président et les membres du Conseil d'arbitrage jouissent d'un jeton de présence et ils ont, éventuellement, droit aux frais de déplacement et de séjour.

Ces dépenses sont à charge du Fonds Commun.

HOOFDSTUK VI.

Organismen van rechtsmacht.

ART. 76.

De Bestuursraden der Voorzorgskasse doen in eersten aanleg uitspraak over de aanvragen van pensioenen, toeslagen en toelagen ten bezware van het Gemeen Fonds.

ART. 77.

De beslissingen van de Bestuursraden kunnen aan beroep voor een Hoogen Raad van Scheidsgerecht overlegd worden. De zetel daarvan is te Brussel gevestigd. Deze Hoogen Raad is samengesteld uit een magistraat van het rechterlijk orde die het voorzitterschap waarneemt, bijgestaan door een griffier-secretaris, twee werkgevers, twee mijnwerkers en twee afgevaardigden van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

De duur van hun mandaat is zes jaar.

De Algemeene Bestuurder mag de vergaderingen van den Raad met raadgevende stem bijwonen.

De Voorzitter en de griffier-secretaris worden door den Minister aangeduid.

ART. 78.

De Voorzitter en de leden van den Scheidsrechtraad genieten van een zitpenning en hebben gebeurlijk recht aan vergoeding voor reis- en verblijfskosten.

Deze onkosten vallen ten bezware van het Gemeen Fonds.

ART. 79.

Les décisions du Conseil supérieur sont définitives et sans recours ultérieur.

TITRE IV.

DES PÉNALITÉS.

ART. 80.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs, l'exploitant ou son préposé qui n'aura pas versé dans les délais réglementaires les cotisations prévues à l'article 7.

Le jugement fixera, en outre, le délai endéans lequel l'intéressé devra exécuter l'obligation qui lui incombe en vertu du même article.

Si l'intéressé n'a pas effectué les versements dans le délai déterminé, le recouvrement de la somme due sera fait par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

ART. 81.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs, l'exploitant ou son préposé qui n'aura pas opéré le prélèvement prévu au même article ou aura omis de verser la somme prélevée dans le délai réglementaire à l'organisme compétent.

Lorsque le prélèvement n'aura pas été effectué par l'exploitant ou son préposé à l'époque fixée au dit article, l'exploitant sera, en outre, condamné à payer au moyen de ses deniers personnels le montant des versements de

ART. 79.

De beslissing van den Hoogen Raad is afdoend en niet meer vatbaar voor verder beroep.

TITEL IV.

VAN DE STRAFBEPALINGEN.

ART. 80.

Wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank de ondernemer of zyn vertegenwoordiger die de bij artikel 7 voorziene bijdragen op de voorgeschreven tijdstippen niet heeft gestort.

Het vonnis waarbij die boete wordt opgelegd, dient daarenboven den termijn te bepalen waarbinnen de betrokkene de hem krachtens bedoeld artikel opgelegde verplichting moet uitvoeren.

Bij aldien de betrokkene nalaat binnen bepaald termijn de storting te doen, dan heeft de invordering van de verschuldigde som plaats door middel van rechtsdwang, gelijk in zake rechtstreekse belastingen.

ART. 81.

Wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank, de ondernemer of zijn vertegenwoordiger die het bij hetzelfde artikel voorziene bedrag niet afhoudt of die mocht verwaarloozen de afgehouden som op het voorgeschreven tijdstip in het daartoe bestemd organisme te storten.

Wordt de voorziene afhouding door den ondernemer of zijn vertegenwoordiger niet op het bij bedoeld artikel voorzien tijdstip gedaan, dan zal de ondernemer daarenboven worden veroordeeld om uit zijn eigen geldmiddelen

l'intéressé. Le jugement fixera le délai endéans lequel l'exploitant devra opérer ces versements à l'organisme compétent.

A défaut par celui-ci de s'être exécuté dans le délai ainsi fixé, le recouvrement de la somme due sera opéré par voie de contrainte comme en matière de contributions directes. L'exploitant ne peut récupérer, auprès de l'ouvrier en cause, la somme versée en exécution du dit jugement.

ART. 82.

La peine prévue aux articles 80 et 81 sera appliquée autant de fois qu'il y aura d'omissions pour chaque assuré.

ART. 83.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an toute personne qui aura fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages prévus par la présente loi ou en vue d'obtenir ou faire obtenir des pensions ou allocations ou majorations de pension ou de faire majorer le taux de celle-ci.

La restitution des sommes indûment perçues sera, en outre, ordonnée.

ART. 84.

Sans préjudice à l'application éventuelle des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punis d'une amende de 26 à 200 francs les exploitants ou leurs préposés qui refuseront aux personnes ou aux organismes chargés de l'exécution

het bedrag van de stortingen van den belanghebbende te betalen. Het vonnis dient den termijn te bepalen waarbinnen de ondernemer bedoelde stortingen in het daartoe bestemd organisme zal doen.

Moelt hij dit binnen den alzoo vastgestelden termijn niet doen, dan zal de invordering van de verschuldigde som door middel van rechtsdwang zooals in zake rechtstreeksche belastingen plaats hebben.

De ondernemer mag van den belanghebbenden mijnwerker de in uitvoering van bedoeld vonnis gestorte som niet teruggeischen.

ART. 82.

De bij artikels 80 en 81 voorziene straf wordt toegepast zoo dikwijls de ondernemer jegens een zijner verzekeringsplichtigen in verzuiming is.

ART. 83.

Wordt gestraft met eene gevangenis van acht dagen tot één jaar, elk persoon die, wetens en willens, valsche aangiften doet om de bij deze wet voorziene voordeelen te genieten of te laten genieten of om pensioenen of toelagen te verkrijgen of om het bedrag daarvan te laten vermeerderen.

Het terugbetalen van de ten onrechte getrokken sommen zal bovendien worden opgelegd.

ART. 84.

Onverminderd de eventueele toepassing van de artikels 269 tot 274 van het wetboek van strafrecht, worden met een geldboete van 26 tot 200 frank gestraft, de ondernemers of hun vertegenwoordigers die aan de vertegen-

tion de la présente loi, tous les renseignements qu'ils demandent en vue de l'application de celle-ci.

ART. 85.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII de l'article 85 du livre I de ce Code est applicable aux infractions prévues aux articles 80, 81, 83 et 84 de la présente loi.

ART. 86.

Les exploitants sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leur préposés auxquels incombent les obligations prévues par la présente loi.

ART. 87.

Une expédition du jugement rendu en exécution des articles 80, 81, 83 et 84 sera adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 88.

La recherche et la constatation des infractions auront lieu comme en matière de police des mines.

Les infractions seront constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures à peine de nullité. L'action publique se prescrit par un an à partir du jour où les infractions ont été commises.

woordigers van de met de uitvoering dezer wet gelaste organismen al de inlichtingen weigeren te verstrekken waarom deze, met het oog op de toepassing dezer wet, vragen.

ART. 85.

Bij afwijking van artikel 100 van het Wetboek van Strafrecht, is hoofdstuk VII en artikel 85 van Boek I van dit Wetboek op de bij artikelen 80, 81, 83 en 84 dezer wet voorziene inbreuken toepasselijk.

ART. 86.

De ondernemers zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling der geldboeten opgelegd aan hun vertegenwoordigers waarop de bij deze wet voorziene verplichtingen rusten.

ART. 87.

Een expeditie van de vonnissen geveld in uitvoering van de artikels 80, 81, 83 en 84 dezer wet dient aan den Minister van Nijverheid en Arbeid overgemaakt.

ART. 88.

Het opzoeken en bestatigen der inbreuken zal plaats hebben zooals in zake van de politie op de mijnen.

De inbreuken zullen worden bestatigd door proces-verbalen die gelden tot tegenovergesteld bewijs. Een afschrift van het proces-verbaal dient aan den overtreder op straf van nietigheid binnen de 48 uren overbandigd. De openbare rechtvordering vervalt een jaar nadat de inbreuken werden gepleegd.

TITRE V.**DISPOSITIONS FINALES.****ART. 89.**

Les rentes, majorations, pensions et compléments payés en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables sous réserve des dispositions prises par arrêté royal en application de la loi générale sur les pensions concernant les personnes hospitalisées aux frais des pouvoirs publics.

ART. 90.

La créance des organismes d'assurance vis-à-vis des exploitants de charbonnages est garantie par un privilège qui prend rang immédiatement après le 4° et le 4° bis de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

ART. 91.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1924.

A titre transitoire, par dérogation aux dispositions du titre II, les versements constitutifs des rentes de vieillesse à la Caisse générale de Retraite ne seront portés au livret individuel des ouvriers assujettis à la loi que pour un montant égal à celui prévu par l'article 2 des lois coordonnées du 30 août 1920, pour l'année suivant celle de la mise en vigueur de la loi.

TITEL V.**EINDBEPALINGEN.****ART. 89.**

De krachtens deze wet verworven renten, toeslagen, pensioenen en pensioenaanvullingen zijn vatbaar noch voor overdracht noch voor beslag, behoudens de bepalingen daaromtrent genomen door Koninklijk besluit in uitvoering van de algemeene wet op de pensioenen wat de ten bezware van openbare machten in een gesticht verpleegde oudelieden betreft.

ART. 90.

De schuldvordering der verzekerings-organismen tegenover de kolenmijnondernemers is verzekerd door een voorrecht dat onmiddellijk rang neemt na de 4° en de 4° bis van artikel 19 van de wet van 16 December 1851 op de voorrechten en grondpanden.

ART. 91.

De bepalingen dezer wet treden den 1 Januari 1924 in werking.

Als overgangsmaatregel en bij afwijking van de bepalingen van Titel II, worden de stortingén voor het vestigen der ouderdomsrente in de Algemeene Lijfrentkas, op het persoonlijk boekje van der aan de wet onderworpen mijnwerkers enkel ingeschreven voor een bedrag dat gelijk is aan datgene voorzien bij artikel 2 der samengeordende wetten van 30 Augustus 1920, voor het jaar dat volgt op datgene van het in voege stellen der wet.

ART. 92.

Sont abrogées les dispositions légales et réglementaires contraires à la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1923.

ART. 92.

Al de wettelyke bepalingen en regelingen in tegenstelling dezer wet zijn afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ Juli 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

ANNEXE I.

TABEAU
des majorations de rentes.

Article 34 de la loi avec la limitation
prévue au même article.

Année de naissance.	Majoration de rente due par l'État.	Limite fixée par l'article 34.
1865	700	721 60
1866	700	727 »
1867	680	712 76
1868	680	712 52
1869	680	713 48
1870	668	698 34
1871	660	703 74
1872	660	709 41
1873	640	695 35
1874	640	701 56
1875	640	694 42
1876	620	679 82
1877	620	685 86
1878	600	671 70
1879	600	678 18
1880	580	669 39
1881	580	656 68
1882	560	642 80
1883	560	649 28
1884	540	636 12
1885	520	623 32
1886	500	610 88
1887	500	618 80
1888	480	607 08
1889	460	595 72
1890	440	584 72
1891	420	574 26
1892	400	564 16
1893	380	554 60
1894	360	545 40
1895	340	536 74
1896	320	528 62
1897	280	504 04
1898	260	494 18
1899	240	480 »
1900	200	440 »
1901	180	420 »
1902	140	380 »
1903	120	360 »
1904	80	320 »
1905	40	280 »

BIJLAGE I.

TABEL
der Rentetoeslagen.

Artikel 34 der wet met de aan zelfden
artikel voorziene beperkingen.

Geboorte- jaar.	Rentetoeslag door den Staat verschuldigd.	Beperking bij artikel 34 vastgesteld.
1865	700	721 60
1866	700	727 »
1867	680	712 76
1868	680	712 62
1869	680	713 48
1870	668	698 34
1871	660	703 74
1872	660	709 41
1873	640	695 35
1874	640	701 56
1875	640	694 42
1876	620	679 82
1877	620	685 86
1878	600	671 70
1879	600	678 18
1880	580	669 39
1881	580	656 68
1882	560	642 80
1883	560	649 28
1884	540	636 12
1885	520	623 32
1886	500	610 88
1887	500	618 80
1888	480	607 08
1889	480	595 72
1890	440	584 72
1891	420	574 26
1892	400	564 16
1893	380	554 60
1894	360	545 40
1895	340	536 74
1896	320	523 62
1897	280	504 04
1898	260	494 18
1899	240	480 »
1900	200	440 »
1901	180	420 »
1902	140	380 »
1903	120	360 »
1904	80	320 »
1905	40	280 »

ANNEXE II.

BIJLAGE II.

TABEAU
des compléments de pension à charge
du Fonds commun.
(Art. 36 de la loi.)

MINEURS DE LA SURFACE		MINEURS DU FOND.	
Années de naissance.	Complé- ments de pension	Années de naissance.	Complé- ments de pension.
Avant 1866	380	»	»
1866	380	»	»
1867	380	»	»
1868	360	»	»
1869	360	»	»
1870	360	»	»
1871	360	Avant 1871	420
1872	360	1872	420
1873	360	1873	420
1874	340	1874	400
1875	340	1875	400
1876	340	1876	400
1877	320	1877	400
1878	320	1878	400
1879	300	1879	380
1880	280	1880	380
1881	260	1881	360
1882	240	1882	360
1883	220	1883	320
1884	200	1884	300
1885	180	1885	280
1886	160	1886	260
1887	140	1887	220
1888	120	1888	200
1889	100	1889	160
1890	80	1890	140
1891	60	1891	120
1892	60	1892	100
1893	40	1893	80
1894	40	1894	60
1895	40	1895	40
1896	40	1896	40
1897	40	1897	40
1898	40	1898	40
1899	40	1899	40

TABEL
der pensioentoeslagen ten bezware van
het Gemeen Fonds.
(Art. 36 van de wet)

BOVENGRONDSCH MIJNWERKERS.		ONDERGRONDSCH MIJNWERKERS.	
Geboorte- jaar.	Pensioen- aanvulling.	Geboorte- jaar.	Pensioen- aanvulling.
Vóór 1866	380	»	»
1866	380	»	»
1867	380	»	»
1868	360	»	»
1869	360	»	»
1870	360	»	»
1871	360	Vóór 1871	420
1872	360	1872	420
1873	360	1873	420
1874	340	1874	400
1875	340	1875	400
1876	340	1876	400
1877	320	1877	400
1878	320	1878	400
1879	300	1879	380
1880	280	1880	380
1881	260	1881	380
1882	240	1882	360
1883	220	1883	320
1884	200	1884	300
1885	180	1885	280
1886	160	1886	260
1887	140	1887	220
1888	120	1888	200
1889	100	1889	160
1890	100	1890	140
1891	60	1891	120
1892	60	1892	100
1893	40	1893	80
1894	40	1894	60
1895	40	1895	40
1896	40	1896	40
1897	40	1897	40
1898	40	1898	40
1899	40	1899	40